ÉLECTION
KONGO CENTRAL
2022

Dr.
GUY BANDU NDUNGIDI
GOUVERNEUR

PROGRAMME D'ACTION DU CANDIDAT

SOMMAIRE

03 | AVANT-PROPOS

04 | INTRODUCTION
INTRODUCTION AU RÊVE D'UN KONGO CENTRAL AU CENTRE DE LA RDC.

06 | AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL
FAIRE DU KONGO CENTRAL UNE VRAIE PUISSANCE ECONOMIQUE AGRICOLE DE LA RDC

26 | EMPLOI ET ENTREPRENARIAT
INDUSTRIALISATION ET PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ.

32 | INFRASTRUCTURES
RENOUVEAU DE L'INFRASTRUCTURE PROVINCIALE

43 | FINANCES ET BONNE GOUVERNANCE PROVINCIALE
ACCROÎTRE LA RÉSILIENCE DE NOTRE ÉCONOMIE LOCALE

50 | LES MINES
STRUCTURER L'INDUSTRIE MINIÈRE ARTISANALE DU KONGO CENTRAL

58 | ENERGIE
ACCÈS À L'ÉNERGIE POUR TOUS

72 | SANTÉ, SOCIALE, GENRE, FAMILLE ET ENFANTS
ACCÈS À LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE (CSU), LUTTE CONTRE LES URGENCES SANITAIRES ET MEILLEURE PRISE EN CHARGE SOCIALE DE NOS POPULATIONS ;

79 | ÉDUCATION, CULTURE, SPORT ET JEUNESSE :
L E D É FI D E L' ÉDUCATION ET DE LA CULTURE : ADEQUATION FORMAT ION- S EC TEUR EMPLOI

88 | SÉCURITÉ ET JUSTICE
VIVRE À NOUVEAU EN PAIX...

99 | RECHERCHE ET LES NTIC
PROMOUVOIR LA RECHERCH E ET VULGARISER LE NUMÉRIQUE ;

105 | ENVIRONNEMENT, FORÊTS, EAUX ET BIODIVERSITÉ
PROMOTION D E BONNES PRATIQUE S (COP 26)

112 | TOURISME
MI EUX V ENDRE LE KONGO C ENTRAL .

130 | GRANDSPROJETS
DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL DU KONGO CENTRAL ;

132 | CONCLUSION
LE KONGO CENTRAL DE NOS RÊVES EST À NOTRE PORTÉE.

AVANT-PROPOS

Dr. Guy BANDU NDUNGIDI

Très cher lecteurs,

A l'orée de cette ère nouvelle, je suis heureux de vous présenter humblement ce précieux document qui est une feuille de route pour le développement du Kongo Central.

Cet ouvrage est le fruit d'un travail intense qui a duré plusieurs mois, a mobilisé tout l'éventail disponible des professionnels de disciplines aussi riches que variées dans la société Kongo actuelle.

Ensemble, nous avons échangé sur les difficultés de la province (Etat des lieux), analysé les voies de sorties (stratégies et solutions) et proposé les solutions les plus efficaces et les plus efficientes, en tentant la laborieuse tâche de ne laisser aucun aspect important de côté.

Ainsi, vous avez en main un document qui reprend les concepts les plus importants, à mon humble avis, pour développer notre belle province.

Tout travail humain étant perfectible, nous ne pouvons pas avoir la prétention d'avoir épuisé toutes les questions et d'avoir énuméré ici toutes les possibilités pour améliorer la situation du Kongo Central et de ses habitants. C'est ainsi que je vous invite non seulement à le lire, mais aussi à l'analyser, le commenter, le critiquer même pour faire avancer la réflexion qui a abouti à la rédaction de cet ouvrage.

Cependant, quel que soit le niveau de qualité de ce travail, aucun plan de développement ne peut porter de fruit s'il n'est pas soutenu par tous les intervenants, tous les acteurs et tous les bénéficiaires des effets qu'il entend générer. Voilà pourquoi pour matérialiser ce projet de société, l'apport de tous est souhaité et sollicité, quels que soient notre rang social, notre âge, notre secteur d'activité ou nos sensibilités politiques, car il y a un adage qui dit «qu'un doigt ne peut à lui seul nettoyer le visage» ou encore, les Kongo pour préparer la nourriture, posent la marmite sur 3 pierres, signe de stabilité chez nous.

Je souhaite que chaque personne qui lira ce document et qui a un intérêt pour la province chère à Simon Kimbangu et à Tata Kasa-Vubu puisse se l'approprier, y puiser les idées qui lui serviront dans le domaine d'activité qui le concerne, mais aussi s'en servir pour faire avancer encore plus la réflexion et la recherche de solutions aux nombreux défis que nous rencontrons au quotidien.

Pour poser les bases à l'application des solutions préconisées dans cet ouvrage, j'émets le souhait que mon mandat soit placé sous le signe du Renouveau.

Renouveau dans le comportement éthique de ceux qui vont diriger la province, renouveau dans la façon de gérer les affaires publiques et renouveau dans le sens de la redevabilité envers la population représentée par les députés qui sont avant tout nos partenaires pour le développement du Kongo Central.

Que vive les béna Kongo !
Que vive le Kongo Central !
Que vive la République Démocratique du Congo !
Je vous remercie.

Introduction au rêve d'un Kongo Central au centre de la RDC.

Ce que nous ne ferons pas

Nous aurions pu commencer cet ouvrage en vous disant que le Kongo Central fait 54 000 Kilomètres carrés, qu'il est aussi grand que deux fois la Belgique.

Nous aurions pu vous parler de son potentiel énergétique de 63 516 MW grâce au Fleuve Congo qui y forme de nombreuses chutes et rapides, parmi les plus puissants du monde.

Nous pouvions vous parler de ces productions agricoles de riz, de manioc, de canne à sucre, de bois, d'huile de palme pour n'en citer que quelques-uns.

Nous pouvions nous appesantir sur ces puissants barrages d'Inga et de Zongo, ses cimenteries, ses industries de sucre, de farine de froment et d'huile, ses 321 carrés miniers dont seulement 181 sont exploités. Nous aurions été alors obligés de vous parler de ses gisements de cuivre, de zinc, de cobalt, de cadmium, de strontium, d'antimoine, de bauxite, de manganèse, d'or, d'argent et de diamant, et nous aurions terminé par ses gisements de pétrole.

Nous aurions pu vous parler de ses nombreuses universités et instituts supérieurs. Nous aurions pu toucher un mot sur l'histoire de la lutte du peuple Kongo pour la souveraineté du congolais, avec ses Paul Panda Farnana, qui fut le premier Congolais à avoir fait des études supérieures en Belgique et en France, mais qui a surtout été le premier nationaliste congolais dénonçant avec virulence les méthodes coloniales mises en place par les Belges dès les années 20. Nous aurions ensuite pris le temps de parler de Simon Kimbangu comme le premier congolais à avoir appelé à la désobéissance civile pour protester contre les affres de la colonisation et de son rôle précurseur dans l'indépendance du pays ou même de Kasa-Vubu, premier Président de notre pays.

C'est ce que beaucoup auraient fait, mais pas nous. Nous préférons vous parler du Kongo Central dont nous rêvons et nous souhaitons partager ce rêve avec vous.

Ce que nous rêvons de faire

Nous voyons le Kongo Central comme la gâchette qui déclenchera le développement de toute la République Démocratique du Congo. Nous préférons vous dire que nous avons aujourd'hui l'opportunité de faire de cette province une vraie puissance économique et agricole en RDC.

Nous rêvons que les productions agricoles traversent toute la province en quelques heures et arrivent à nourrir leur propre territoire mais aussi à avoir assez d'excédent pour toute la capitale, grâce à un réseau routier moderne qui irrigue toute la province comme les veines dans les plus petites parties du corps humain. Nous voyons comment le paysan sera appuyé par des institutions de crédit qui lui donneront les moyens d'augmenter ses productions agricoles.

Nous imaginons les jeunes de la Province suffisamment qualifiés pour exercer avec succès dans l'agrobusiness, grâce aux fruits de recherche des institutions et des universités d'élites de la province, revenus à leur niveau d'excellence, capables de répondre aux besoins de formation de l'heure et dont les résultats sont pris en exemple dans le monde entier. Nous voyons ses jeunes en excellente santé depuis leur tendre enfance grâce à une couverture médicale efficace et universelle. Mais nous les voyons aussi pétris de valeurs, de talents, de discipline et de grandeur, comme les grands noms des Bakongo qui ont vécu avant eux.

Nous envisageons que les exploitants du riche sous-sol du Kongo Central, que ce soit ceux qui le font de manière artisanale ou industrielle soient sécurisés, que tous ceux qui voudront se lancer dans l'exploitation des minerais voient leur chemin balisé, et qu'ils puissent jouir du fruit de leur labeur et que la province puisse en bénéficier et en faire bénéficier tout le pays.

Nous préférons vous montrer la province la mieux éclairée du pays, visible par satellite, dans laquelle pas un seul foyer n'est sans électricité et pas une seule usine en panne de fourniture électrique, 24 heures sur 24. Nous parlons ici d'un foisonnement d'infrastructures et d'industries dans tous les coins et recoins de la Province, tellement nombreuses que non seulement les autochtones auront du travail et bénéficieront des retombées positives, mais aussi de nombreux congolais viendront des quatre coins du pays pour avoir part à l'eldorado du Kongo Central et les fils du pays partis à l'étranger reviendront pour soutenir l'effort déjà déployé.

Nous choisissons de croire que les touristes viendront de partout, apportant de nombreuses devises pour voir les attractions que notre Province a à leur offrir, ses sites touristiques attrayants et ses modèles d'économie verte. Car ils n'auront rien à craindre, les routes du Kongo Central étant les plus sûres du pays.

Nous voyons une province aux finances saines, aux caisses remplies dont les ressources servent exclusivement à la rendre tous les jours plus prospère, plus belle et plus puissante, selon la vision du Président de la République S.E. Felix-Antoine TSHISEKEDI qui croit fermement au développement du pays passant par celui des provinces et qui ne recule devant aucun effort pour placer les cadres réglementaires et politiques propices à l'émergence du pays.

Retour à la réalité

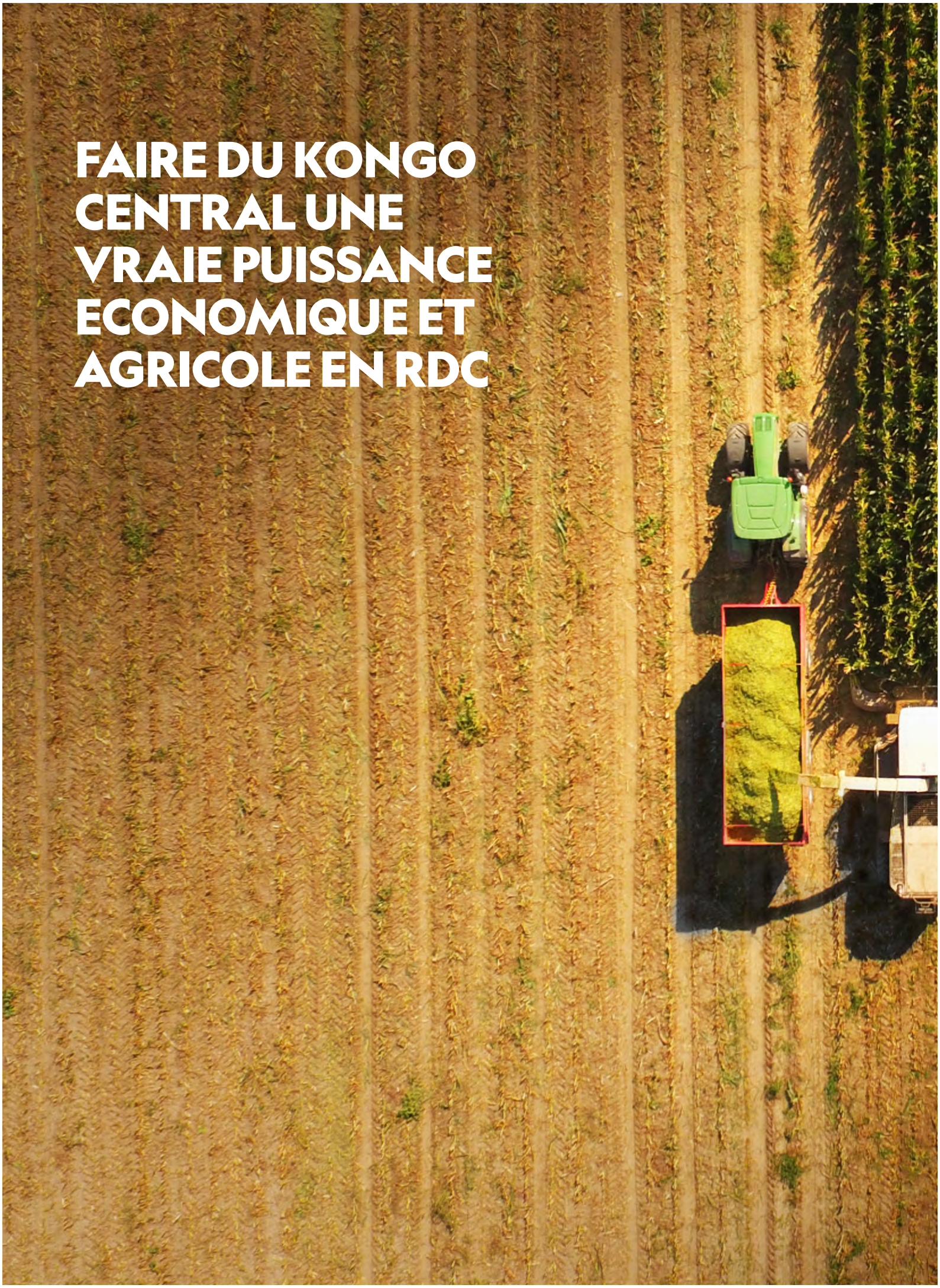
Vous pouvez penser qu'il ne s'agit que d'un rêve, d'une utopie, mais en lisant cet ouvrage que vous avez en main, vous vous rendrez compte qu'il y est présenté toutes les étapes qui, si elles sont suivies, vont transformer cette vision en une réalité aussi palpable et aussi grandiose que le Pont Maréchal. Si nous nous mettons au travail, nous pourrons lancer la marche de notre belle province vers le développement.

Nous venons de vous parler de notre rêve, de notre vision en espérant que vous l'avez trouvée suffisamment attrayante. Maintenant, nous allons redescendre les deux pieds sur terre, pour parler de comment nous allons nous y prendre pour y arriver.

Le présent programme est divisé en 13 thèmes, qui englobent tous les aspects de la vie de la Province qui doivent être améliorés, reconstruits et réinventés pour qu'elle soit la puissance économique que nous rêvons d'en faire. Dans chaque thème nous avons dressé un état des lieux du secteur étudié, puis nous avons proposé un plan d'action contenant des objectifs clairs et ambitieux et enfin la démarche stratégique pour réaliser ce plan en détails, déployant ligne par ligne les solutions souvent évidentes, parfois ingénieuses mais toujours consistantes. Pour les plus importants de ces thèmes, nous avons proposé un plan de déploiement pour les 100 ou 200 premiers jours à dater du début de notre mandat, pour nous permettre d'attaquer d'entrée de jeu, les problèmes les plus urgents.

Tout ce qui vous reste à faire pour les prochaines pages, c'est de vous laisser guider par la proposition couchée dans les pages de ce document immensément riche : Celle d'un Kongo Central au Centre de la République Démocratique du Congo.

FAIRE DU KONGO CENTRAL UNE VRAIE PUISSANCE ECONOMIQUE ET AGRICOLE EN RDC



LE KONGO CENTRAL EST UNE
PROVINCE A VOCATION AGRICOLE

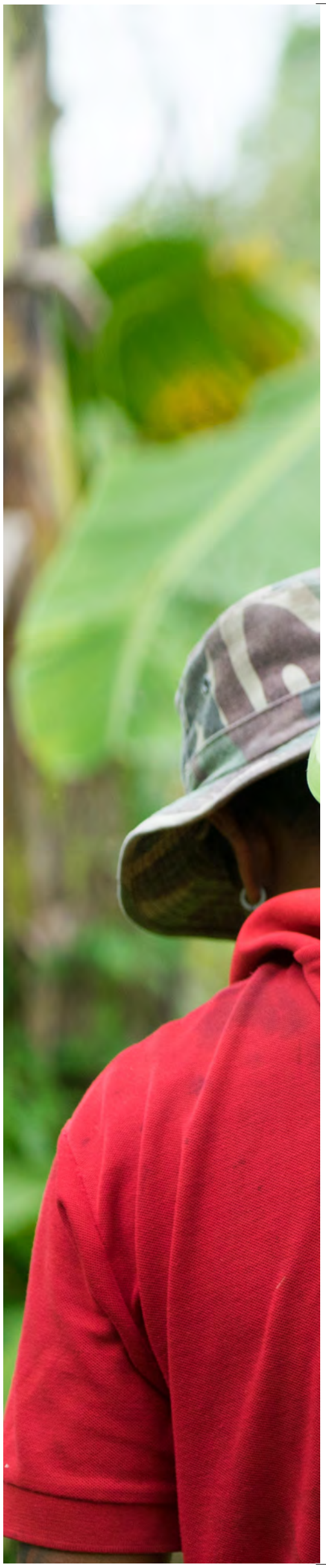
AGRICULTURE ET **DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL**

NOTRE DEFI EST D' ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPER LES CHAÎNES DE VALEUR ;

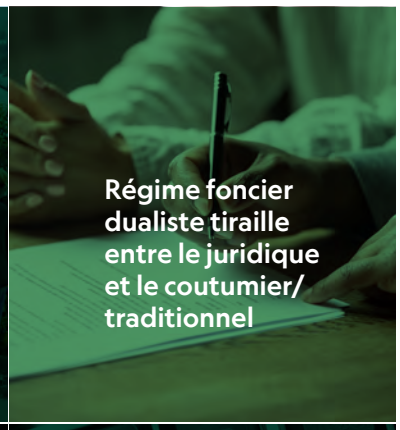
CONTEXTE SECTORIEL

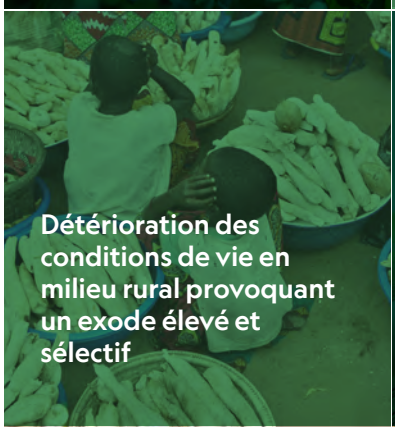
Avec ses **53.947 KM²** soit 2,3% de la superficie totale du pays et une densité de 103 hab./km2, elle compte comme principales activités l'agriculture et le commerce

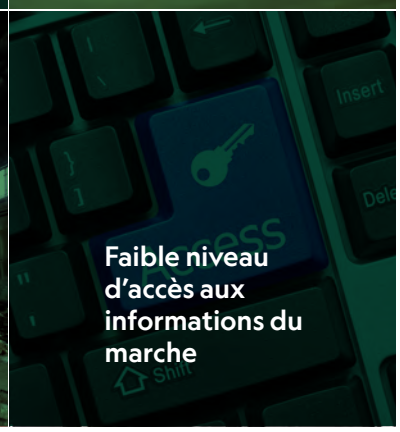
Le secteur agricole est confronté à de nombreuses contraintes d'ordre technique , économique et institutionnel quoi entravent son développement . Il possède néanmoins un potentiel considérable et continue d'offrir des opportuni-tés notamment :



CONTRAINTES MAJEURES :







POTENTIALITÉS DU SECTEUR AGRICOLE AU KONGO CENTRAL

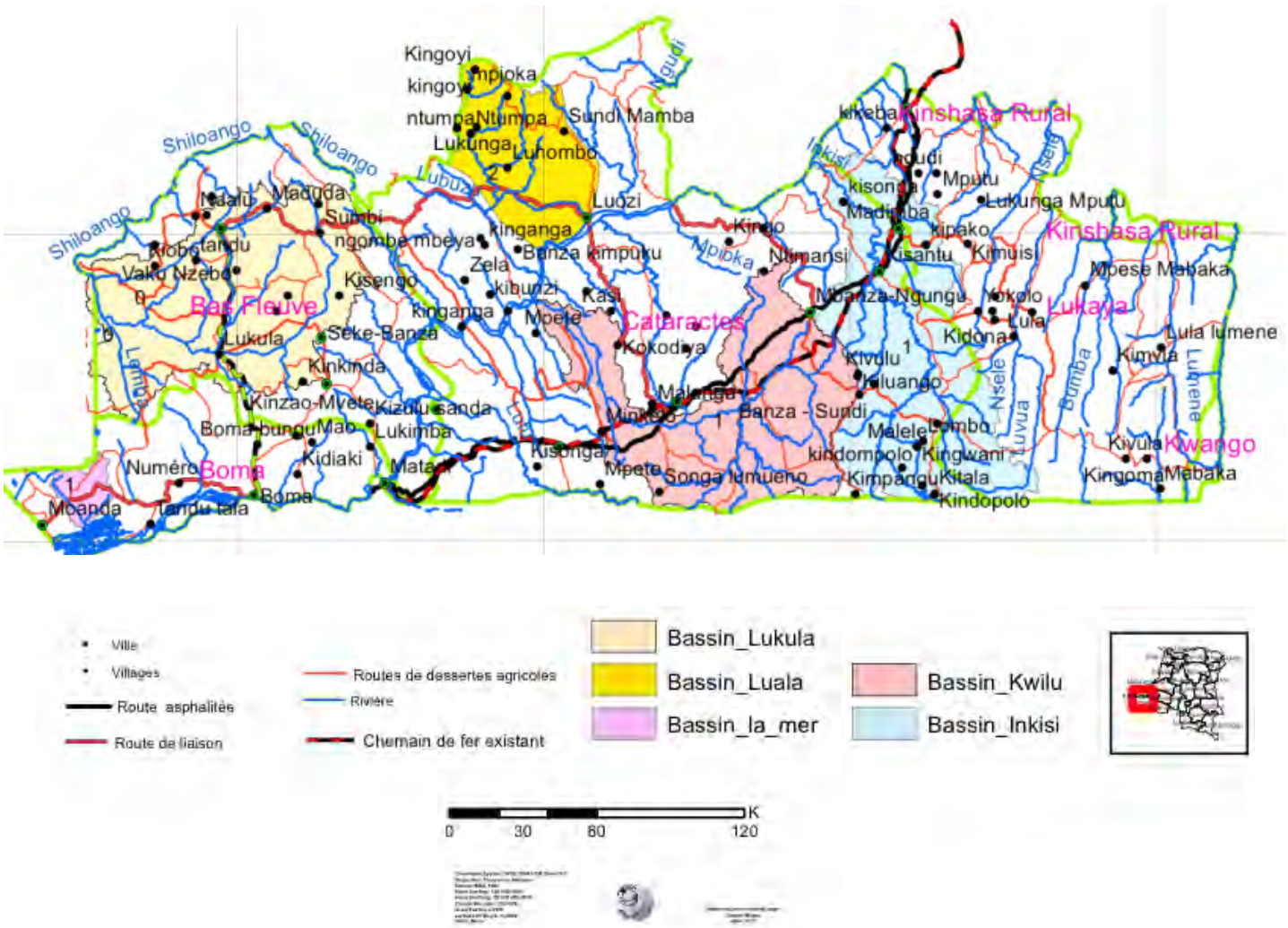
- Le secteur agricole emploie plus de **70%** de la population dominée par la jeunesse **(60% de la population totale) ;**
- Une grande disponibilité de terres agricoles d'environ deux millions d'hectares **(2 050 000 ha) de terre arable irrigables ; seuls 10 % des terres effectivement exploitées**
- La diversité climatique et l'abondance d'eau permet deux récoltes annuelles d'une **large variété des cultures ;**
- Ressources pastorales capables de soutenir dizaine de millions de bétails **(bovins, ovins, caprins et porcins) ou l'équivalent ;**

- Ressources halieutiques intérieures qui pourraient permettre un approvisionnement annuel de plusieurs tonnes
- Marche de consommateurs provinces voisines
- Le capital humain s'élève à **5.000.000 d'habitants** dont **60%** sont jeunes
- Ménages agricoles est de **600.000** avec une moyenne de 6 personnes/ménages
- **5 bassins de production** repartis dans les différents districts
- **Diversification des cultures**

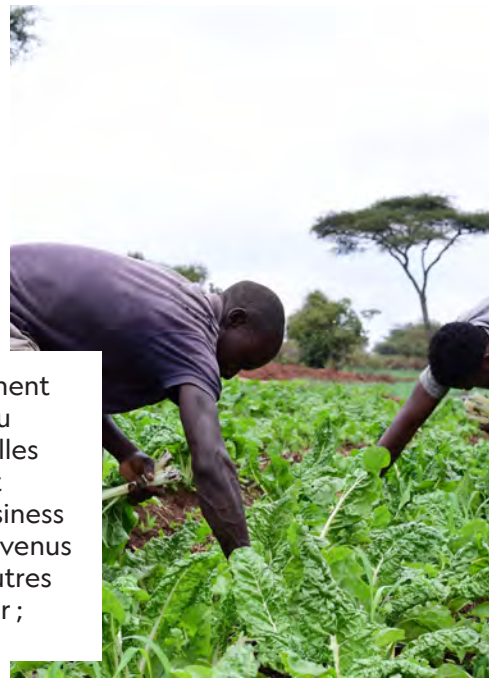
NOTRE PLAN

Il consistera prioritairement à continuer les efforts de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire et de croissance économique notamment par le développement des chaînes de valeurs agricoles à travers nos 5 zones agricoles.

Pour y arriver , notre cible sera essentiellement les productions vivrières de type familial et la promotion des cultures industrielles par le développement de **Pôles d'Entreprises Agricoles** à travers la Province afin de générer des emplois durables et des revenus.



OBJECTIFS :



1 Promouvoir durablement les filières agricoles au premier rang desquelles les filières vivrières et développer l'agrobusiness afin d'améliorer les revenus des paysans et des autres opérateurs du secteur ;

2 Lutter contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire

3 Réhabiliter et entretenir les routes de dessertes agricoles tant provinciales que locales.

5 Promouvoir et développer des filières niches : élevage des insectes (apiculture= abeille, sériciculture = chenilles

4 Redynamiser les cultures à caractère industriel : café, cacao, hévéa, palmier à huile (Le Kongo Central a un potentiel de production de 100 000 tonnes d'huile de palme par an)

6 Relancer le secteur de l'élevage

7 Lever les obstacles au développement d'une industrie Promouvoir le secteur de la pêche (exemple des pêcheurs organisés en associations à Luozi).

8 Lever la psychose des grands exp loit ant s agricoles, qui ont subi le traumatisme de l'effondrement du système agricole connu pendant la zaïrianisation et le pillage par la mise en place d'un fond de garantie ou d'assurances ...

9 Former et encadrer les ressources humaines : réhabilitation des Instituts Techniques Agricoles et Vétérinaires ;

10 Doter en matériel agricole adapté à la nature des sols.

APPROCHE STRATÉGIQUE :

PHASE 1 ,

PROGRAMME D'URGENCE

(100 -200 JOURS) :

- PROMOTION DE L'AGRICULTURE VIVRIÈRE

APPROCHE STRATÉGIQUE :

PHASE 1 ,

PROGRAMME D'URGENCE

(100 -200 JOURS) :

- Mise en place// redynamisation d'un cadre de planification des fonds extérieurs et intérieurs destines a l'agriculture , les PTF, ANAPI, Banques et structures de microfinances, fonds d'investissements ;

- Redynamisation des cadre des concertation entre institutions , PTF et fédérations des entrepreneurs œuvrant dans le secteur agricole ;

- Mise en place d'un plan d'urgence de desserte agricole pour le désenclavement des 5 zones agricoles de la Province et création d'un fonds de gestion pour la réhabilitation des routes de dessertes provinciales et locales ;

- Création des Pôles d'entreprises Agricoles comme entité fonctionnelle élémentaire du développement agricole dans la Province dans le but de dynamiser les différentes filières. Ces pôles sont des foyers de développement agricole recueillant des produits agricoles dans un rayon bien circonscrit en vue de leur transformation et commercialisation , tout en offrant des facilites pour l'encadrement et les financement des acteurs impliques ;

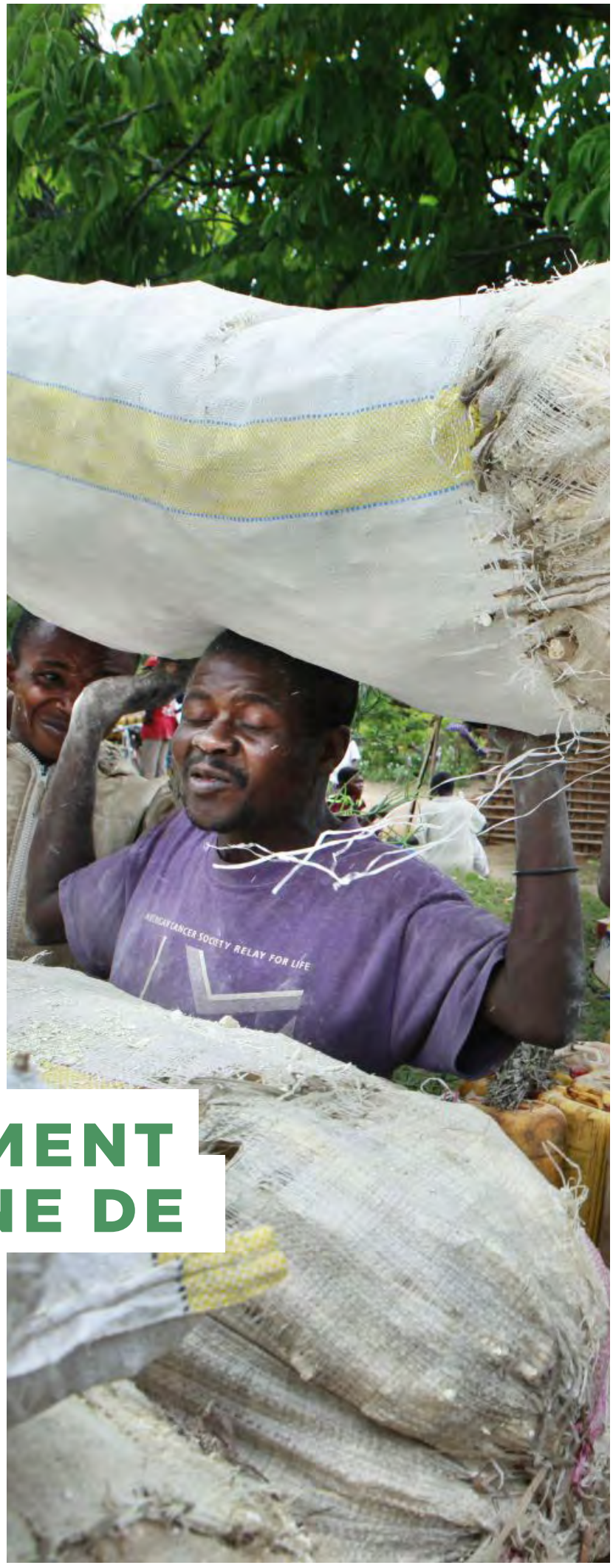
- Encadrement , recyclage et mise à jour de la Hormation des agents de l'état œuvrant dans le secteur de l'agriculture

- Mise en place d'une agence pour la promotion de la pêche industrielle et de l'activité maritime

- Dynamisation des structures d'encadrement des activités artisanales agricoles et de pèches au travers du renforcement des coopératives

OBAMA '08

APPROCHE STRATÉGIQUE :



PHASE 2 ,

DÉVELOPPEMENT D'UNE CHAINE DE VALEURS

EN FONCTION DE LA VOCATION AGRICOLE DE CHACUNE DES ZONES

PHASE 3

PROMOTION DES CULTURES INDUSTRIELLES ET DE RENTE

CULTURES ET TERRITOIRES

1. Huile de palme : Lukula
2. Arachide : Tshela, Luozi, Songololo, Mbanza-Ngungu, Madimba.
3. Manioc : Muanda, Lukula, Seke Banza, Luozi, Kasangulu et Madimba
4. Riz : Tshela
5. Haricot : Seke Banza et Luozi
6. Maïs : Muanda, Lukula, Songololo, Luozi et Madimba

AGRIBUSINESS ET CHAÎNES DE VALEUR

- Redynamisation de l'activité agricole par l'évacuation de la production existante grâce aux routes de dessertes agricoles ;
- Organisation d'un réseau de distribution des produits agricoles , acheminement vers des points de stockage puis des Centres de distribution soit pour la vente dans des marchés locaux modernisés, soit pour transfert vers des centres commerciaux en dehors de la ville ou à l'étranger (exportation).
- Organisation des paysans en coopératives agricoles

- Recensement des exploitations agricoles en cessation d'activités
- État des lieux et Table ronde des grands exploitants agricoles
- Amélioration du climat des affaires dans le secteur agricole
- Redynamisation du réseau d'exportation

PLAN D'URGENCE DE DESSERTE AGRICOLE

pour le désenclavement des **5 zones agricoles** de la Province

PLAN D'URGENCE DE DESSERTE AGRICOLE POUR LE DÉSENCLAVEMENT DES 5 ZONES AGRICOLES DE LA PROVINCE

PROGRAMME DE DÉSENCLAVEMENT DE LA ZONE AGRICOLE DE **LUKULA**

La Province du Kongo central est subdivisée en 5 zones ou bassins agricoles : Lukula, Inkisi, Luala, Kwilu et de La Mer.

La mise en place d'une politique réaliste tenant compte des potentialités agricoles de chacune des zones serait capable de changer le visage de l'agriculture telle que pratiquée jusque là.

Le plan de désenclavement d'urgence de la zone agricole du Bassin de Lukula comprend essentiellement la réhabilitation des voies d'accès et d'évacuation ainsi que la création d'un Pôle d'Entreprise Agricole orientée vers la transformation cultures principales de la zone :

1. La réhabilitation du réseau routier de desserte d'environ 260 Km

2. Le plaidoyer pour la réhabilitation des 140 Km de tronçon de voie ferroviaire Boma – Tshela ainsi de ses 17 stations de gares mis hors service depuis 1984.

Axes routiers prioritaires :

- **Seke-Banza-Kindinda : 22 Km**
- **Kisengo-Mazibidi-Lukimba, Lukula-Mabundukila-Vaku : 50 Km**
- **Maduda-Kiobo Ngoyi-Kikionga 59 Km**
- **Ntombo Yanga-Nganda Tsundi-Tsuku Tadi 46 Km**
- **Ndalu-Mbuku Ndingi – Tsanga Nord 32 Km**
- **Lukula-MabundukilaVaku 50 Km**

Axe ferroviaire : réhabilitation du tronçon de chemin de fer BOMA – TSHELA , 140 Km

- **Reconstruction de la voie ferrée du tronçon BOMA – TSHELA , 140 Km avec ses 17 Gares et Stations.**

- **Son impact socio-économique : relance SCPT, Création de millier d'emplois et désenclavement des exploitations industrielles , plan mines – agriculture et création d'emplois.**

- **Désenclavement des exploitations industrielles, plan mines – agriculture et création d'emplois**

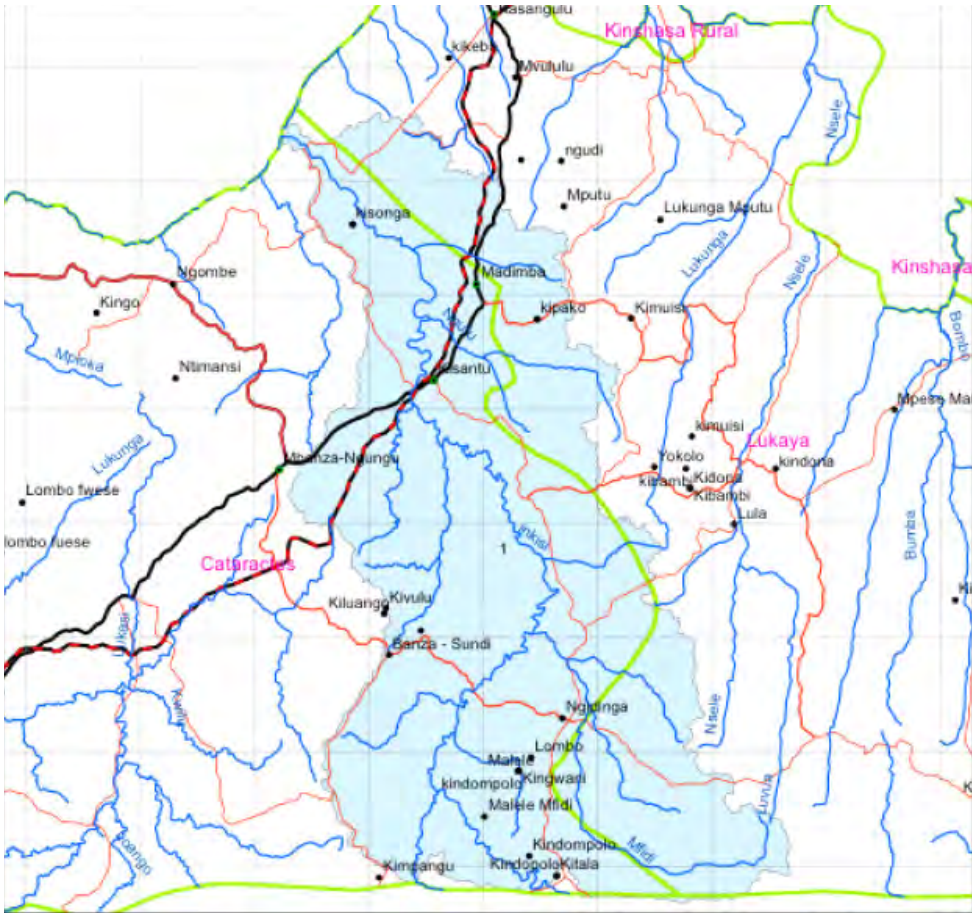
- **Son rôle dans la viabilité de la ZES , du port en eaux profondes de Banana, production et export, assurer le volume de trafic des ports à l'export, développement local, national et sous régional**

- **Plaidoyer pour le financement d'une étude de faisabilité du projet du projet de recontruction**

PROGRAMME DE DÉSENCLAVEMENT DE LA ZONE AGRICOLE DE **INKISI**

AXES ROUTIERS PRIORITAIRES

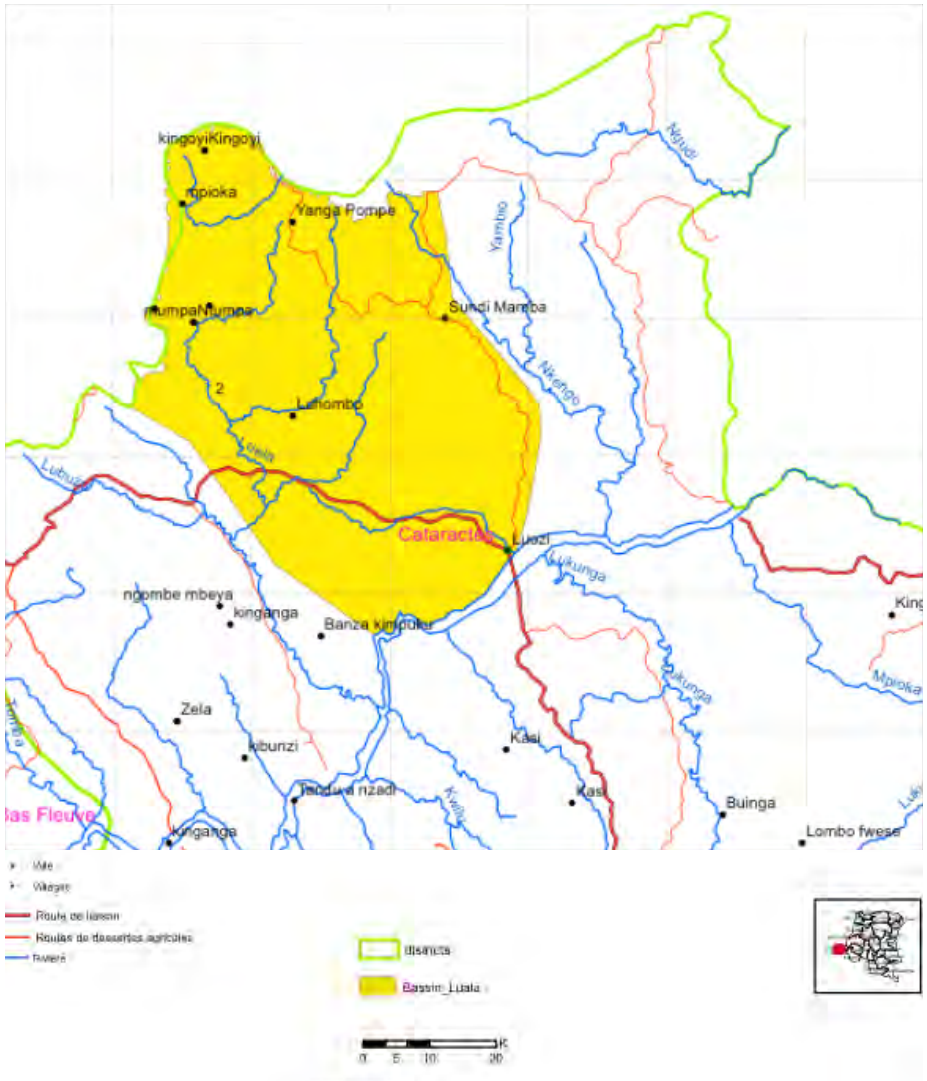
- **Mvululu – Sandaa Mputu-Lukunga 52 Km**
- **Ngidinga -Kimvula 120 Km**
- **Kingoma – Lula Lumene 65 Km**
- **Malele -Kindompolo 40 Km**
- **Kindona – Kibambi – Mpese-Mabaka 89 Km**
- **Kikulukuta – Kipako – Kimuisi 40 Km**

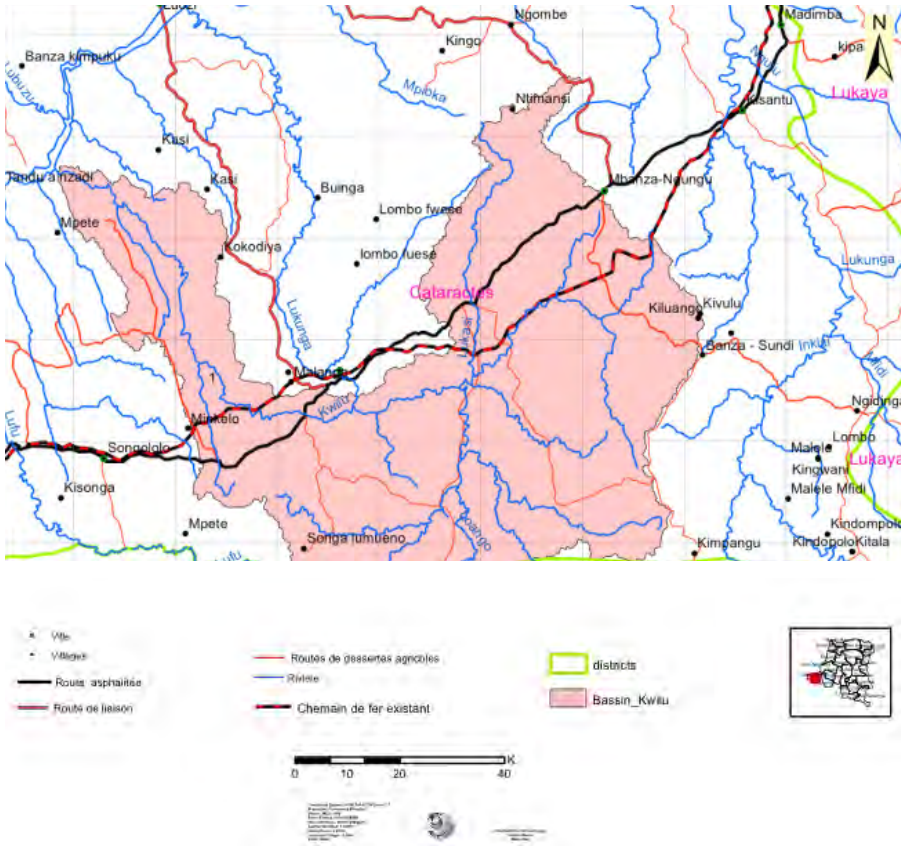


PROGRAMME DE DÉSENCLAVEMENT DE LA ZONE AGRICOLE DE **LUALA**

Axes routiers prioritaires

- Ngudi - Yokolo 35 Km
- Kinganga - Kintangi- Ngudi II 22 Km
- Mpioka – Nkata 47 Km
- Mpete – Sundi Mamba – Lubombo 51 Km
- YangaPompe – Luhombo 25 Km
- Ntumpa – Mfininga – Kingoyi 12 Km
- Zela _ Ngombe Mbeya – Kibunzi 45 Km





PROGRAMME DE DÉSENCLAVEMENT DE LA ZONE AGRICOLE DE **KWILU**

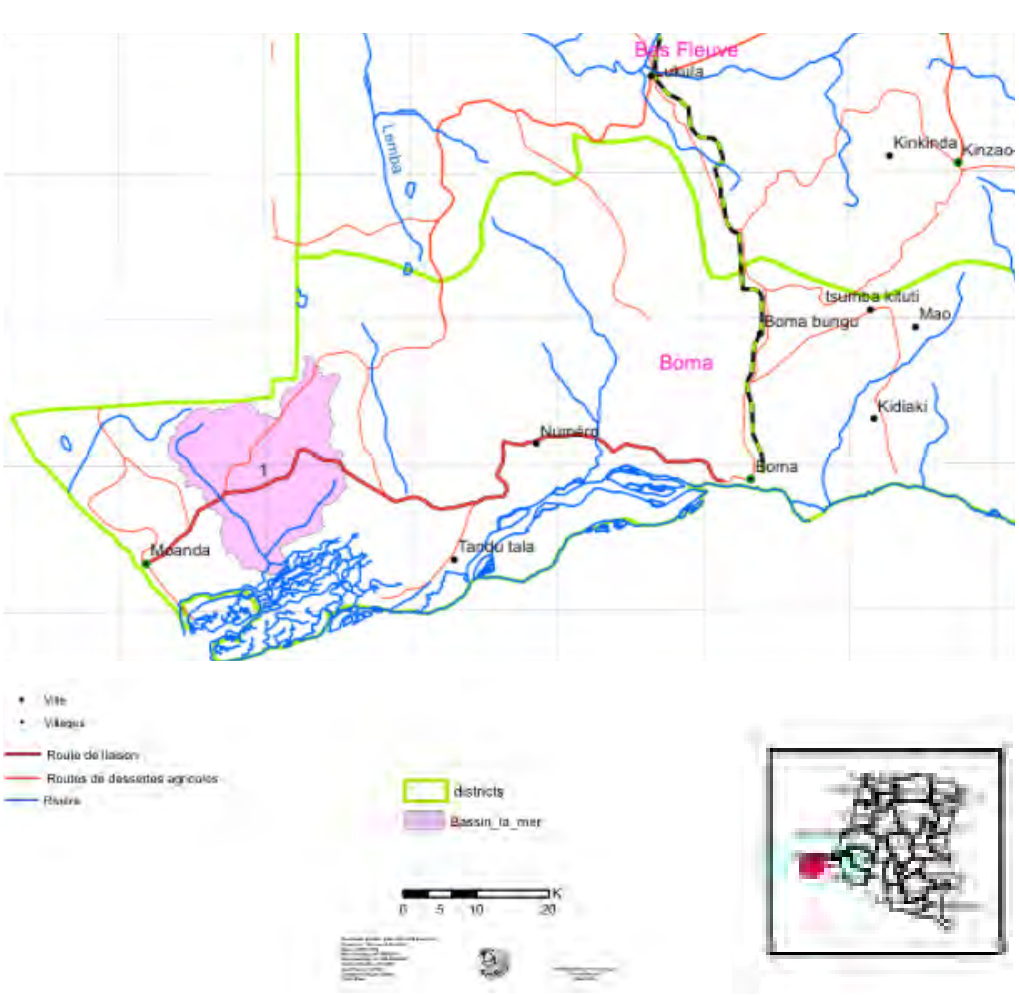
AXES ROUTIERS PRIORITAIRES

- Mbanza Ngungu – Kivulu – Kinganga 118 Km
- Ntimansi – Lombo Fuese 45 Km
- Kwilu Ngongo – Kimpangu 60 Km
- Pont Kwilu – Songa Lumueno – Kikeba 25 Km
- Mpete – Kokodiya – Kasi 34 Km
- Minkelo – Ntandu a Nzadi 50 Km
- Malanga Lombe – Kikeba 37 Km
- Kisonga – Kinganga 55 Km

PROGRAMME DE DÉSENCLAVEMENT DE LA ZONE AGRICOLE DE **LA MER**

AXES ROUTIERS PRIORITAIRES

- **Tsumba Kituti – Mao -Kidiaki 55 Km**
- **Numero – Tandu Tala 20 Km**
- **Boma Km5 – Mayanda après pont 35 Km**



EMPLOI ET ENTREPRENARIAT

INDUSTRIALISATION ET **PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ.**

CONTEXTE SECTORIEL

L'emploi et l'entreprenariat sont naturellement au centre de notre politique de réduction du chômage.

Avec toutes les opportunités qui existent dans la province, on ne devrait pas avoir un nombre si élevé de jeunes sans emplois ou des jeunes sous-employés. La perte des emplois serait liée en grande partie à la crise économique post pillage des années 90.

L'éclosion limitée des start-up traduit entre autres un manque de dynamisme entrepreneurial.

En tant que pouvoir exécutif provincial, il est de notre devoir de travailler ensemble avec les différents partenaires pour garantir un climat favorable aux nouveaux investissements dans la province, qui par conséquent, vont créer des emplois.

Ce secteur est confronté à de nombreuses contraintes qui entravent son développement.

CONTRAINTES MAJEURES :

- Fort taux de chômage surtout avec la jeunesse de la province ;
- Problème de qualification pour avoir le meilleur emploi ;
- Sous-représentation des autochtones à des postes de responsabilité dans les entreprises de la province ;
- Problème de formation adéquate pour garantir un accès équitable à l'emploi ;
- Fermeture des entreprises par manque de politique d'incitation et d'encouragement des investissements locaux et étrangers ;
- Mauvais climat des affaires ;

NOTRE PLAN

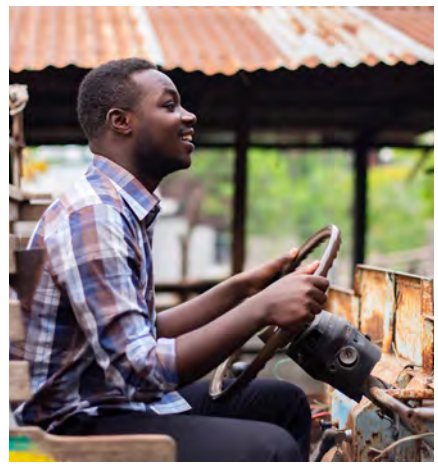
Notre plan pour ces secteurs, emploi et entreprenariat, consistera prioritairement à améliorer le climat des affaires en favorisant le bon traitement des agents de l'Etat (agents des impôts, ...), en encourageant et en protégeant les investissements des nationaux et des étrangers, en travaillant étroitement avec le système éducatif (secondaire et universitaire) pour mieux asseoir notre volonté de placer le maximum des jeunes de la province.

En cela, nous comptons aussi sur les grands projets du gouvernement central comme le Programme de développement local des 145T (10 territoires pour le Kongo Central) et le développement des chaines de valeurs agricoles à travers nos 5 zones agricoles du Plan National de Développement Agricole pour ne citer que ceux-là.

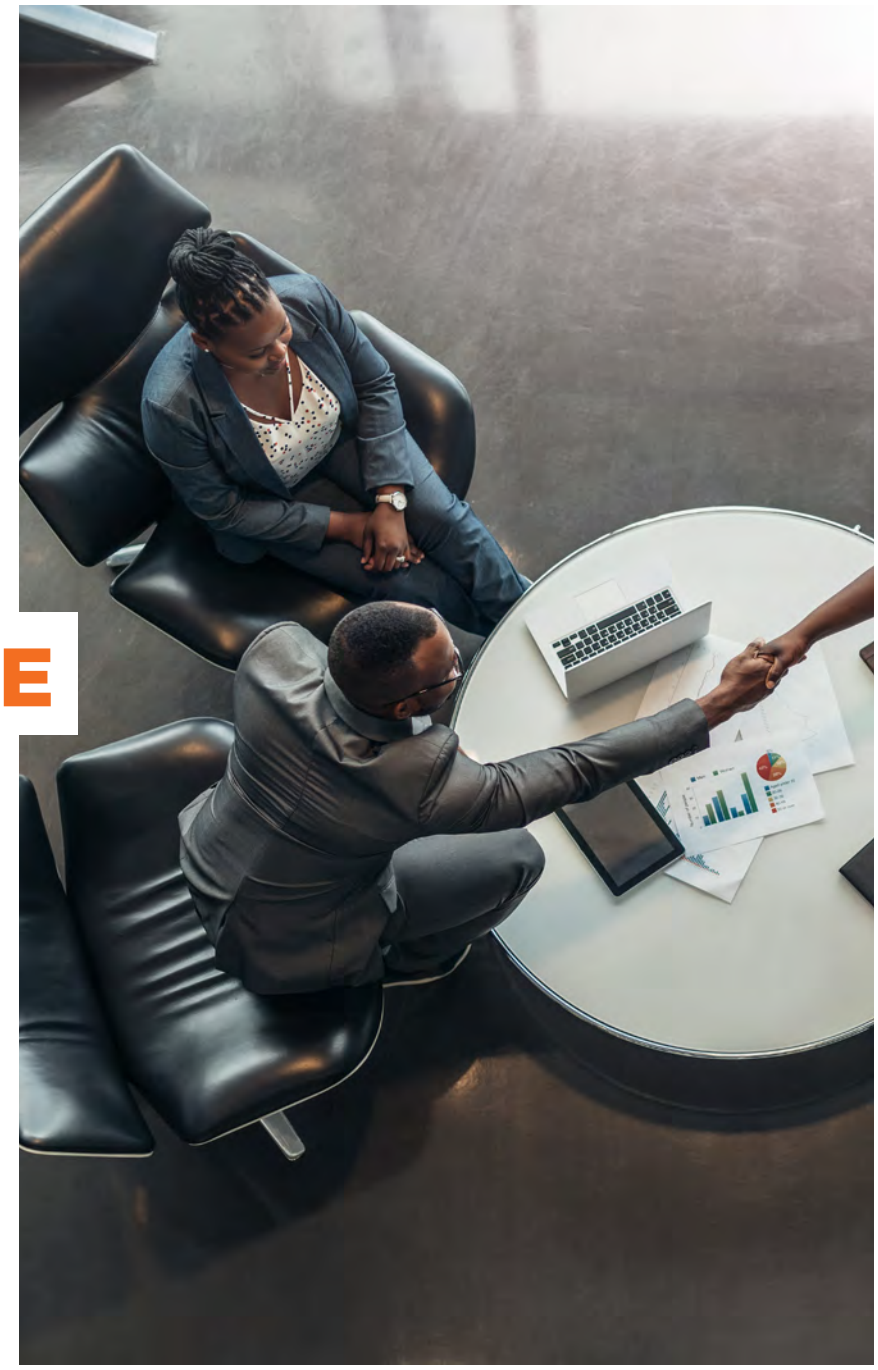
Pour y arriver, notre cible sera essentiellement les activités de transformation des productions agricoles et des cultures industrielles grâce au développement de Pôles d'Entreprises Agricoles à travers la Province afin de générer des emplois durables et des revenus.

OBJECTIFS :

- Promouvoir la création de nouvelles entreprises ;
- Développer la petite industrie de transformation dans tous les territoires ;
- Promouvoir durablement les filières agricoles au premier rang desquelles les filières vivrières et développer l'agrobusiness afin de créer de l'emploi pour les jeunes ;
- Réhabiliter et entretenir les routes de dessertes agricoles par la main d'œuvre des jeunes dans tous les territoires ;



APPROCHE STRATEGIQUE :

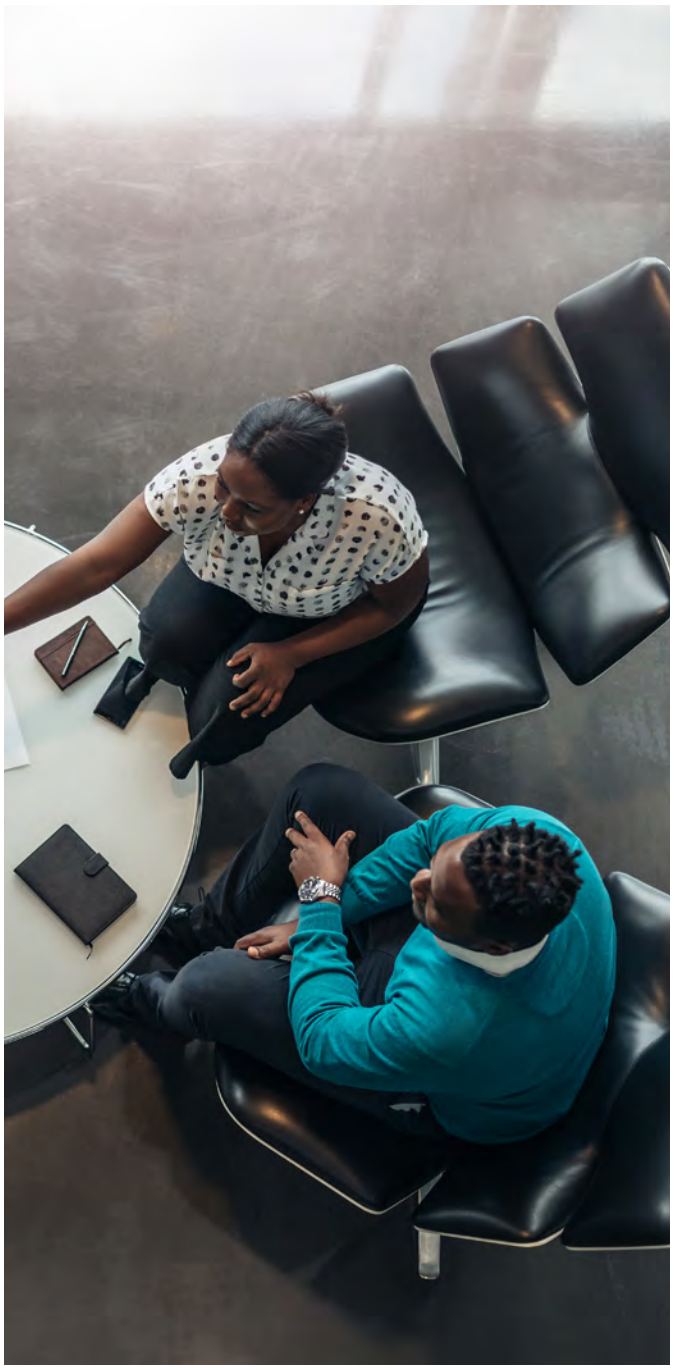


PHASE 1:

PROGRAMME D'URGENCE

(100 -200 JOURS) :

1. Etat des lieux avec les entreprises existantes ;
2. Amélioration du climat des affaires et incitation des entreprises des nationaux et étrangères à investir ;
3. Incitation des jeunes à apprendre de nouvelles qualifications nécessaires pour se lancer dans l'entreprenariat ;
4. Mise en place et redynamisation d'un cadre de planification des fonds extérieurs et intérieurs destinés à l'industrialisation grâce aux PTF, ANAPI, ONEM, Banques et structures de micro finances, fonds d'investissements ;
5. Redynamisation des cadres de concertation entre institutions, PTF et fédérations des entrepreneurs œuvrant dans tous les secteurs ;
6. Politique d'incitation à l'excellence au niveau de l'enseignement et octroi des bourses pour les meilleurs étudiants ;
7. Harmonisation des actions du gouvernement provincial avec ceux des organismes de recrutement des employés ;
8. Création des Hub de facilitation à la création d'entreprises : start-up, Incubateurs (Agropoles, technopoles, ...), accélérateurs... ;
9. Mise en place d'un réseautage avec la création des «Kongopreneurs» (entrepreneurs Kongo).



PHASE 2:

DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ENTRE L'INDUSTRIE, LES UNIVERSITÉS, LES ÉCOLES TECHNIQUES, LES INCUBATEURS, ETC.

1. Développer le cadre de collaboration entre les Entreprises (CCIKC, FEC…), les universités et écoles techniques (concours, expositions,…) ;

2. Mise en place des stratégies d'adaptation des programmes pour emploi des jeunes (acquisition des compétences avec de nouveau curriculum).

3. Evaluation des activités et accord-cadre mis en place entre les institutions provinciales et le secteur privé pour maintenir la croissance des activités de développement des emplois ;

PHASE 3 :

PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE L'ENTREPRENARIAT

1. État des lieux et Table ronde des grands acteurs économiques pour absorber les jeunes ;

2. Maintien et amélioration d'un bon climat des affaires et sécurité des biens et des personnes ;

3. Réseau de relation avec les autres provinces et à l'international ;

RENOUVEAU DE L'INFRASTRUCTURE PROVINCIALE

NOTRE CHEVAL DE BATAILLE POUR LES INFRASTRUCTURES PROVINCIALES SERA LA RÉHABILITATION ET LA MODERNISATION.

MAIS QU'AVONS-NOUS CONSTATÉ SUR LE TERRAIN ?

qui s'en souviennent, lorsque le train était très actif, il y avait toute une population qui pouvait bénéficier de la vente des produits agricoles frais, des produits transformés et autres objets de curiosité.

Depuis le temps où je fus étudiant dans les années nonante et maintenant, j'ai vu des routes disparaître, des ponts se briser, des routes de desserte agricoles redevenir sauvages, des trains dérailler et ne plus circuler, des accidents sur la nationale Kinshasa - Matadi, des catastrophes causées par des véhicules non adaptées au transport de carburant, etc.

CONSÉQUENCES

Aujourd'hui, les statistiques sont alarmantes sur les conséquences de l'état de l'infrastructure. Nous sommes conscients que cette situation dit arriver à son terme. Il est temps que l'argent de la province serve dans ce secteur à booster notre économie provinciale en permettant à la production agricole de sortir vers les consommateurs grandes villes d'abord et vers la capitale pour le surplus.

Combien de producteurs d'ananas au Mayombe seraient capable de vendre 100% de leur production au prix réel si les routes permettaient que leur marchandise arrive à Kinshasa? Voir des camions retournés ou embourbés est une image qui n'émeut personne sauf les concernés qui voient pourrir le fruit de leurs efforts. Je ne parlerai pas des producteurs d'huile du Bas-fleuve, des maraîchers de Kimpese et Mbanza-ngungu ou des camionneurs de Madimba avec leurs sacs de charbons.

Le train qui faisait la fierté du kongo Central ne transporte plus ni les marchandises ni les passagers, alors que la capacité des rails est supérieure à celle de la route. Certaines lignes ont été arrachées par mauvaise motivation politique et les infrastructures qui sont liées à ce réseau finissent par être désaffectées. Je citerai les gares qui jalonnent la province et qui sont lotis par des particuliers au vu et au su de l'Etat...et pour ceux

Les anciens ports sont des fantômes d'activités car ils sont abandonnés et les équipements datent d'avant l'indépendance pour certains. Le port de Matadi, le port de Boma et le port de Banana sont ceux qui sont les plus connu, mais on peut encore en citer deux autres qui sont en activité et qui font semblant de faire vivre tout un écosystème qui s'effrite au détriment des travailleurs indépendants, le petit peuple, et à l'avantage des grands transporteurs routiers qui monopolisent tout.

En ce qui concerne les aéroports et aérodromes, il est honteux de voir l'état de délabrement dans lequel ils se trouvent malgré toutes les taxes qui sont perçues par les régies et les services spécialisés. Nous devons être ambitieux afin que notre province soit dotée d'un ou plusieurs aéroports dignes et pour y arriver, notre investissement dans ce secteur est indispensable.

LES STRATÉGIES POUR LES INFRASTRUCTURES

Les infrastructures provinciales sont l'une des priorités de mon mandat. Le Kongo Central doit redevenir le bijou et le cœur de l'entrée des marchandises d'importation et de l'évacuation des productions provinciales d'abord et nationales ensuite.

Pour y arriver nous allons mettre à contribution les retombées de notre politique financière afin de faire monter en puissance les activités de construction des routes, ponts,...

Toute la population de notre province en général et surtout les jeunes en particulier vont participer à l'édification et à la maintenance des acquis infrastructuraux car ces derniers ont la force, l'énergie, la fougue et le courage nécessaire pour percer et tracer des voies là où il n'y en a plus et là où il n'y en a pas.

Nous avons une tradition de maintenance des acquis que nous devons enseigner à notre jeunesse car chaque village, chaque localité est un centre névralgique du développement des infrastructures provinciales et j'y veillerai personnellement avec votre soutien et votre vigilance.

Les jeunes qui constituent la force ouvrière seront, pour ceux qui n'ont pas d'activités, organisés en brigades de cantonniers (encadrement, formation,...) et mis à la disposition des autorités locales pour maintenir les routes de desserte agricoles et les autres ouvrages qui demandent un entretien régulier (désherbage, peinture, boulonnage, dessouchage...).

Nous avons 5 bassins de production agricoles qui sont incapables de produire selon leurs capacités parce que les problèmes d'évacuations se posent sérieusement. Nous citerons le bassin d'Inkisi, le bassin du Kwilu, le bassin de Lualua, le bassin de Lukula et le bassin de la Mer.

En rapport avec ces zones, nous allons diligenter une étude pour dégager les coûts pour la réhabilitation de ces routes.

En effet, à quoi sert-il de produire si la récolte va pourrir sur place faute de routes.

Le Gouvernement Central a aussi prévu d'injecter des fonds pour des infrastructures qui tombent dans son escarcelle et j'en parlerai dans mon 13ème thème.

Ceci résume mon plan d'action pour le secteur l'Infrastructure provincial

INFRASTRUCTURE, TRANSPORT ET COMMUNICATION PROVINCIALE : RÉHABILITATION ET MODERNISATION.

1. **Routes de dessertes agricoles dans un état de délabrement avancé ;**
2. **Routes nationales en piteux états ;**
3. **Les aéroports et aérodromes du Kongo Central sont vétustes et ou abandonnés;**
4. **Voie ferrée Kinshasa-Matadi vieillissante ;**

NOTRE CONSTAT

Porte océane de la RDC, le Kongo Centrale est relié à tous les continents et les pays de la sous-région à travers ses ports, ses aéroports et un réseau routier national en modernisation.

Il faut se rappeler que le positionnement de notre pays au Centre de l'Afrique et le partage de nos frontières avec 9 pays voisins fait inexorablement de la RDC un hub entre les principaux marchés communs africains car reliant le Nord au Sud et l'Est à l'Ouest du continent.

LES STRATÉGIES À METTRE EN PLACE

1. **Priorité sur les routes qui se connectent à la nationale ;**
2. **Réhabilitation des Routes de dessertes agricoles ;**
3. **Meilleure gestion des retombées des péages (Routes nationales) ;**
4. **Réhabilitation des aéroports et aérodromes provinciales ;**
5. **Relance d'une politique agressive pour renouveler les voies ferrées ;**
6. **Politique de construction de Ponts d'urgences (vieux, détruits, inexistants,...) ;**

Mon ambition pour la province est de mettre en place des infrastructures qui sont réfléchies et pensées pour être complémentaires et compétitives.

En effet, il ne suffit pas de construire des routes, réhabiliter les rails, les ports ainsi que les aérodromes, mais en plus, ils doivent faire parti d'un ensemble qui mis en harmonie accélérera le développement de la province.

Les infrastructures sont donc l'une des chevilles ouvrières de mon mandat et l'impact sur les autres secteurs est majeur à cause des effets d'entraînement.

En sachant que nous avons 10 territoires à mettre en valeur, il nous faut accroitre notre volonté de construire un Kongo Central dont les infrastructures (routes, ponts, rails...) contribuent activement au mouvement de la production agricole d'abord, et faciliter les mouvements des populations actives.

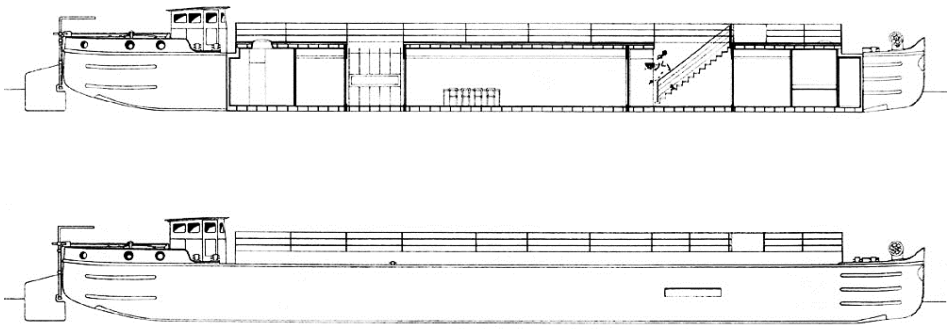
Comme nous le savons, ces infrastructures ne peuvent pas s'entretenir toutes seules, voilà pourquoi nous devons tenir compte des programmes comme le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T).

Les infrastructures maritimes (nombre de ports grands et petits)

Même si l'objectif des traités commerciaux est l'amélioration des conditions socio-économiques des communautés membres, une entrée prématurée, précipitée voir peu ou non préparée dans un nouveau marché commun serait définitivement périlleuse et ne pourrait avoir que des conséquences délétères sur un tissu économique résiduel agonisant. Le Kongo Central risque d'être la première province la plus impactée.

L'exemple le plus illustratif de mes propos est le cas du port en haute de mer de Pointe Noire qui, à l'issue de travaux d'érection du pont route-rail Kin-Brazza, entrera en directe compétition avec nos ports de Matadi et Boma dont les droits de débarquement et d'embarquement constituent 80% des recettes de la Province du Kongo Central.

Nous avons une vision de modernisation des infrastructures portuaires du Kongo Central



sur le bief maritime en changeant les paradigmes actuels de travail.

Notre mission sera de mettre en place des politiques qui faciliteront les exportations et augmenteront les activités de logistique dans ces différents ports par la mise en place d'une synergie entre les secteurs de la vie économique, les villes de Banana (Muanda), Boma et Matadi avec leurs ports pourront alors revivre.

Pour le port de Banana : il se compose actuellement d'un unique quai d'environ 75 mètres de long, dans une baie, légèrement à l'écart du cours principal du fleuve. Un espace rudimentaire, qui n'accueille que des bateaux de moins de cinq mètres de tirant d'eau.

Le 31 janvier 2022, le président de la République Félix Antoine TSHISEKEDI a posé la première pierre de la construction du port en eau profonde de Banana. Le coût de ces travaux est estimé à plus d'un milliard de dollars et vont s'achever en 2025.

Le réseau fluvial et rivières :

La province ne dispose que de **deux biefs fluviaux navigables**, celui de **Matadi-Banana long de 150 km** et celui de **Pioka-Isangila long d'environ 140 km**.

Le transport fluvial et maritime est géré par la Compagnie des Voies Maritimes (CVM)

Nous comptons développer la navigation sur les rivières qui sillonnent notre province et dont l'intérêt économique n'est plus à prouver.

Aussi nous nous faisons fort de motiver des armateurs locaux à pouvoir développer les activités de transports afin d'évacuer par la voie des eaux les productions agricoles enclavées (ce que les routes et le rail ne pourront pas faire).

Les aéroports

Modernisation des aéroports existants et réhabilitation de ceux qui sont désaffectés.

Le réseau routier

Le Kongo Central réseau routier est quasi inexistant et les quelques routes existantes sont considérablement délabrées. Sur un réseau routier de 16 934 km, seulement 673 km sont asphaltés et on compte avec 1455 ponts. Les réseaux ferroviaire et fluvial ont vu leur état général se dégrader depuis l'indépendance par manque d'entretien ou même par vol des infrastructures.

Le réseau ferroviaire

Le transport ferroviaire n'est pas fameux. La province dispose d'un chemin de fer doté d'une ligne à voie unique de 365 km de long, sous ballastée, de **57 ponts métalliques** d'une longueur totale de 1 158,44 m, de deux tunnels de 90 m de longueur et de **40 gares**.

Une seconde ligne (Chemin de fer du Mayombe) fut démantelée dans les années 1980 (en 1984).

Le transport ferroviaire est géré par la Société Congolaise des Transports et des Ports (SCTP), ex-Office National des Transports (ONATRA).

Accès à l'eau potable

Le stress hydrique est très élevé dans un notre province et il est de notre devoir de pourvoir aux besoins de la population

Toute l'infrastructure doit y passer.

L'adduction à l'eau potable est impératif !

APPROCHE STRATÉGIQUE

1. La réhabilitation de nos infrastructures de base : écoles, hôpitaux, installations publiques, meilleur accès à l'eau et à l'électricité,

2. La réhabilitation des infrastructures sportives, ...

3. La réhabilitation et l'aménagement d'infrastructures susceptibles de redynamiser notre économie : routes de dessertes agricoles, ports fluviaux et maritimes, aéroports et aérodromes, zones économiques spéciales, etc...

4. Les infrastructures d'accompagnement de nos grands projets ;

5. La réhabilitation, l'extension et la modernisation de notre réseau ferroviaire tronçons Kinshasa Matadi ; Matadi -Muanda ; Boma-Tshela ; Mbanza-Ngungu – Luozi ;

6. Le projet de la Grande Boucle Routière devant relier nos 10 territoires

Dans notre exposé nous reviendrons sur le port de Banana et ses voies d'accès ainsi que la voie ferrée comme gages d'une relance économique et d'un développement durable.

Désenclaver la grande zone économique du Bas-Fleuve !

A. Par la réhabilitation du tronçon routier Manterne-Tshela de la RN 12 , 118 Km

Les plaidoyers de la population du Mayombe nous sont parvenus avec une netteté frappante.

Le tronçon de la RN12 allant de Tshela à Manterne est plus qu'importante, elle est même vitale car sans une bonne route, les consé-quences sont incalculables :

- Baisse du pouvoir d'achat de la population ;
- Augmentation du coût de transport en commun ;
- Difficulté d'évacuer la production agricole ;
- multiplication de cas d'accidents causant les pertes en vies humaines et dégâts matériels importants.

Vus les points ci-haut cités, il est impératif que mon gouvernement corrige cette grande injustice.

B. Par la réhabilitation et la remise en circulation du train Boma -Tshela démantelé en 1984 .

En effet l'un de nos plus gros challenges sera de convaincre pour le financement nécessaire pour la reconstruction du tronçon de 140 Km Boma – Tshela avec ses 17 stations afin de désenclaver et faire revivre l'une des zones économiques les plus importantes (l'un des poumons économiques) de notre province.

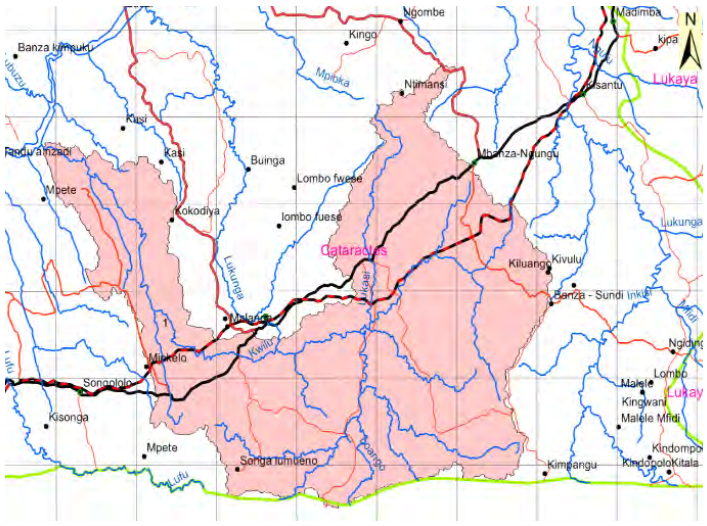
Ce tronçon et ses 17 stations devrait jouer un rôle économique essentiel dans l'évacuation de la production forestière, minière et agricole vers les ports pour leurs exportations.

Son rôle est donc capital pour la survie des ports de Boma et de Banana.

Par ailleurs, grâce à ce projet d'intérêt hautement économique, plusieurs emplois seront créés lors de sa réhabilitation mais surtout lors de la remise en fonction des 17 gares.

Désenclaver LUOZI !

a. Principalement par la réhabilitation du tronçon Kimuela à Mpioka de la RN12



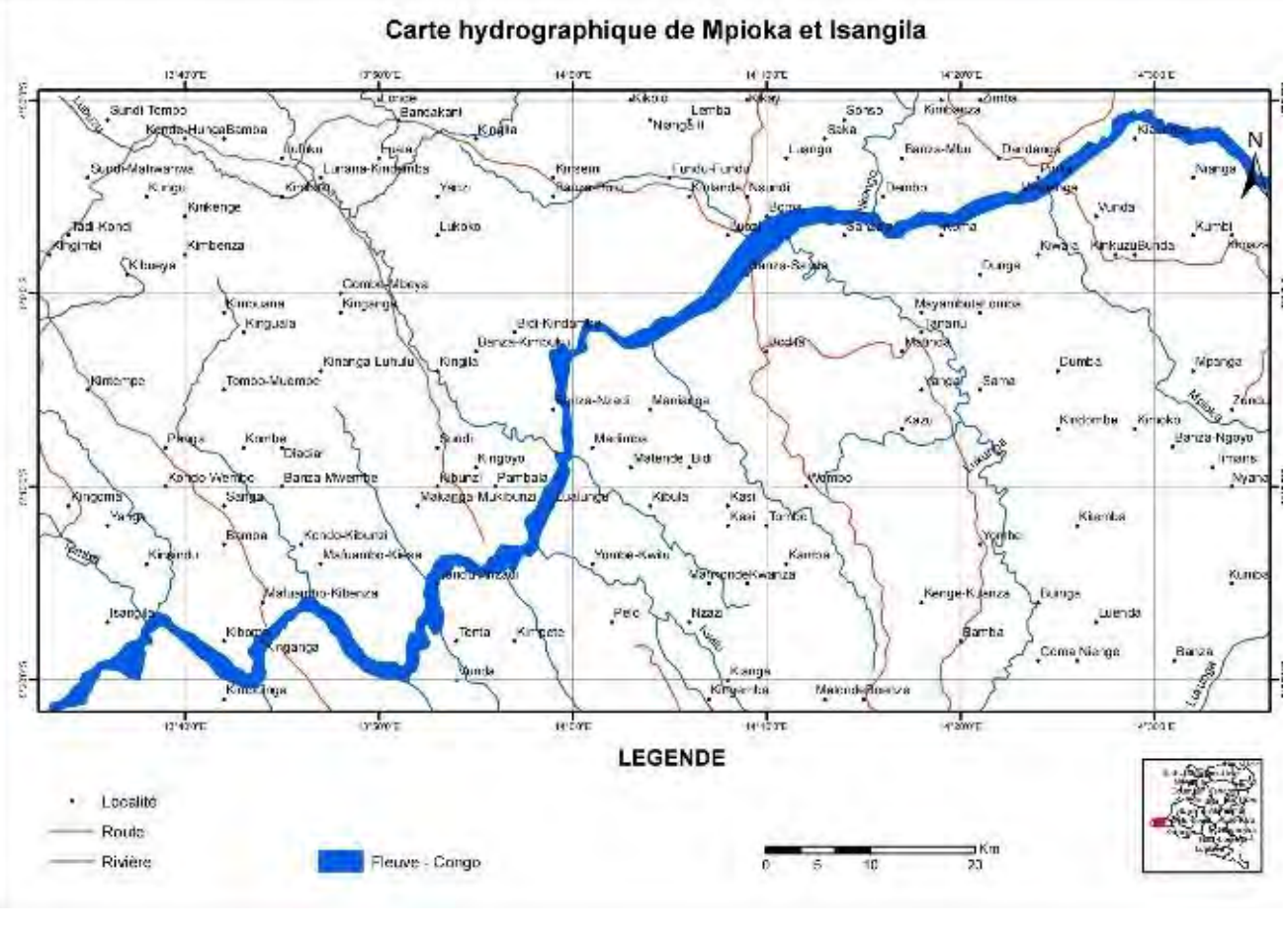
Principaux produits agricoles

1. **Manioc (60%)**
2. **Arachide (15%)**
3. **Haricot (13%)**
4. **Riz (7%)**
5. **Maïs (5%)...**

On ajoutera les cultures de Soja, de Sésame, de Gingembre, d'Oignons, de Pois ca-jan, de Canne à sucre, de Tabac, d'Ananas, de Carottes, de Banane plantain.

Principaux produits non agricoles

1. **Huile de palme (70%)**
2. **Chenilles (1,5%)**
3. **Champignons (1,3%)**
4. **Fumbwa (1,2%)**
5. **Miel (0,3%)**



b. secondairement par l'exploitation de son bief navigable de 140 Km Mpioka – Isangila avec deux ruptures de charges pour rejoindre la RN12

L'accès au territoire de Luozi se fait par voies routières en venant du territoire de Seke-banza et le Congo-Brazza et par voie fluviale à l'aide d'un bac en venant par les terri-toires de Songolo et Mbanza-ngungu. Les routes permettant d'entrer et de sortir du terri-toire sont la nationale R12 qui connecte Luozi au territoire de SEKEBANZA et la route pro-vinciale menant au beach Kimbemba connecte Kimpese (Songololo) à Luozi via le bac de Kimpungu.

L'accès au territoire par voie fluviale sur près de 3km de large de traversée constituant la principale voie d'accès au territoire actuellement. Le seul grand bac de Luozi n'est plus opérationnel de plusieurs mois et le bac de Mpioka qui était en réserve sert actuellement à la navigation transportant pas plus deux véhicules lourds ou trop chargés pendant la traversée. Son tonnage est limité à près de 15T et son état inquiète les passagers à chaque traversée.

Actuellement, hormis le bac, l'accès à Luozi se fait au moyen des pirogues et pirogues motorisées occasionnelles sur le fleuve en provenance de Songololo ou de Mbanza-ngungu.

Désenclaver KIMVULA !

Avec la réhabilitation de la RN16 sur son tronçon Kimvula-Inkisi long de 195 Km , nous dé-senclavons non seulement une zone agricole importante mais surtout nous nous assurons de récupérer la production agricole venant du grand Bandundu(le Kwango en particulier) avec possibilité d'y ériger un péage routier pour assurer son entretien.

Principaux produits agricoles

1. **Manioc**
2. **Maïs**
3. **Haricot commun**
4. **Sésame**
5. **Niébé**

Relier les 10 territoires par la boucle Ndona Beatrice Kimpa Vita !

Réhabilitation de l'axe routier couvrant 10 territoires pour une distance de 650 Km reliant la N12 et la N16. Nous avons donc pour la N12, les villes de Boma, Tshela, Luozi, Mbanza-Ngungu et ensuite la N16, de Kisantu (km 0), Route nationale 1, Lemfu, Nzuma, Kimpemba, Ngidinga enfin à Kimvula (km 195). Nous tiendrons aussi compte de toutes les routes tertiaires qui pourraient ramener les productions vers les centres urbains de notre boucle.

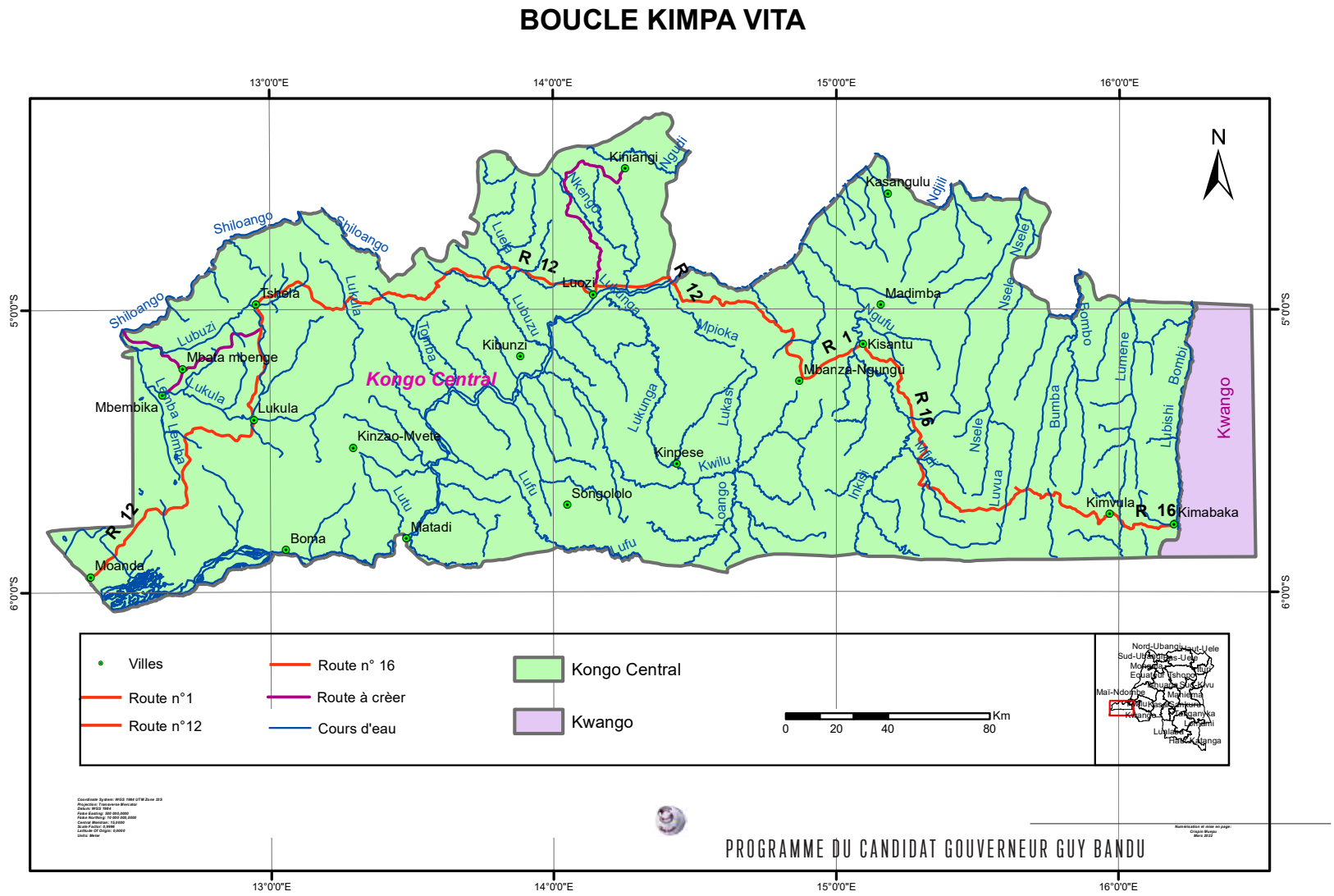
Le Kongo Central pourra bénéficier aussi de la production de la province du Kwango qu'elle va désenclaver grâce à cette voie routière en passant par **KIMVULA**

Les infrastructures maritimes (nombre de ports grands et petits)

Même si l 'objectif des traités commerciaux est l'amélioration des conditions socio-économiques des communautés membres, une entrée prématurée, précipitée voir peu ou non préparée dans un nouveau marché commun serait définitivement périlleuse et ne pourrait avoir que des conséquences délétères sur un tissu économique résiduel agonisant. Le Kongo Central risque d'être la première province la plus impactée. L'exemple le plus illustratif de mes propos est le cas du port en

haute de mer de Pointe Noire qui, à l'issue de travaux d'érection du pont route-rail Kin-Brazza, entrera en directe compétition avec nos ports de Matadi et Boma dont les droits de débarquement et d'embarquement constituent 80% des recettes de la Province du Kongo Central. Ainsi, dès que l'entrée des marchandises sur le territoire RD-Congolais pourra s'effectuer par Pointe Noire via le pont route rail au détriment de Matadi et Boma, nos ports perdraient l'exclusivité comme voie d'accès maritime des marchandises vers le territoire ce qui entraînerait, de facto, un ralentissement de l'activité portuaire entraînant une asphyxie de la Province qui aurait perdu sa principale source de revenus. Il s'en suivrait une aggravation de la pauvreté et de la précarité existantes.

Nous avons donc une vision de modernisation des infrastructures portuaires du Kongo Central sur le bief maritime en changeant les paradigmes actuels de travail ; c'est à dire que jusqu'ici, nos ports ont une vocation



plus d'importation que d'exportation. Notre mission sera de mettre en place des politiques qui faciliteront les exportations et augmenter les activités de logistique dans ces différents ports en sachant que si nous mettons en place une politique correcte de synergie entre les secteurs de la vie économique, les villes de Banana (Muanda),Boma et Matadi avec leurs ports pourront alors revivre.

Pour le port de Banana : il se compose actuellement d'un unique quai Pour ma part, et en tant que Gouverneur le plus grand travail sera de mettre en place des mécanismes de distribution des richesses afin que ma province bénéficie au maximum de ses capacités : les opérateurs économiques de la province seront donc mis à contribution pour le développement de ce port en fournissant des matériaux, du matériel, des ressources humaines qualifiées ou pas (ici nous pensons aux manœuvres), etc. Les travaux de la première phase du port doivent démarrer au 1er trimestre 2022. Il s'agit de construire un quai de 600 mètres et une plateforme de stockage de 25 hectares, permettant l'accostage des grands porte-conteneurs. Les travaux devraient durer deux ans. Le terminal aura une capacité annuelle de 332 000 conteneurs et de plus de 1,3 million de tonnes de marchandises. Le projet comporte quatre phases pour un investissement final d'environ un milliard de dollars. DP World se voit confier une concession de 30 ans pour amortir l'investissement. Dans la foulée, il est prévu la construction d'une ligne de chemin de fer de 142 kilomètres entre Banana et Matadi.

Pour le port de Boma : (longueur : 450 m avec 4 quais et capacité d'accueil : 4 navires)

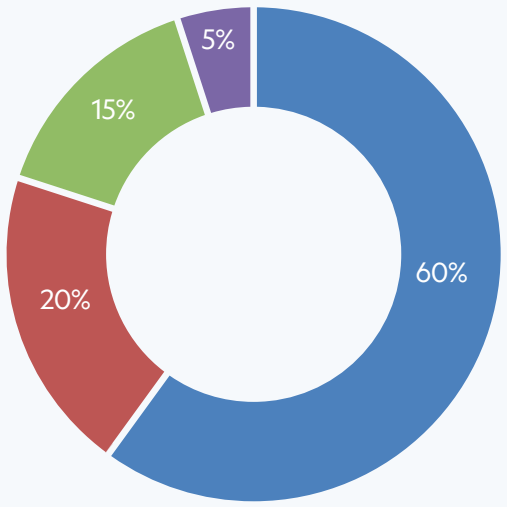
Pour le port de Matadi : (longueur 1 610 m avec 10 quais ; superficie : 71 000 m² et capacité d'accueil : 10 navires). Matadi, à mi-chemin entre l'océan et Kinshasa la capitale, sur le fleuve Congo, est actuellement la porte commerciale sur l'Atlantique de la RDC. Une route et une voie ferrée font d'ailleurs la jonction avec la capitale, Kinshasa. Matadi est l'ultime point en remontant vers l'amont, où le fleuve est navigable. Mais Matadi, jusqu'alors principal port de la RDC, est victime de l'évolution du trafic maritime. Il est désormais de plus en plus délaissé en raison de son faible tirant d'eau. Les immenses porte-conteneurs préfèrent les quais plus profonds de Pointe Noire en République du Congo. Les marchandises rejoignent ainsi la RDC par la route ou sur des caboteurs.

FINANCES ET BONNE GOUVERNANCE PROVINCIALE

ACCROÎTRE LA RÉSILIENCE DE NOTRE ÉCONOMIE LOCALE

CONTEXTE

Dans sa quête vers le développement, La RDC est actuellement dans une phase de migration du statut de pays à revenu intermédiaire grâce à la transformation de l'agriculture.



Repartition des elements constitutifs du budget de la Province du KC

- Retrocession
- Assiette fiscale provinciale
- PTF
- Autres

Notre stratégie repose sur une augmentation de la part des recettes fiscales provinciales dans le budget de la province ainsi les interventions des PTF afin d'améliorer notre résilience financière et atteindre de manière réaliste la plupart de nos objectifs

Dans le cadre de la libéralisation de l'économie, Le Gouvernement de la RDC a pris l'option de s'appuyer sur le secteur privé, comme moteur du développement, et de promouvoir l'entreprenariat congolais pour une maîtrise nationale des secteurs stratégiques notamment les secteurs à forte potentialité´ de croissance (mines, hydrocarbures, métallurgie…) et ceux à forte potentialité´ de création d'emplois (foresterie, agriculture vivrière et de rente, agro-industrie…). Les secteurs extractif et agricole sont ainsi considérés comme les deux grandes catégories des secteurs productifs qui, avec des chaînes des valeurs approfondies, devront fonder l'économie congolaise à la première étape de son évolution séquentielle vers une économie à croissance inclusive. Ces secteurs auront un effet d'entrainement sur d'autres secteurs, tels que l'industrie, le commerce et le tourisme.

CONTRAINTES MAJEURES :

- Le contexte sécuritaire et l'environnement politique ;
- La réalité socio-économique: pauvreté et dette ;
- Une gestion des finances publiques à refonder ;
- Très forte nécessité de renforcement des capacités en matériels et en formation ;
- Inculture fiscale de la population ;

VISION ET APPROCHE

L'ambition du Gouvernement provincial est qu'à partir de ses ressources ordinaires et celles qui seront créées, qu'il puisse assurer :

- L'équilibre primaire des finances publiques provinciales ;
- le paiement régulier des salaires ;
- Le service prioritaire de sa dette ;

- Le fonctionnement régulier et satisfaisant des services publics ;
- Une contribution significative à l'investissement nécessaire aux infrastructures économiques et sociales de la province.

NOTRE PLAN

Notre plan est essentiellement orienté vers la Refondation du système des finances publiques et pour que cela se fasse, nous devons nous doter d'une vision audacieuse. Elle rejoint celle du Gouvernement Central qui est ambitieuse quant à son but car les progrès nécessaires le requièrent.

Ambitieuse, la vision des finances publiques s'inspire, en premier lieu, des attentes des acteurs de la vie économique, sociale et politique. Elle tient compte aussi de la réalité d'un monde globalisé dans lequel le Kongo Central a aussi son rôle à jouer.

OBJECTIFS :

L'ambition du Gouvernement provincial est d'améliorer la mobilisation des ressources domestiques en élargissant notamment l'assiette fiscale, en vue d'assurer le financement et d'accroître la résilience de l'économie provinciale face aux chocs exogènes.

Nous Accroître notre résilience financière en augmentant la part des recettes provinciales au budget de la Province

Pour y parvenir, une batterie des mesures sont articulées autour des grands objectifs stratégiques ci-après :

1. Accroitre les ressources de la fiscalité´ intérieure porteront notamment sur :

i. Le renforcement des actions d'exploitation des niches fiscales et d'élargissement de l'assiette ;

ii. L'amélioration du rendement des régimes fiscaux et de l'action en recouvrement ;

iii. Le rapprochement des services fiscaux des contribuables ; et

iv. La mobilisation, la motivation et la formation des personnels ainsi que l'amélioration de la performance des services.

2. Maximiser les recettes

i. lutte contre le coulage de recettes, l'évasion et la fraude fiscale ;

ii. mise en place de la chaîne de la recette ;

iii. limitation stricte de l'octroi des exonérations dérogatoires ;

iv. mise en circulation des imprimés de valeur sécurisés ;

v. mise en place du réseau des comptables publics et de la comptabilité´ à partie double ;

vi. informatisation (dématérialisation) du système fiscal en matière de déclaration et de perception d'impôts.

3. Rationaliser les dépenses

i. amélioration de la qualité´ de la dépense et de la régularité´ des procédures budgétaires ;

ii. contrôle régulier et efficace à tous les niveaux, avec le concours de l'Inspection Générale de Finances et de la Cour de Comptes ;

iii. restructuration en profondeur de l'Inspection Générale des Finances et de la Cour de Comptes ;

iv. respect de la loi sur les marchés publics ;

v. instauration de l'usage des budget-programmes ; etc.

Fondamentaux de Gouvernance : Pour le leadership Provincial

i. Signature d'un code d'anti-corruption et d'observances des bonnes mœurs ;

ii. Gestion de proximité axée sur les résultats

iii. Contrat de performance

Le Kongo Central étant classée troisième en termes de contribution au budget de l'état, l'exécutif de la province entend occuper une position centrale dans le dialogue politique à entretenir avec le pouvoir central afin de rendre effectif les allocations de 10% de recette pétrolière qui devra lui revenir et trouver de solutions adaptées à l'épineuse question de la retenue de 40%.

Parallèlement, autant l'exécutif veillera à garantir à travers les mesures, ci-haut exposées, l'accroissement de recettes mobilisées, autant il érigera en critère primordial, la qualité de la dépense dans le choix de décaissement à opérer par les services gouvernementaux.

Pour ce faire, il sera observé dans l'exécution des dépenses :

i. un circuit bien défini ;

ii. des procédures applicables

aux marchés publics ;

iii. des règles de gestion de l'endettement

iv. des exigences quant à la redevabilité.

S'agissant du circuit de la dépense, il est visé de garantir par la mise en place de la chaîne de la dépense, la traçabilité et la transparence de dépenses publiques en soumettant systématiquement, tous les dossiers, aux procédures définies par la loi relative aux finances publiques et le Règlement Général sur la Comptabilité Publique à savoir : l'engagement, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement de la dépense.

La chaîne informatisée de la dépense a été mise en place au Kongo Centrale grâce au financement de la Banque Africaine du Développement. Il est curieux à ce jour de constater que son fonctionnement ne soit pas toujours effectif.

De ce fait, la relance de la chaîne est une action essentielle dans la gestion car elle a le mérite de rendre possible

I. l'identification et de responsabilisation des acteurs de gestion du budget de la province,

II. la réduction de la durée de traitement des dossiers,

III. la production des statistiques budgétaires, des rapports d'exécution du budget et d'autres informations financières fiables.

En ce qui concerne la redevabilité, nous avons le peuple à qui il faut rendre compte.

Le peuple est représenté par les députés vers qui nous nous engageons à soumettre des rapports trimestriels de la gestion de la province.

La création des richesses passe par l'audace et la vision de grandeur.

Comment pensons-nous rendre le Kongo Central autosuffisant ?

En diversifiant les sources de revenus propres à notre province.

Ainsi nous pensons à :

Redynamiser les activités économiques de la ville portuaire de Boma

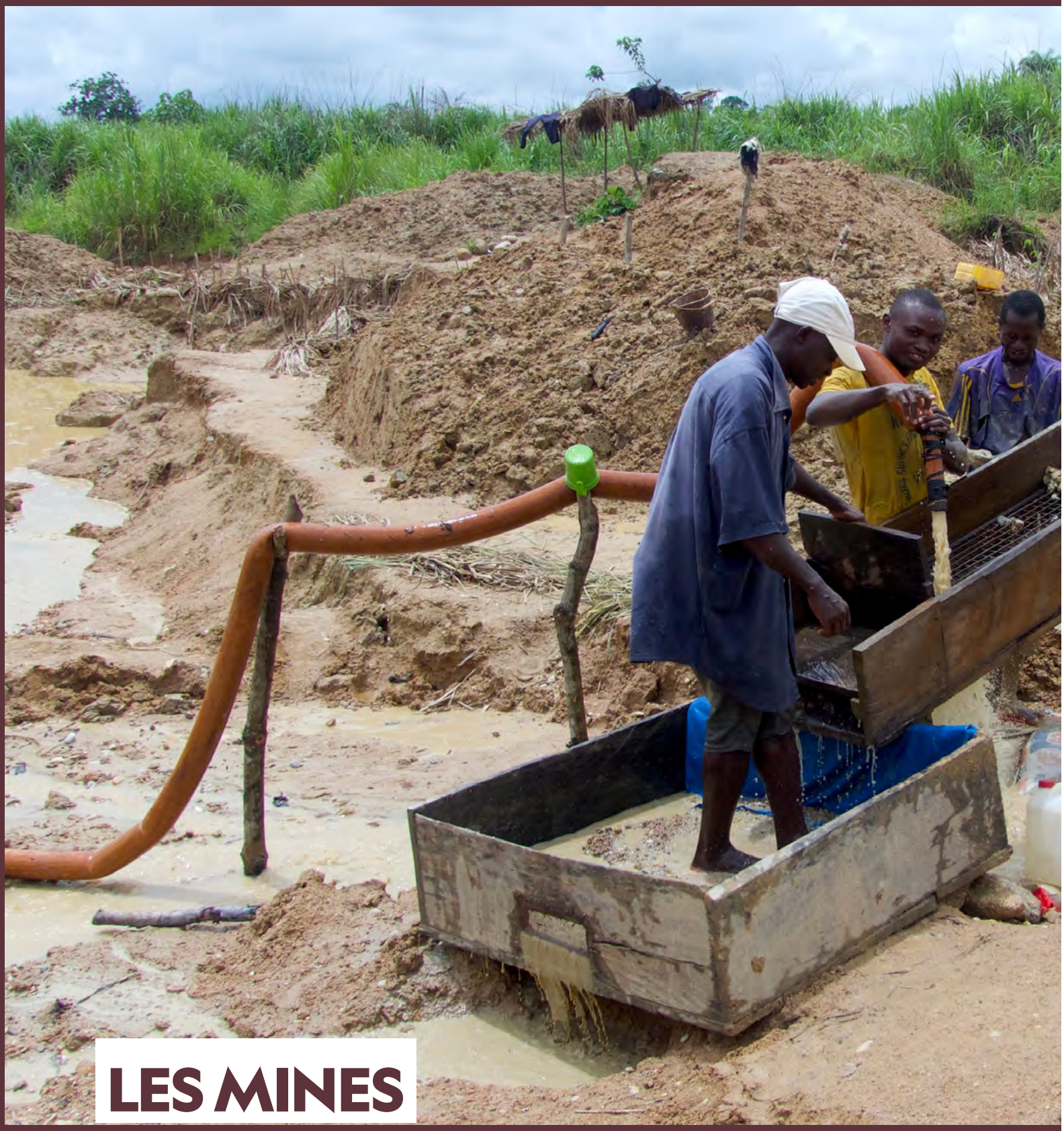
Les ports de commerce sont des maillons stratégiques indispensables à la performance des chaînes logistiques nationales et internationales tant côté mer que côté terre et contribuent directement à la compétitivité de l'économie provinciale.

Forts de ce constat et conscients de l'impératif de solidarité nationale, mon gouvernement a décidé de soutenir activement les filières portuaire, maritime et fluviale provinciales au travers des engagements forts :

1. Privilégier le passage des marchandises par les ports de la Ville de Boma tout en encourageant le recours aux modes massifiés et en favorisant le développement de filières stratégiques maritime, fluvial et ferroviaire capables de répondre aux attentes des donneurs d'ordre ;
2. Garantir un niveau d'excellence opérationnelle et mettre en place un outil d'évaluation de la performance portuaire ;
3. Renforcer la compétitivité des ports par la volonté de privilégier systématiquement le dialogue social pour assurer un climat social apaisé ;
4. Contribuer à la relance de l'activité économique du Kongo Central en consolidant l'attractivité de nos ports.
5. Améliorer la qualité de navigation dans le bief Banana à Muanda en veillant sur le dragage, les balises et l'insertion des NTIC pour un résultat de classe mondiale ;
6. Relier la ville portuaire à la Boucle Routière Ndona Beatrice Kimpa Vita pour faciliter les exportations des produits agricoles en forte demande (café, cacao, bananes, huile de palme,...) ;
7. Veiller à l'installation dans cette ville de l'Ecole Technique de Navigation (traitant de tous les métiers du secteur de logistique portuaires), ceci va donner encore plus de valeur aux métiers liés à ce métier ;
8. Travailler étroitement avec la Compagnie des Voies Maritimes qui fera partie de la chaîne de valeur de l'Ecole Technique de Navigation.

LES MINES

STRUCTURER L'INDUSTRIE MINIÈRE ARTISANALE DU KONGO CENTRAL



LES MINES

TRADITIONNELLEMENT, LE KONGO CENTRAL EST UNE PROVINCE AGRICOLE ET POURTANT, SON SOUS-SOL EST AUSSI RICHE QUE CELUI DU RESTE DU PAYS.

Les mines sont un rouage important pour le développement d'une province, d'un État puisqu'elles constituent un secteur économique à haute valeur ajoutée. Voilà pourquoi je pense nécessaire de promouvoir et d'encourager les activités qui y sont attachées dans le but de créer des richesses pour toute la communauté dans le respect des meilleures pratiques du secteur.

L’exploitation artisanale est dans d’autres provinces un facteur de paix sociale car les jeunes qui sont aptes physiquement s’y adonnent grâce aux sponsors ou aux coopératives minières qui sont créés.

CONTEXTE

Notre industrie minière aujourd'hui réduite à une activité artisanale résiduelle organisée sur les sites des anciennes mines des années 1920 , souffre d'immobilisme suite à la thésaurisation des titres miniers par des entreprises qui hésitent encore de se lancer dans l’exploitation de plusieurs minerais existant pourtant en quantités significatives (sable bitumeux, phosphates, bauxite, cuivre, manganèse...)

Notre activité minière est essentiellement (officiellement) carrières et discrètement minière. Aujourd’hui, il est admis que les mines sont un atout pour un développement durable si son exploitation est effectuée selon une certaine norme et une logique respectant les intérêts des communautés

L’or est l’une des ressources minières les plus répandues dans l’ensemble du KC. Même si au stade actuel son occurrence est essentiellement alluvionnaire, son exploitation judicieuse peut notablement contribuer à l’amélioration des conditions de vie des communautés.

Ainsi, notre stratégie dans l'immédiat reposera sur l’organisation de l’exploitation aurifère artisanale et la création d'une chaîne de valeur minière localegrâce l'implémentation d'une Agence Procinciale de l'Or.

OBJECTIFS :

I. **Pour les artisanaux :** Structurer notre industrie minière artisanale

1. Protéger les exploitants miniers artisanaux : orpailleurs
2. Organiser les exploitants artisanaux des carrières à ciel ouvert
3. Mettre en place une chaine de valeur : Comptoir pour expertise , négociation et vente
4. Le respect du contrat social avec les communautés
5. Promouvoir la transformation des mines artisanales en Permis d'exploitation de petites mines (PEPM)
6. Éduquer les exploitants artisanaux aux bonnes pratiques de protection de l'environnement.

II. Les sociétés minières :

Lever les obstacles à l'essor d'une industrie minière active dans le Kongo Central

1. Lever les obstacles à l'essor d'une industrie minière active dans le
2. Kongo CentralForum , table ronde et état des lieux : connaitre les raisons de l'immobilisme des sociétés minières installées dans le KC
3. Apporter un soutien et encadrement pour les grands projets miniers en souffrance
4. Organiser des cadres de rencontres entre acteurs du secteur minier : exploitants, acheteurs, banques et structures de financement, Partenaires techniques et financiers, société civile, pouvoir coutumier, ...

Développer une expertise dans le domaine des mines, carrières et hydrocarbures : Acquérir l'expertise et la formation ainsi qu'une main d'œuvre qualifiée dans le domaine des mines et des hydrocarbures.

Promouvoir la création d'instituts des mines et carrières, faculté de géologie, Institut du pétrole et des produits pétroliers, etc...

APPROCHE STRATÉGIQUE

I. Faciliter les formalités l'obtention des permis d'exploitation au niveau provinciale

II. Mettre à jour les statistiques de production des minerais: **Or, diamant, ...**

III. Recenser et veiller au respect de la règlementation de l'activité d'exploitants miniers a tous les niveaux : du niveau artisanal a la société minière

IV. Plaidoyer pour attirer des investissements dans le secteur

V. Rechercher des financements pour des études quantitatives du véritable potentiel minier de la Province du Kongo Central notamment pour le phosphate.

ENERGIE

ACCES A L'ENERGIE POUR TOUS

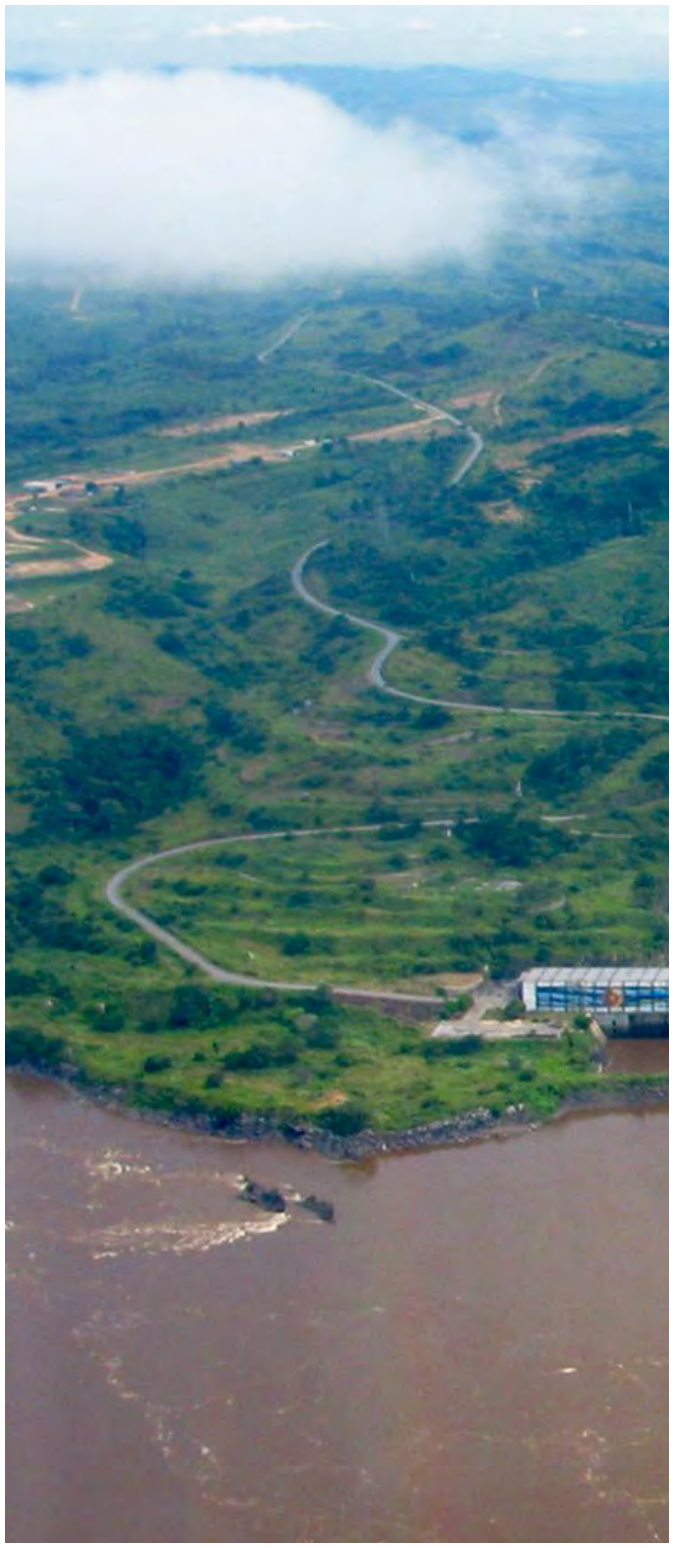
AMÉLIORER L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DES MÉNAGES ET PRODUIRE DE L'ÉNERGIE POUR LA RELANCE INDUSTRIELLE

Malgré la présence des centrales d'Inga et de Zongo, ...**le taux de desserte de la province en électricité est faible , aux alentours de 16%.**

Le défi de l'énergie :

CONTEXTE :

La province du Kongo Central dispose d'un potentiel énergétique important et diversifié . Plusieurs sources d'énergie disponibles : hydroélectrique, biomasse, hydrocarbures liquides et gazeux, solaire, éolien, sables asphaltiques, schistes bitumeux, etc. Le potentiel hydroélectrique de la province est estimé à 63,516. 78 MW qui représente une puissance électrique de 560, 640 GWh/an reparti entre différents sites recensés.



“

En milieu rural, 90 pourcent de la ressource énergétique des ménages provient de la biomasse (bois de chauffage)

Malgré la présence des centrales d’Inga et de Zongo, ...le taux de desserte de la province en électricité est faible, aux alentours de 16 % .

Le défi de l’approvisionnement en électricité pose moins de problème de disponibilité en tant que ressources que de celui de la mobilisation des moyens financiers, matériels pour leur mise en exploitation et la maintenance des équipements .

En milieu rural, 90 pourcent de la ressource énergétique des ménages provient de la biomasse (bois de ...)

Basé sur la stratégie nationale pour atteindre l’accès universel à l’électricité à l’horizon 2030 (objectif de l’initiative Mondiale énergie pour tous d’ici 2030, ONU 2012).

“

Le taux d'électrification rurale est actuellement estimé à moins de **1%**

Améliorer l’accès à l’électricité. Parmi ceux-ci, mentionnons un meilleur accès aux services de santé, à la réfrigération, à l’eau potable, à l’éclairage public, aux technologies de la communication, aux services de banque mobile ou encore à l’enseignement. Un meilleur accès à l’électricité permettrait également d’accroitre les activités productives locales, communautaires, industrielles et commerciales

Les données portant sur la demande sont déterminantes pour estimer les solutions optimales d’électrification pour une localité données, car le coût de l’approvisionnement énergétique dépend de l’ampleur de la consommation énergétique potentielle

Le décompte et la répartition de la population est l’une des informations primordiales pour définir la demande énergétique dans un modèle de système énergétique.

BARRAGE D'INGA VUE DE HAUT

Parvenir à électrifier d'une part les agglomérations densément peuplées grâce à une extension du réseau, à une interconnexion de réseaux isolés ou à la création de mini-réseaux, et d'autre part les zones moins densément peu-plées par le biais de systèmes autonomes (UCM 2018, p. 2)

Identifier des solutions techniques permettant d'accélérer l'électrification du chef-lieu de la Province à moindre coût, notamment grâce à l'usage de technologies hors réseau exploitant des sources d'énergies renouvelables.

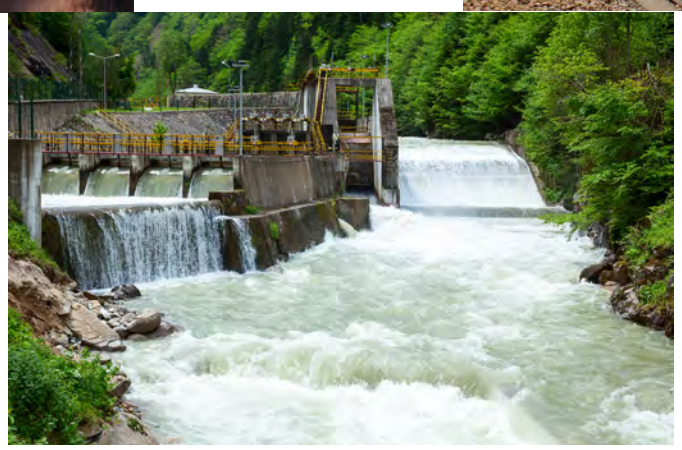
OBJECTIFS :

1 Accès universel à l'électricité, électrification des ménages, des villages.

2 Accès à la force motrice pour l'allègement des travaux féminins et la mécanisation des systèmes d'adduction d'eau potable et d'exploitations agricoles et artisanales (22,8%)

3 Développement des capacités de stockage et de transport/ distribution des combustibles modernes (3,8 %)

4 Amélioration de l'efficacité énergétique (5,3%)



5 Renforcement des capacités institutionnelle et organisationnelle et programme prioritaire d'urgence à court terme (2,4%)

Objectifs général:

Notre objectif principal est de développer des solutions énergétiques diversifiées grâce à nos ressources hydrauliques, solaire, éolienne, gazeuse...exploitable en fonction des contextes socio-économiques et les contraintes géographiques, limitants, en fonction des difficultés d'accès et d'enclavement des communautés au sein de notre province Énergie pour tous d'ici 2030 mais aussi, mais de manière non accessoire à nos besoins industriels et de transformation.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Améliorer l'accès à l'énergie au sein des communautés en privilégiant les EnR (Énergies nouvelles renouvelables) énergies alternatives, renouvelables et inépuisables . Recourir à l'énergie solaire : électrification décentralisée et développement.

1. Améliorer de la qualité de la vie et réduire le travail des femmes ;

2. Réduire l'utilisation de la biomasse comme source d'énergie principale des ménages à travers des programmes comme la vulgarisation de masse de l'utilisation des foyers améliorés

3. Produire de l'énergie en priorité, pour la relance progressive de l'activité industrielle au sein des Pôles d'entreprises Agricoles

4. Lever les barrières pour une exploitation optimale de l'énergie produite par les hydrocarbures gazeux de Muanda. Réaliser le potentiel de la SOCIR

5. Diversifier le pool énergétique de cuisson afin de réduire sa prédominance, tout en travaillant en parallèle à améliorer la durabilité du bois-énergie consommé au travers de l'efficacité énergétique (transformation, consommation) et d'un approvisionnement durable (plantations, gestion durable des forêts naturelles).

6. Identifier et sélectionner les sites en vue de leur étude et développement ;

Produire de l'énergie pour assurer une activité industrielle dans les Pôles d'entreprises agricoles.

1. Recenser le potentiel énergétique des cours d'eau au sein des zones agricoles respectifs ;

2. Développer une énergie hors réseau par des mini-barrages hydro-électriques ou autres adaptées aux contraintes et opportunités offertes par chacune des Zones de développement agricole.

APPROCHE STRATÉGIQUE :

PHASE 1 ,
PROGRAMME D'URGENCE ,
100-200 JOURS

CRÉATION D'UN FOND POUR LA GESTION DES FINANCEMENTS LIES À L'ACCÈS UNIVERSEL AUX SERVICES ÉNERGÉTIQUES

APPROCHE STRATÉGIQUE :

PHASE 1 ,
PROGRAMME D'URGENCE
(100 -200 JOURS) :

1. ACCES A L'ENERGIE POUR TOUS

A. Pour les agglomérations de moins de 30. 000 habitants ou à faible densité, système de production énergétique autonome

- Améliorer l'accès à l'énergie électrique dans le milieu rural. Compte tenu des couts élevés du transport de l'énergie des sites de production vers les bénéficiaires, de l'enclavement, des difficultés d'accès de certaines zones nous opterons pour une solution plus accessible, l'énergie solaire a un programme d'éclairage par mini-réseaux solaires via l'assistance des partenaires techniques et financiers impliques dans ce domaine de financement

- Afin de garantir un meilleur accès aux services de santé de base, à l'eau potable, a l'éclairage public, a l'enseignement, aux technologies de la communication, aux services de banque mobile (petites transactions financières à distance), un accroissement de la petite production locale et commerciale via les marches. Selon le programme Essor du DFID, 400 W sont nécessaires pour pomper de l'eau pour 1 000 personnes. (Essor, 2018).

- Promouvoir l'utilisation des foyers améliorés pour l'usage de la cuisson afin d'améliorer notre efficacité énergétique par la promotion, la vulgarisation et l'implémentation de programmes existants avec des financements disponibles.

B. Pour les agglomérations de 50 à 100.000 habitants situées loin des réseaux électriques et de la nationale numéro 1, nous recourrons à l'énergie hydro-électrique grâce aux minicentrales

Petite Hydroélectricité : Petite Hydroélectricité : les mini/micro/pico hydraulique, correspondent à des installations dont la puissance est inférieure à 10 MW (10 000 kW) et se répartissant entre plusieurs types de dénominations, en fonction de la puissance. Le but est d'alimenter des sites isolés (une ou deux habitations, un atelier d'artisan, un dépôt...) ou produire de l'électricité, vendue à plus petite échelle.

PHASE II :

PRODUIRE DE L'ENERGIE POUR RELANCER NOTRE ACTIVITE INDUSTRIELLE

Développer prioritairement un réseau de mini-centrales hors réseau pour desservir nos Pôles d'Entreprises ainsi que les usines de petites tailles : énergie hydro-électrique

L'industrie : pousser pour une floraison des MPME dans le secteur sur tous les districts.

Nous avons un besoin flagrant de modernisation de la transformation de nos productions et les vendre avec une valeur ajoutée. Cette industrialisation, dans notre vision, sera décentralisée et présente dans tous les centres urbains importants surtout ceux qui patronnent les 5 zones de production agricoles du Kongo Central. Nous pensons que le temps des monstres centralisateurs est révolu dans la conjoncture énergétique actuelle.

Nous pensons donc à installer des Pôles de développement Rural Modulables avec dans le cadre de l'industrie :

1. Minoterie Rurale Communautaire : moulin à manioc, moulin à maïs et divers ;
2. Extraction moderne de l'Huile de palme, concasseur de noix de palme et extracteur d'huile palmiste ;
3. Décortiqueur à riz ;
4. Séchoir industriel des produits agricoles (fruits et légumes) ;
5. UTDF : Unité de Transformation des Déchets en Fertilisants ;
6. UFOA : Unité de Fabrication des Outils Aratoires;

SANTÉ, SOCIALE, GENRE, FAMILLE ET ENFANTS

Accès à la couverture sanitaire universelle (CSU)

Lutte contre les urgences sanitaires et meilleure prise en charge sociale de nos populations ;

CONTEXTE SECTORIEL

La Constitution de la République Démocratique du Congo garantit le droit à la Santé comme l'un des droits fondamentaux de l'Homme. La mise en place d'un système de Couverture Santé Universelle (CSU) constitue la stratégie la plus adaptée pour conduire le peuple congolais sur le chemin vers l'accession à ce droit.

C'est l'orientation pratique qui sera prise par notre programme de réforme de la politique de santé provinciale car au Kongo Central chacun doit être en mesure d'avoir accès à des soins dont il a besoin (incluant les soins préventifs, curatifs, rééducatifs, promotionnels et palliatifs), d'une qualité suffisante pour être efficaces. Cette couverture doit être accessible à toutes les bourses.

COMMENT Y PARVENIR DANS LE CONTEXTE ACTUEL ?

Cet engagement pour amener la population du Kongo Central vers ce noble objectif, socle du développement et pilier du bien-être de tous qu'est la CSU, passe par un investissement sur les domaines suivants :

1. *Amélioration de l'offre des services de santé de qualité basée sur les Soins de Santé Primaires (SSP) ;*
2. *Protection contre le risque financier en mettant en place des mécanismes de partage de risque tel que l'assurance maladie obligatoire et l'assistance*

CSU présidée par le Chef de l'Etat le 07 décembre 2021.

OÙ EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI ?

La situation de la couverture santé universelle en province se caractérise par des problèmes relatifs à :

i) la disponibilité, la qualité et la couverture des services de santé essentiels (faible plateau technique de qualité des formations sanitaires ; ***la vétusté et le délabrement des infrastructures et équipements*** *; l'insuffisance de matériels et de médicaments ;* ***la faible fonctionnalité des comités de lutte contre les épidémies, urgences et catastrophes etc.) ;***

ii) la protection contre le risque financier (la proportion des ménages subissant des dépenses catastrophiques de santé est encore très élevée dans la province) ;

*iii) et les déterminants de la santé (****la pauvreté****, l'analphabétisme,* ***l'eau, l'assainissement et l'hygiène, l'insécurité alimentaire****, etc...)*

médicale pour les indigents et les vulnérables qui seront prise en charge par le gouvernement provincial ;

3. *Action sur les déterminants de la santé pour maitriser la charge de morbidité et rendre le dispositif financièrement viable ;*

4. *Prévention et prise en charge des épidémies, urgences, et catastrophes ;*

Ces actions s'alignent clairement sur le Plan Stratégique National de la Couverture Santé Universelle en RDC, validée au cours de la première session extraordinaire du Comité de Pilotage du Conseil National de la

CONTRAINTES MAJEURES :

1. **Non maitrise des effectifs des agents** dans les zones de santé du fait du recrutement continu, et pour le personnel maitrisé : Plusieurs ne sont pas admis sous statut **(22%)** et sans salaire de l'état **(69%)**, ni prime de risque **(59%) ;**

2. **Vétusté/insuffisance d'outils informatiques dans les ZS** (même au niveau de la Division Provinciale) pour l'encodage des données sanitaires et de surveillance épidémiologique ;

3. La part du budget de l'État allouée à la santé est très faible

d'où la forte dépendance aux financements extérieurs ;

4. Pas de mécanisme de partage des risques maladies à travers une caisse d'assurance maladie ou de protection sociale

5. Les structures médicales fonctionnent principalement grâce aux paiements des soins par les patients.

6. L'informatisation faible du SNIS : 30 % de ZS ne disposant pas de kit informatique complet propre

7. Pas de cliniques universitaires dans la province

Potentialités du secteur de la santé au Kongo Central

- La province dispose de facultés de médecine qui ont pour vocation de produire en qualité et en nombre suffisant des professionnels de santé (Université Kongo, Université Kasa Vubu, Université Protestante de Kimpese....).

- Disponibilité des Partenaires d'appui Technique et Financier : PRODS, FM, JICA, OMS, UNICEF, etc.

- La disponibilité d'un plan provincial de développement sanitaire et d'un Plan d'action annuel budgétisé.

NOTRE PLAN

Le futur gouvernement provincial du Kongo central est fermement résolu à offrir à la population de façon permanente des soins de santé de qualité acceptable par tous et accessibles à tous, géographiquement et économiquement. Sa politique de santé reposera sur les principes d'équité, d'égalité, de justice sociale, d'éthique, de solidarité provinciale, de rigueur, de transparence et d'innovation.

Pour tenir cet ambitieux objectif, le futur Gouvernement provincial et ses PTF vont œuvrer à la réduction de façon drastique des effets néfastes de la maladie sur la population.

OBJECTIFS :

1. Garantir de l'Equité dans l'utilisation des services quel que soit la catégorie socio-économique du patient;

2. Veiller à la qualité des soins de santé offerts à la population ;

3. Assurer la Protection financière (personne ne tombe dans la pauvreté en conséquence de paiements aux services de santé) de la population.

4. Promouvoir la santé reproductive, maternelle, néonatale, de l'enfant et de l'adolescent et de nutrition (SRMNEA-N).

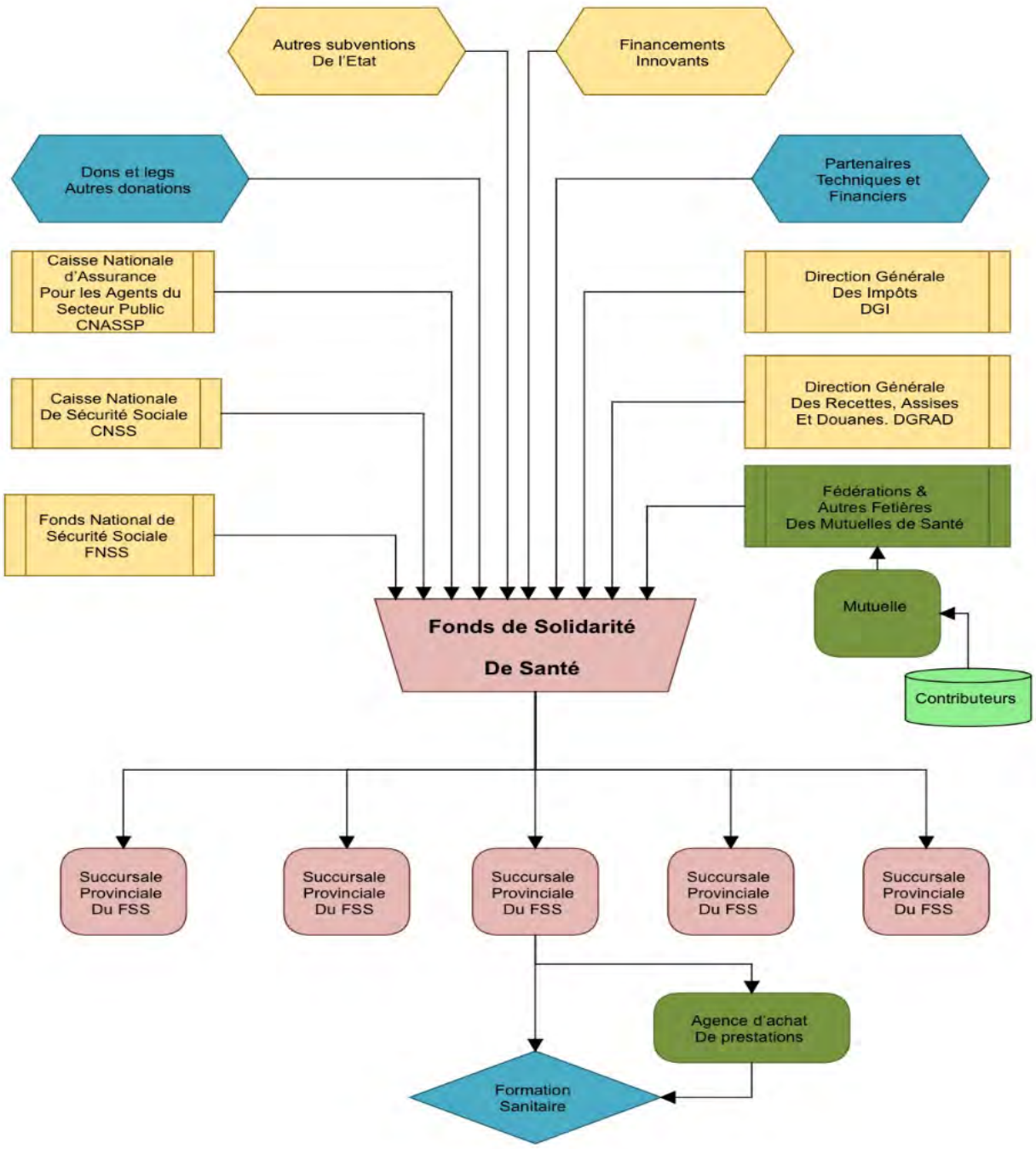
APPROCHE STRATEGIQUE :

Pour garantir cette accessibilité financière de soins de santé de qualité aux populations, le futur gouvernement provincial prévoit la mise en œuvre des 4 composantes de son programme de « Couverture Maladie Universelle provinciale du Kongo Central » :

1. *la mobilisation des ressources, surtout domestiques, ce qui suppose une politique et système de fiscalité plus équitable.*

2. *Le système bénéficiera du service de quatre collecteurs susceptibles de couvrir toutes les catégories sociales : la Caisse*

***Figure* 1 Plan Stratégique National CSU RDC 2021**



Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS), la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat (CNSSAPE), le Fonds National des Services Sociaux (FNSS)et les mutuelles de santé.

- *la mise en commun et la rationalisation de l'affectation des ressources.*

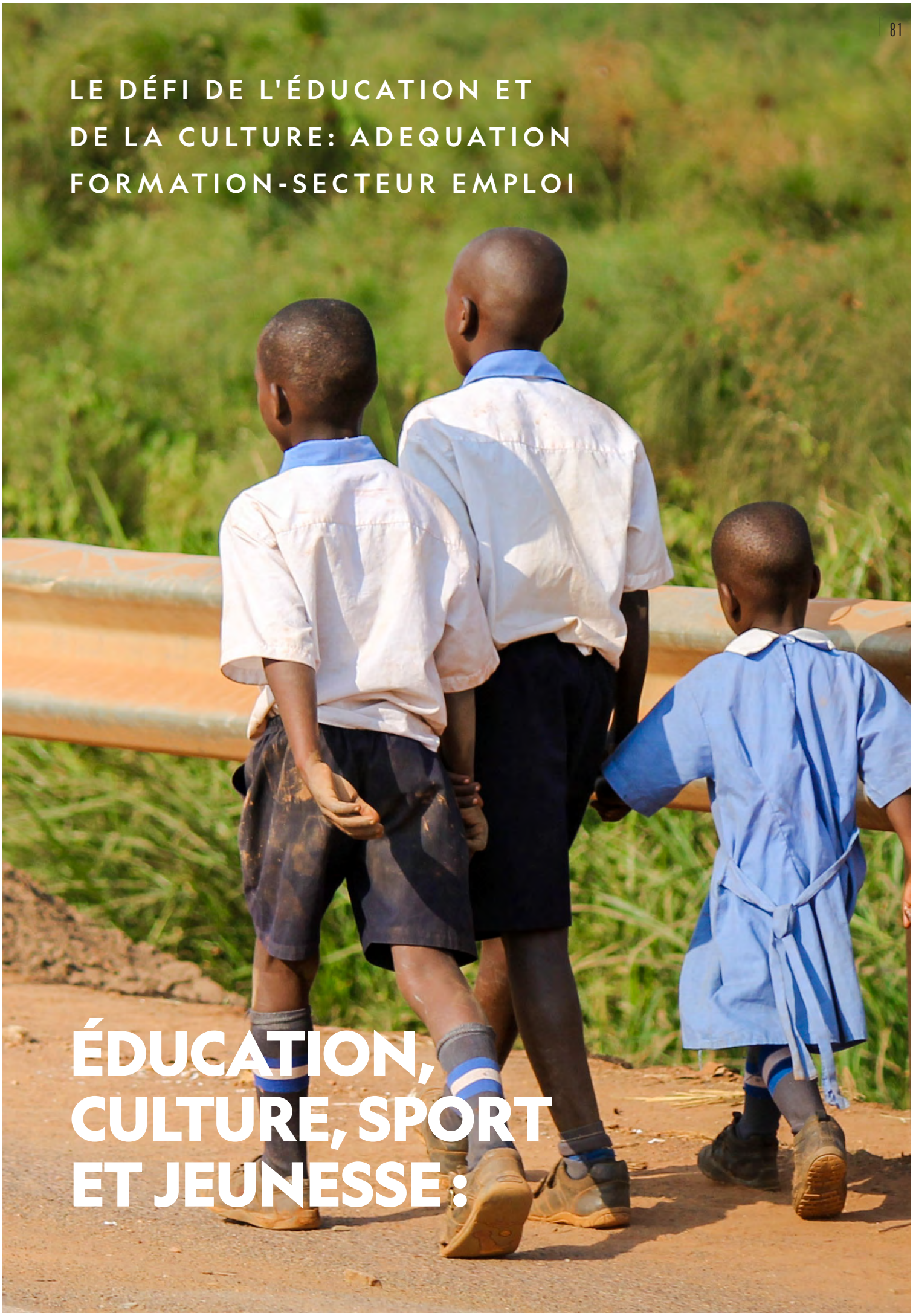
- *Nous allons rester en phase avec la loi de la Couverture Santé Universelle au niveau national qui prévoit la mise en place de plusieurs dispositifs de financement du secteur, eux-mêmes associes à des « fonds» ou caisses différents.*

- *le développement des mécanismes de partage des risques et de financement de la santé.*

- *Il est enfin prévu la création d'un Fonds Provincial de Solidarité Santé (FPSS) qui «centraliserait les ressources disponibles pour la CMU provinciale» et redistribuerait les subventions aux différents fonds (aide médicale, fonds secteur public, éventuellement les mutuelles) ainsi qu'aux prestataires de services (subvention vers l'offre).*

- *et l'amélioration de la gestion des ressources financières dans les services et formations sanitaires.*

Pour veiller à une bonne gestion des ressources, quelques arrangements institutionnels sont prévus, notamment : d'un Comité Provincial multisectoriel de Pilotage de la CMU (CPMP-CMU) présidé par le gouverneur, des Comités Locaux Multisectoriels de Pilotage de la CMU (CLMP-CMU), présidés par le maire de la ville, ou l'administrateur du territoire, selon le cas ;



LE DÉFI DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE: ADEQUATION FORMATION-SECTEUR EMPLOI

ÉDUCATION, CULTURE, SPORT ET JEUNESSE :

ÉDUCATION, CULTURE, SPORT ET JEUNESSE :

ADÉQUATION FORMATION-SECTEUR EMPLOI, LIEN CONDITIONS PHYSIQUE ET SANTÉ ET LA CULTURE KONGO (BUKONGO);

CONTEXTE SECTORIEL

La jeunesse compose plus de 50% de la population de la province et notre avenir dépend de comment nous allons planifier leur futur.

Leur devenir passe par une bonne formation (Education) en adéquation avec les besoins du marché. Les jeunes doivent être entretenus à travers des activités physiques, plus précisément par le sport.

CONTRAINTES MAJEURES :

- Dégradation du système éducatif sur toute l'étendue de la province ;
- Dégradation des bâtiments scolaires (publics et conventionnés) et des infrastructures sportives;
- Chômage.
- Négligence des activités sportives en général (tous les sports organisés en club);
- Recul de la connaissance de la culture Kongo (langue, traditions, histoire,...);
- Dépravation des mœurs surtout chez les jeunes (drogues, prostitutions, pas d'occupations utiles);
- Criminalité

POTENTIALITÉS AU KONGO CENTRAL

La jeunesse constitue 60% de la population

- Révision et amélioration du système éducatif sur toute l'étendue de la province ;
- Mise en place d'une politique de rénovation des écoles héritées de notre passé colonial) ;
- Relance des Bibliothèques scolaires (fixes et mobiles) ;
- Création de la Maison de Culture Kongo (bibliothèque) : enseigner l'histoire et les valeurs des Kongo, retransmettre à la jeunesse la fierté d'être Kongo, enseigner le Kikongo
- Relancer une politique d'incitation au sport scolaire (tournois : tous les sports) ;
- Ecoles de foot dans chaque district (réhabilitation des stades, compétition pour les meilleurs) ;
- Récupération des jeunes à travers des activités d'utilités publiques (stages qualifiants : assainissement du milieu, environnement, maintenance des outils agricoles, petits métiers...).
- Développé une collaboration entre les universités et les instituts supérieurs de la province : Université KONGO, Université KASAVUBU, Université Protestante de KIMPESE, ISP MBANZA-NGUNGU...

NOTRE PLAN

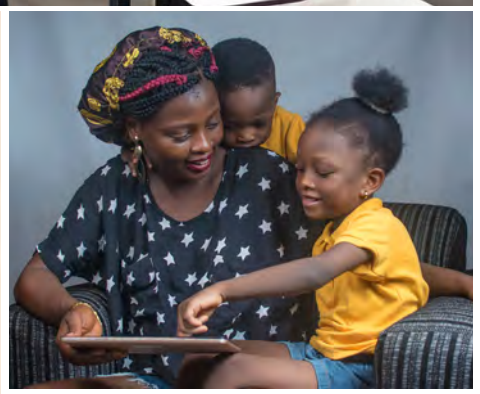
Notre plan pour l'Education, la Culture, le Sport et la Jeunesse consistera prioritairement à se concentrer sur les efforts d'amélioration de ce dont nous avons hérité.

Les forces vives de notre province sont sacrifiées depuis des années et nous sommes décidés à remettre les jeunes au centre de nos préoccupations afin qu'à travers un plan ambitieux, ils puissent s'épanouir et nous succéder efficacement selon les secteurs qu'ils auront choisis.

Pour y arriver, nous allons travaillé, avec l'aide des représentants du peuple, sur chaque territoire, à travers les structures traditionnelles qui collaborent avec l'Etat : Les écoles, les Universités, les églises (catholiques, protestantes, kimbanguistes et les autres sensibilités spirituelles) à emmener à exécution notre plan.

OBJECTIFS :

- Promouvoir durablement les activités d'apprentissage de nouvelles qualifications à travers les structures scolaires et universitaires ;
- Favoriser les différentes formations en continue (enseignants, éducateurs, fonctionnaires, employés attachés aux services publics, les "PERCI"...) afin de relever le niveau général des compétences dans la province ;
- Réhabiliter et entretenir les différentes compétitions scolaires et universitaires qui ont permis de dénicher des talents (en même temps que cela maintien la bonne santé des athlètes).
- Lutter contre l'ignorance en mettant en place, progressivement des MCK (Maison de la Culture Kongo) d'abord dans les grands centres, les universités, puis dans les écoles à travers des bibliothèques mobiles.
- Enfin, pour le sport roi, nous allons mettre en place 3 centres de formation (Ecole de Foot) dans chaque district.
- Création des emplois pour les jeunes, faciliter l'integration des meilleurs étudiants dans des programmes de stages professionnels et de bourses internationnales
- Création des nouvelles infrastructures scolaires primaires afin de combler le déficit infrastructurel relatif à la gratuité de l'enseignement.



APPROCHE STRATEGIQUE :

PHASE 1,

PROGRAMME D'URGENCE

(100 -200 JOURS) :

MISE EN PLACE DES FORMATION DES FORMATEURS SELON LES BESOINS DÉTECTÉS

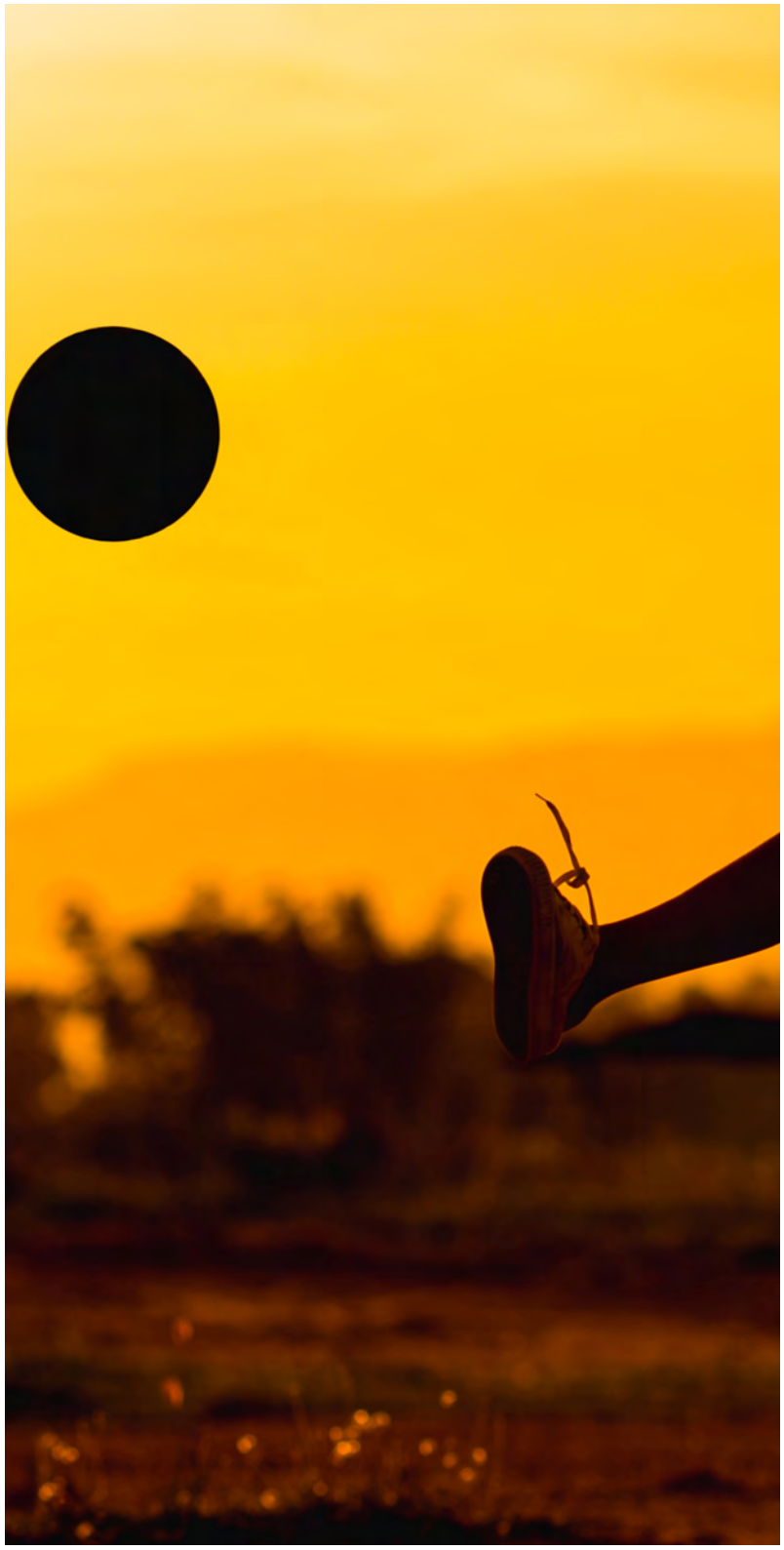
Mise en place du programme d'urgence

1. Réhabilitation, rénovation et construction des écoles dans les 3 districts
2. Aménagement des bibliothèques, des espaces publics et des maisons de culture Kongo dans les 3 districts ;
3. Aménagement des salles de sport dans les 3 districts.

APPROCHE STRATÉGIQUE :

PHASE 2 ,

DÉPLOIEMENT ET SUIVI DU PLAN EN FONCTION DES PARTICULARITÉS DE CHAQUE DISTRICT (TERRITOIRE)



DÉVELOPPER DE NOUVELLES FILIÈRES ADAPTÉES AU POTENTIEL ÉCONOMIQUE DE LA PROVINCE : ECOLE DE GÉOLOGIE, ÉCOLES DES MINES, ÉCOLE DE NAVIGATION, ÉCOLES DE PÊCHE.

1. Relever les besoins de renforcement des capacités par district (par territoire) ;
2. Mettre en place les programmes de formation avec des formateurs qualifiés ;
3. Travaux d'achèvement du stade Lumumba et du Stadium de Inkisi
4. Travailler avec les Proved pour relancer les programmes de sport scolaires ;
5. Travailler avec les églises et les a.s.b.l pour répertorier les jeunes qui pourront être récupérés pour intégrer des programmes de SN (formations diverses en petits métiers à débouchés et impact direct sur la communauté) ;
6. L'école de Foot provincial (ou faciliter l'installation des écoles de football avec les universités afin de concrétiser l'adequation entre la formation et les besoins du marché.
7. Déploiement des Maisons de la Culture Kongo après le projet pilote dans un des districts : construction de deux autres et renforcement des bibliothèques scolaires et communautaires avec l'appui des partenaires locaux (bureaux des territoires, églises, asbl, ong...)
8. Déploiement des compétitions interscolaires et interuniversitaires avec à la clé des remises de prix pilotés par le gouvernement provincial à travers ses représentations au niveau des territoires.
9. Orientation et Insertion des jeunes formés aux petits métiers : déploiement des plus performants vers les services de soutien à l'agriculture et à la petite industrie : ITAV (fabrication et maintenance des outils, des machines, conducteur de tracteurs, mécaniciens, électriciens, électroniciens,...). Pousser les jeunes à se regrouper en micro-entreprises pour être plus utiles et efficaces pour leur communauté ;
10. Maintenir les programmes de formations en

Travaux d'achèvement des travaux du stade de Lumumba

Stadium de Kisantu en construction

continue pour le recyclage et la mise à jour des différents groupes formés.

PHASE 3 ,

PÉRENNITÉ DES ACTIVITÉS MIS EN PLACE DANS CES SECTEURS

1. Renforcement des capacités permanent des agents de l'Etat (fonctionnaires et auxiliaires...)
2. Garantir le renouvellement des livres des MCK grâce aux collaborations culturelles avec des institutions internationales (CWB, Maison de France, Centre Cervantès, Centre Confucius...) ; encourager les écrivains Kongo et congolais.
3. Faciliter le fonctionnement des Ecoles de sport provinciales : développer des filières sport-études.
4. création des incubateurs

VIVRE À NOUVEAU EN PAIX...

SÉCURITÉ & JUSTICE

PROGRAMME DU CANDIDAT GOUVERNEUR GUY BANDU

POLICE

LE DÉFI SÉCURITAIRE :

CONTEXTE :

Jadis havre de paix, la terre non violente du prophète Simon Kimbangu est aujourd'hui confrontée à une crise sécuritaire multiforme liée entre autres au chômage , aux tensions politiques exacerbées par certains leaders de partis mais aussi à la présence d'éléments en uniforme incontrôlés.

Les cas d'incendies accidentels à répétition dans les quartiers populaires de la province sont légions sans qu'aucune intervention efficace ne soit organisée.

Des conflits frontaliers, aux incursions ponctuelles de groupuscules rebelles en passant par le petit banditisme, la criminalité dans les principales cités mais aussi le banditisme armé le long des axes routiers ainsi que les cas de pêcheurs régulièrement arraisonnés par la marine angolaise , la province du KC a besoin d'une profonde réforme/réorganisation de son appareil sécuritaire

Ce dernier est caractérisé par l'insuffisance des effectifs et par un manque de dotation en équipement de sécurité. et de protection.

Par ailleurs , la sécurité routière est une cause importante de mortalité des adultes de plus en plus préoccupante . En effet , Ils meurent sur nos routes en moyenne plus de 700 personnes par an . Ce chiffre est très alarmant comparativement à d'autres villes d'Afrique (649 au Sénégal, en 2021) .

C'est presque autant de décès enregistrés dans les zones de conflit à l'Est du pays.

Avec cela, l'insécurité sur nos routes se classe comme l'une des premières causes de décès chez l'adulte au Kongo Central. Voyager sur notre nationale numéro 1 est un DANGER !!! Il n'est pas normal que nos mamans commerçantes perdent la vie lors de leurs activités quotidiennes pour la subsistance surcharges des véhicules, aux excès de vitesse, au mauvais état des véhicules, à l'absence de signalisation et d'éclairage, en état d'ivresse des chauffeurs, peuvent être évités, limités , contrôlés...,.

Quand on pense que ces accidents sont principalement dus aux surcharges des véhicules, les accès de vitesse, le mauvais état des véhicules, la conduite en état débriété des chauffeurs peuvent être évités , limites , contrôles..., l'absence de signalisation et d'éclairage, le non port systématique des casques pour les motocyclistes.

La sécurité sur nos routes et principalement sur la RN1 sera l'une de nos priorités avec comme objectif **ZERO DECES SUR LA RN1** parce que chaque vie compte.

OBJECTIFS :

- Réorganiser le système sécuritaire de la Province du Kongo Central
- Former et recycler nos forces de l'ordre
- Professionnaliser notre police de proximité
- Lutter contre le grand banditisme
- Lutter contre les bandes armés et les coupeurs de route
- Promouvoir la sécurité routière sur nos axes principaux
- Créer un système d'information unique sur l'étendue de la Province
- Prévenir les conflits frontaliers avec les pays voisins
- Faire un plaidoyer pour une augmentation des effectits.

APPROCHE STRATÉGIQUE :

PHASE 1 :

100-200 JOURS :

SÉCURITÉ ROUTIÈRE , PETIT BANDITISME ET CRIMINALITÉ

RÉORGANISATION/ RENFORCEMENT DE L'APPAREIL SÉCURITAIRE/ SYSTÈME SÉCURITAIRE

- Réunion du conseil de sécurité : briefing sécuritaire 2-3x / semaine et conseil de sécurité élargi
- Recensement et formation des unités de police dans le KC :
- Equipment en moyen de déplacement et de communication ;
- Renforcement des capacités de la Police de proximité
- Renforcement des capacités du renseignement militaire et ANR : contrôle des flux migratoires, contrôle identité et lieu d'hébergement temporaires
- Éducation et civisme dans les camps militaires
- Gestion du mouvement des armes
- Réorganisation du système carcérale : sécurité des prisons

LUTTE CONTRE LE GRAND BANDITISME : KULUNAS

- Cartographie des bandes et identification des meneurs des gangs et transfèrement dans des centres de rééducation militaire , service nationale
- Sensibilisation de la communauté a s'impliquer dans la lutte contre le banditisme notamment par la dénonciation
- Implication des chefs de quartier
- Organisation de bouclage, de patrouilles, ratissage porte à porte à la recherche d'armes à l'improviste ;
- Amélioration de l'éclairage public
- Lutte contre le trafic de substances illicite et la consommation de drogues : « nganda ya diamba , nkamuna »
- Mise en place d'unités d'intervention rapide

SÉCURITÉ ROUTIÈRE :

- Signalisation et traçage de/ marquage au sol le long de la Nationale numéro 1
- Recyclage des chauffeurs POIDS LOURDS
- Recensement et identification des transporteurs ainsi que les types de véhicules autorises à transporter les commerçants ;
- Respect de la législation des transporteurs des produits inflammables
- **Respect strict du comportement citoyen sur la RN1 avec une TOLERANCE ZERO pour tout acte de non-respect du code le route**
- Affichage de panneaux de Limitation de vitesse,
- Aménagement de bandes d'arrêts d'urgence afin d'éviter les stationnements sur la chaussée ;
- Contrôle technique obligatoire : signaux de détresse (triangle), extincteurs...
- Brigade routière statique et mobile équipe, alcotest et amende en cas de conduite en état d'ébriété
- Campagne de civisme sur la route
- Mise en place d'une police d'Assurance obligatoire spéciale transporteur pour tous les véhicules afin d'assurer une prise en charge des blesses en cas d'accident
- L'accès à des facilites de crédits pour les transporteurs

APPROCHE STRATÉGIQUE :

PHASE 2 :

SÉCURITÉ DE FRONTIÈRES TERRESTRES ET MARITIMES, SÉCURITÉ ANTI-INCENDIE

- Création d'un fichier provincial de police informatise

SÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES : TERRESTRE ET MARITIME

- Organisation , formation et équipement ;
- moyens de communication et de déplacement
- Implication des chefs de collectivité , de chefs de quartier

RÉORGANISATION DE NOTRE POLICE MARITIME : FORMATION ET ÉQUIPEMENT

SÉCURITÉ ANTI-INCENDIE :

- statistiques ,
- Réorganisation de la police anti-incendie (formation et équipement) : un camion anti-incendie , extincteurs

Justice

VERS PLUS D'ÉGALITÉ ET D'ÉQUITÉ POUR TOUS AFIN DE GARANTIR LA PAIX SOCIALE ...

CONTEXTE SECTORIEL

Malgré les réformes engagées par le Gouvernement de la République, d'importants

dysfonctionnements ont été constatés.

C'est dans ce cadre qu'en 2015, se sont tenus les états généraux de la justice qui ont identifié des défis persistant et impactant négativement les performances du secteur, à savoir :

1. Indépendance du pouvoir judiciaire ;
2. Lutte contre la corruption et l'impunité ;
3. Organisation et la compétence judiciaires ;
4. Organisation des professions judiciaires et du personnel administratif ;
5. Sécurité juridique d'investissements ;
6. Justice pénale et l'administration pénitentiaire ; ainsi que
7. Planification, coordination, suivi des reformes et financement de la justice.

OBJECTIFS SECTORIELS

La politique du Gouvernement provincial dans ce domaine consiste à :

Objectif 1 : Garantir l'accès au droit et à une justice de qualité pour tous

Objectif 2 : Garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire

Objectif 3 : Garantir la performance du Ministère de la Justice et des Droits humains

Objectif 4 : Garantir une justice fondée sur le respect de la dignité humaine

Pour garantir une justice fondée sur le respect et la dignité humaine, voici ce que le gouvernement provincial du Kongo Central va mettre en place :

- **Protection, assistance des détenus :**
  - **Nourriture convenable ;**
  - **Accès aux soins de santé ;**
  - **Accès à la scolarité ;**
  - **Accès aux avocats commis d'office ; etc.**

L'incarcération des mineurs!

Le caractère illégal et arbitraire de l'incarcération des enfants en RDC est consacré par la loi mais son application n'est nullement respectée.

Avec la Politique nationale de réforme de la justice (PNRJ 2017-2026), nous sommes appelés à la mettre en œuvre sans délai, en insistant particulièrement sur :

1. La rénovation des infrastructures pour une bonne administration de la justice juvénile ;
2. La construction, la réhabilitation et l'équipement des EGEE en ateliers de formation (INPP, Service National) ;
3. L'attention à porter à la conception et au mode de gestion de ces établissements (nourriture, soins médicaux,...).

RECHERCHE ET LES NTIC

PROMOUVOIR LA RECHERCHE ET VULGARISER LE NUMÉRIQUE ;

CONTEXTE SECTORIEL

La recherche et les NTIC sont aujourd'hui liées étroitement car les nouveautés scientifiques nous parviennent par la voie des technologies de l'information et de la communication.

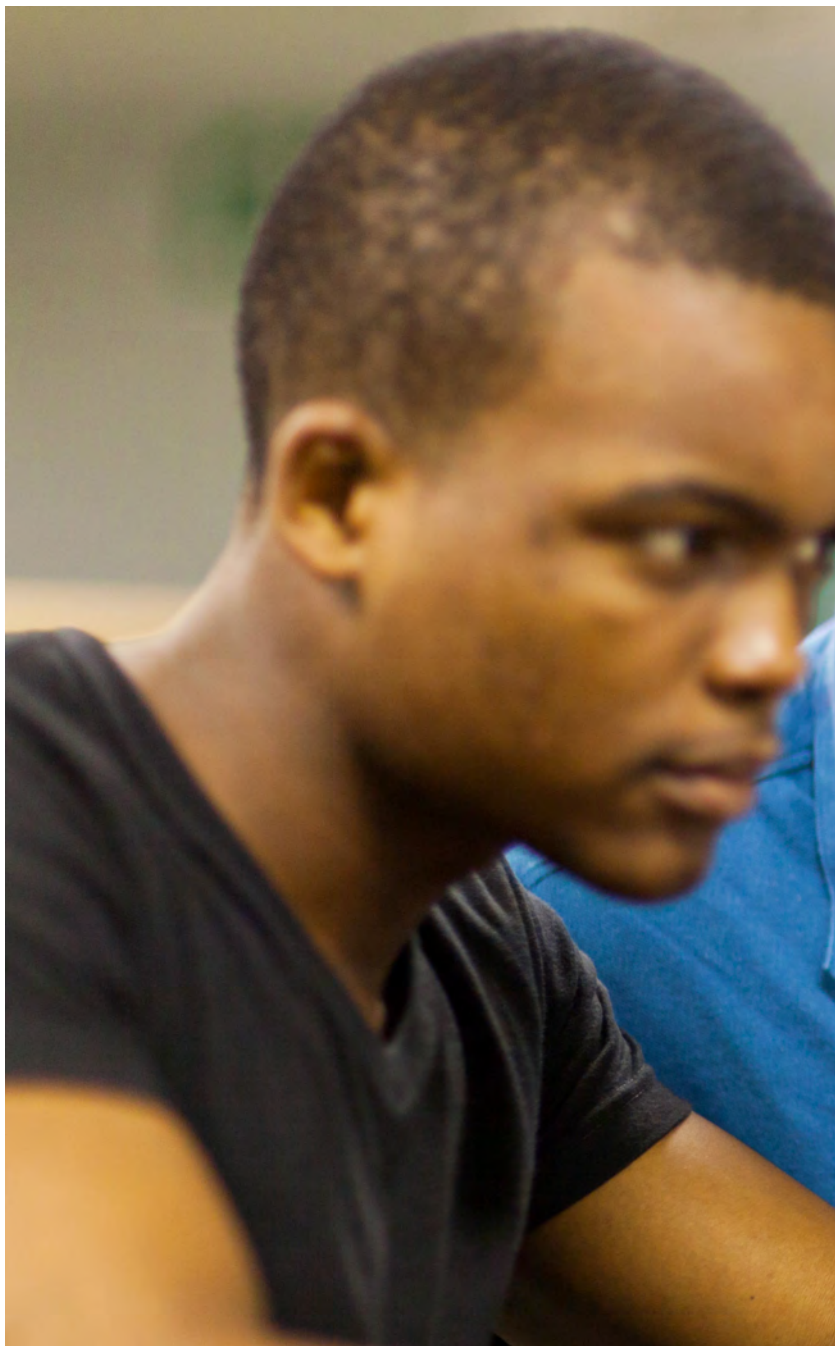
Lier les deux est pour nous une conséquence logique car les universités (lieux de recherche) sont très demandeuses d'information et ont un besoin élevé d'échanges sur le plan mondial par le biais des supports de collaboration.

COMMENT Y PARVENIR DANS LE CONTEXTE ACTUEL ?

Sur le plan institutionnel, « la réforme du secteur des Postes et Télécommunications est l'un des premiers chantiers de réformes sectorielles mises en œuvre par le gouvernement ».

Dans l'exercice 2015-2016, le gouvernement congolais s'est proposé le nouveau Plan National Stratégique de Développement (PNSD) pour l'ensemble des secteurs publics d'activités. Le Livre 2 (Chapitre 9) du PNSD est consacré à « l'Économie numérique & Poste » pour la promotion de laquelle il a défini 6 axes principaux ci-après :

- Généralisation de l'accès aux réseaux et services numériques en RDC (accès réel) ;
- Développement de la production et de l'offre des outils numériques en RDC ;
- Développement et diversification des usages et services numériques en RDC ;
- Développement de l'industrie numérique locale ;
- Constitution du capital humain ;
- Instauration de la confiance numérique



OÙ EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI ?

Le contexte général du pays présente de nombreux défis pour la transformation numérique. Il en est ainsi du faible taux de couverture énergétique qui impacte non seulement les projets d'industrialisation, mais aussi le développement du pays, y compris son développement numérique.

Malgré l'absence des diverses incitations, le secteur des télécommunications et des services à valeur ajoutée fait montre d'une vitalité économique encourageante. Le paradoxe du progrès reste néanmoins à appréhender, quant au cadre général des innovations, aux impacts environnementaux des TIC, aux appréhensions et résistances culturelles, aux conséquences sanitaires du Numérique, ...

CONTRAINTES MAJEURES :

- Projet de recherche limité au niveau des universités provinciales de même que pour les recherches appliquées (agricole, scientifique,...) ;
- Très grande fracture numérique (pénétration très timide de l'internet) ;
- Faible nombre de personnes qualifiées dans le secteur du numérique,...
- Infrastructure du digital entre les mains de privés ;
- Faible disponibilité de l'énergie pour le fonctionnement de l'infrastructure numérique ;

NOTRE PLAN

Notre plan pour la Recherche et le NTIC consistera prioritairement à Faire du Numérique congolais un levier d'intégration, de bonne gouvernance, de croissance économique et de progrès social

Pour y arriver, notre cible sera essentiellement de nous mettre en phase avec le Programme National du Numérique (Horizon 2025) qui est assez ambitieux pour que la province en profite efficacement.

OBJECTIFS :

Nous allons d'abord identifier les piliers et les orientations stratégiques :

Infrastructures

- *Infrastructures large bande,*
- *Centres de données sécurisés,*
- *Incitatifs d'accès à la révolution connectée ;*

Usages applicatifs

- *Culture du Numérique,*
- *e-Administration,*
- *Sécurisation des usages ;*

Contenus

- *Industrie locale du Numérique,*
- *Capital humain et leadership,*
- *Mégadonnées (Big Data, Open Data) ;*

Gouvernance - Régulation

- *Cadre légal,*
- *Interrégulation,*
- *Cybersécurité.*

Avec la construction de la ligne intérieure de la fibre optique, nous avons plusieurs opportunités pour que la main d'œuvre locale puisse bénéficier du travail : le kongo Central a une distance utile de +/- 1008 km de câble en fibre optique à déployer, ce qui implique des travaux de génie civil à grand renfort de main d'œuvre dans les territoires où passera le boulevard de la connexion Internet.

Tableau 1 : Tracés des axes (futurs) de déploiement de la fibre optique en RDC (30.648 km)

N° AXE	DESIGNATION	DISTANCE (km)	DISTANCE TOTALE (km)	OBSERVATION
AXE 1 : BAS-CONGO (Accès international : MUANDA sur WACS)				
1.1	KINSHASA-KASANGULU-KISANTU-KIMPESE-SONGOLOLO-MATADI - BOMA-MOANDA	30-29-44-57-61-54-75	350	Autoroute internationale
1.2	BOMA-LUKULA-TSHELA-SEKE BANZA –KITATA-INGA	50-47-58-33-20	208	
1.3	KISANTU-MBANZA NGUNGU-LUOZI-TSHELA	42-78-135	255	
1.4	KISANTU-KIMPEMBA-KINVULA-POPOKABAKA-KASONGO LUNDA-FESHI-KIKWIT	48-70-77-103-161-145	604	

APPROCHE STRATEGIQUE :

PHASE 1 :

PROGRAMME D'URGENCE :

(100 -200 JOURS)

VULGARISATION DES NTIC ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

- **Mise en place d'un plan d'urgence de facilitation de renforcement des capacités numériques dans les 10 territoires**

1. Renforcement des capacités en équipement;
2. Renforcement des capacités des fonctionnaires provinciaux (tous les secteurs : en commençant par la formation des formateurs) ;
3. Mise en place d'une politique de baisse de taxes à l'importation de certains équipements informatiques ;
4. Mise en place des Politiques d'incitation à la vulgarisation de l'Internet (écoles, universités, administration publiques, ...) ;
5. Prise de contact avec les équipementiers (HP, IBM, ...), les fabricants de logiciels... pour signer des contrats pour la réduction des prix.

PHASE 2,

DÉVELOPPEMENT DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ADAPTÉE DE LA PROVINCE DU KONGO CENTRAL : SMART CITY CONCEPT

Construire de nouvelles formes de partenariats public-privés entre collectivités et startups/entreprises numériques :

1. Transformation numérique Smart City
2. Economiser les ressources
3. Transformation numérique smart territoire
4. Imaginer de nouveaux services publics par le numérique

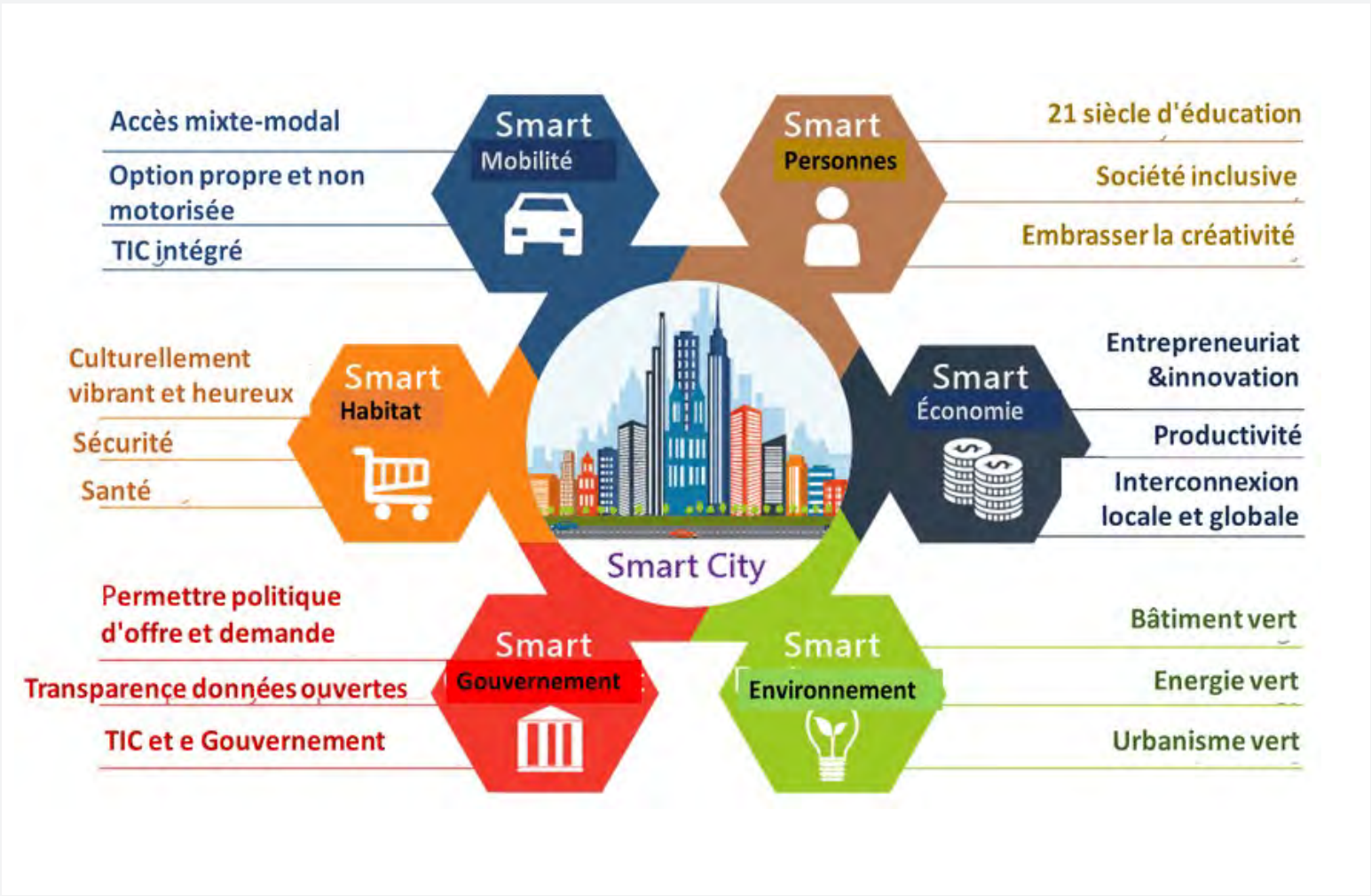
- **Transformation numérique smart city**
  1. Faciliter le quotidien des administrés
- **Innovation-locales**
  1. Valoriser le savoir-faire et les innovations locales

PHASE 3 :

PROMOTION DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION À TRAVERS LES NTIC (PÉRENNISATION) PAR L'EXÉCUTION DU PROJET PILOTE : MATADI SMART CITY PROJECT

- État des lieux et Table ronde des grands décideurs socioéconomiques impactés par la recherche et les NTIC ;
- Favorisation du transfert des compétences auprès des acteurs (universités, businessmen, entreprises publiques et privées, société-civile...) grâce à des contrats avec les fabricants;
- Elargissement du Réseau des connexions vers des villes secondaires (Muanda, Boma, Kimpese, Mbanza-ngungu, Kisantu, Kasangulu...) ;

Exécution Matadi Smart City Project :



ENVIRONNEMENT, FORÊTS, EAUX ET BIODIVERSITÉ

PROMOTION DE BONNES PRATIQUES (COP 26)

ENVIRONNEMENT, FORÊTS, EAUX ET BIODIVERSITÉ

PROMOTION DE BONNES PRATIQUES (COP 26)

CONTEXTE SECTORIEL

La RDC est comptée parmi les 16 pays du monde qualifiés de méga biodiversité. Sa superficie de 2 345 000 km² et, ses forêts représentent un biome qui recèle des habitats importants en termes de la diversité biologique. Elles couvrent près de 67 % de l'étendue nationale qui, sur le plan mondial, représente 10% celles de l'Afrique.

Le Programme National Environnement, Forêts, Eaux et Biodiversité (PNEFEB2) constitue le cadre stratégique global d'intervention dans les secteurs de l'environnement, des forêts, des ressources en eau et de la diversité biologique pour la période 2014-2020

Les efforts accomplis par la RD Congo pour la réalisation des objectifs d'Aichi vont dans le sens de la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts ainsi que de la conservation et de la gestion durable de la biodiversité.

EN CE QUI CONCERNE LE KONGO CENTRAL, NOTRE INTÉRÊT EST DANS LA FORÊT DU MAYOMBE QUI EST SITUÉE DANS LE DISTRICT DU BAS-FLEUVE. ELLE LONGE LA RIVE DROITE DU FLEUVE CONGO, S'ÉTEND DU NORD DE BOMA VERS L'ENCLAVE DE CABINDA EN ANGOLA VERS L'OUEST ET SE PROLONGE AU NORD VERS LA RÉPUBLIQUE DU CONGO (CONGO BRAZZAVILLE) ET LE GABON.

Cette forêt englobe quatre territoires du Bas-fleuve et de Boma, à savoir : Lukula, Seke-Banza, Muanda et Tshela.

Les forêts du Mayombe ont une flore riche et diversifiée. En dépit de la dégradation, il existe encore dans certaines parties, une importante richesse floristique, essentiellement là où la forêt n'est pas fortement dégradée ; c'est-à-dire, dans le secteur de Maduda et Nganda – nsundi dans le territoire de Tshela où l'on trouve la montagne de Madia-Koko prévue pour abriter une réserve transfrontalière.

En plus de cela, c'est dans **la Réserve de Biosphère de Luki, d'une superficie de 33 000 hectares constitue la pointe la plus australe d'une ancienne forêt primaire, et est classée réserve de biosphère depuis 1976 par l'UNESCO.** On y trouve la plus grande diversité floristique, incluant plusieurs essences commerciales telles que les Limba, Iroko, Tola, etc.

La forêt du Mayombe abrite également le Parc Marin de Mangrove (PMM) qui comporte une flore caractéristique avec des espèces comme le palétuvier noir et le Racemosa germinans.

Les forêts du Mayombe avaient autrefois une grande richesse faunique. Cependant sa dégradation suite à l'augmentation des habitants a provoqué une défaunation considérable. À présent, seule la réserve de Biosphère de Luki contient encore un échantillon plus ou moins représentatif de cette faune, malgré les menaces qui pèsent sur cette réserve MAB (Man and Biosphere) de l'UNESCO.

Déforestation

La Coalition contre l'exploitation du bois d'œuvre (CNCEIB) en collaboration avec Action communautaire pour le développement durable (ACDD) ont tiré la sonnette d'alarme sur la menace de déforestation dans le Mayombe au Kongo-Central. Ces structures qui militent contre la déforestation interpellent les autorités qui facilitent l'abattage des arbres dans la réserve de biosphère de Luki dans la forêt de Mayombe.

Les statistiques disponibles sur le niveau de la déforestation place le Kongo Central comme la province où la forêt a té la plus exploitée de toutes les provinces avec un taux de déboisement annuel de 0,6%

GRAND CALAO

NOTRE PLAN

Notre plan pour ce secteur consistera prioritairement à continuer les efforts de lutte contre la déforestation qui est un phénomène se retrouvant dans tous les 3 districts. Mettre en place des politiques éprouvées d'amélioration de l'envronnement et de la biodiversité de la province du Kongo Central.

OBJECTIFS :

Créer des emplois verts et assurer la croissance à travers les technologies et des solutions propres dans les 10 ans qui viennent au Kongo Central ;

- Améliorer la gouvernance du secteur
- Assurer une gestion durable de la forêt et inverser la tendance actuelle de la déforestation - Réduire les effets néfastes des retombées de l'exploitation forestière sir la population autochtone;
- Développer la chaînede valeur TPPB (TransformationPlus Poussée du Bois)

Renforcer les entités provinciales en charge de l'environnement pour gérer l'effort de mise à niveau de la province

Ces efforts seront centrés sur les 10 territoires :

- Politique de reboisement systématique de nos forêts et savanes (programme avec les écoles et les universités : une graine -un arbre)
- Sensibilisation en rapport à la protection de l'environnement dans les écoles
- Renforcement des capacités des agents environnementaux (formations, mobilité...) ;
- Mise en place d'une Taxe perçue sur la pollution : paiement des services de gestion des déchets ;
- Les biosphères de la province à protéger, réhabiliter et rentabiliser ;
- Mise en place d'unités territoriales de gestion de déchets (projet pilote, court et moyen terme sur les 10 territoires).

CONTRAINTES MAJEURES :

- Pollution très élevée des rivières et du fleuve
- Pollution de l'air par l'industrie (cimenterie, ...)
- Non application de politique de reboisement systématique de nos forêts ;
- Manque d'éducation de la population par rapport à la salubrité ;
- Présences de décharge non contrôlées dans la province;

APPROCHE STRATEGIQUE :

PHASE 1,

PROGRAMME D'URGENCE

(100 -200 JOURS) :

PROMOTION DE BONNES PRATIQUES

1. Lutter contre les érosions de la **côte de Muanda** : coordonner une réponse efficace entre différents acteurs impliqués dans la protection de notre estuaire. Mur par gabionnage (limiter les effets de l'érosion et de l'élévation du niveau de la mer) et planter les palétuviers.
2. Lutter contre l'érosion de **Mbanza Ngungu**
3. Lutter contre les inondations de la rivière **Kalamu** : un travail d'entretien du lit de la rivière doit être fait avec régularité.
4. Lutte contre la Pollution des industries cimentières et pétrolières : surveillance environnementale et épidémiologique des conséquences de la pollution sur le sol, faune, flore et les humains dans les **Cataractes et la ville de Moanda**
5. Redynamisation d'un cadre de planification des fonds extérieurs et intérieurs destinés à l'environnement, les forêts, les eaux et la biodiversité ;
6. Redynamisation des cadres de concertation entre institutions, PTF et fédérations des entrepreneurs œuvrant dans le secteur de l'environnement en général ;
7. Création d'un fonds de gestion pour la réhabilitation des services d'hygiènes urbains et pérenniser les acquis des programmes «Villages Assainis» ;
8. Encadrement, recyclage et mise à jour de la formation des agents de l'état œuvrant dans le secteur de l'environnement ;
9. Redynamisation des structures d'encadrement des activités artisanales à impact sur l'environnement ;
10. Redynamisation des projets REDD en cours d'exécution.

PHASE 2,

DÉVELOPPEMENT DES DIFFÉRENTES CHAÎNES DE VALEURS LIÉES À L'ENVIRONNEMENT

- Redynamisation des projets abandonnés ayant eu un impact positif sur l'environnement et la biodiversité dans la province, en prenant soin de travailler sur les 10 territoires.
- Organisation d'un réseau de collecte , tri et traitement des matières plastiques et autres métaux polluant.

PHASE 3 :

PROMOTION DES POLITIQUES À FORT IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

- Recensement des communautés villageoises réceptives aux actions environnementales ;
- Création des unités de gestion des déchets près des agropoles dans les zones de production.

TOURISME

MIEUX VENDRE LE KONGO CENTRAL.

APPROCHE STRATÉGIQUE :

TOURISME

MIEUX VENDRE LE KONGO CENTRAL.

CONTEXTE SECTORIEL

Toute l'économie de la province du Kongo Central tourne autour du port de Matadi et celui de Boma. Pourtant, ses potentialités touristiques peuvent favoriser la diversification des sources de revenus.

Nous avons remarqué que malgré les efforts du gouvernement central pour booster ce secteur, il n'a pas encore pris son envol

Parc marin des mangroves
Le Parc marin des mangroves est situé sur la rive nord de l'embouchure du Congo, à proximité des localités de Banana et Muanda.

CONTRAINTES MAJEURES :

- Voies d'accès à la plupart des sites touristiques inexistantes ou en mauvais états ;
- Méconnaissance des sites touristiques du Kongo Central par la population ;
- Délabrement des infrastructures hôtelières de la province ;
- Manque de politique provinciale pour stimuler ce secteur ;
- Pas de musée du Kongo Central malgré toute la richesse historique ;

POTENTIALITÉS DU TOURISME AU KONGO CENTRAL

La province a un avantage comparatif par rapport à d'autres en ce qu'elle bénéficie des infrastructures routières.

Pratiquement toutes les villes sont accessibles par route, ce qui est un atout majeur pour attirer davantage les touristes tant nationaux qu'étrangers. Bien plus, le Kongo Central, comme toute la partie ouest de la RDC, bénéficie d'une paix totale et aussi, du voisinage de Kinshasa avec ses 12 millions d'habitants, l'entrée principale des visiteurs étrangers dans le pays.

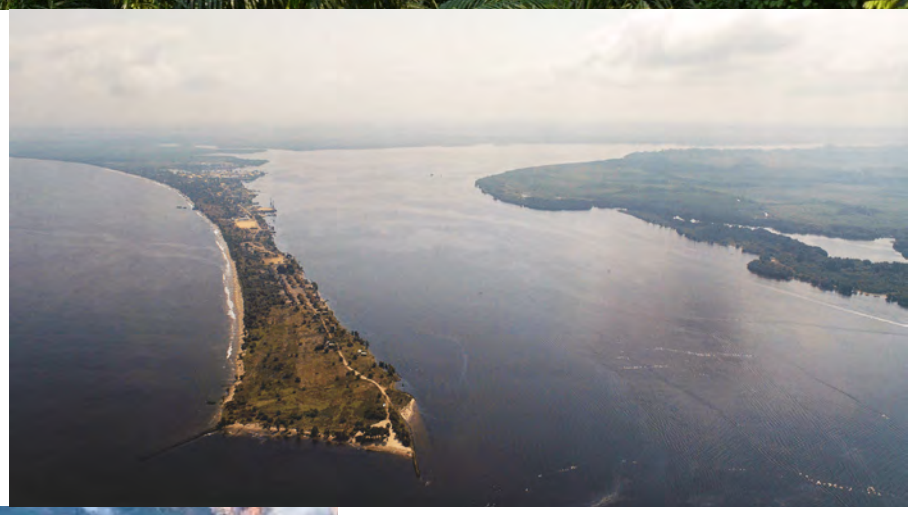
VOICI CE QUE NOUS AVONS LISTÉ À L'AVANTAGE DE NOTRE PROVINCE (4 SORTES DE PRODUITS):

1. SITES NATURELS :

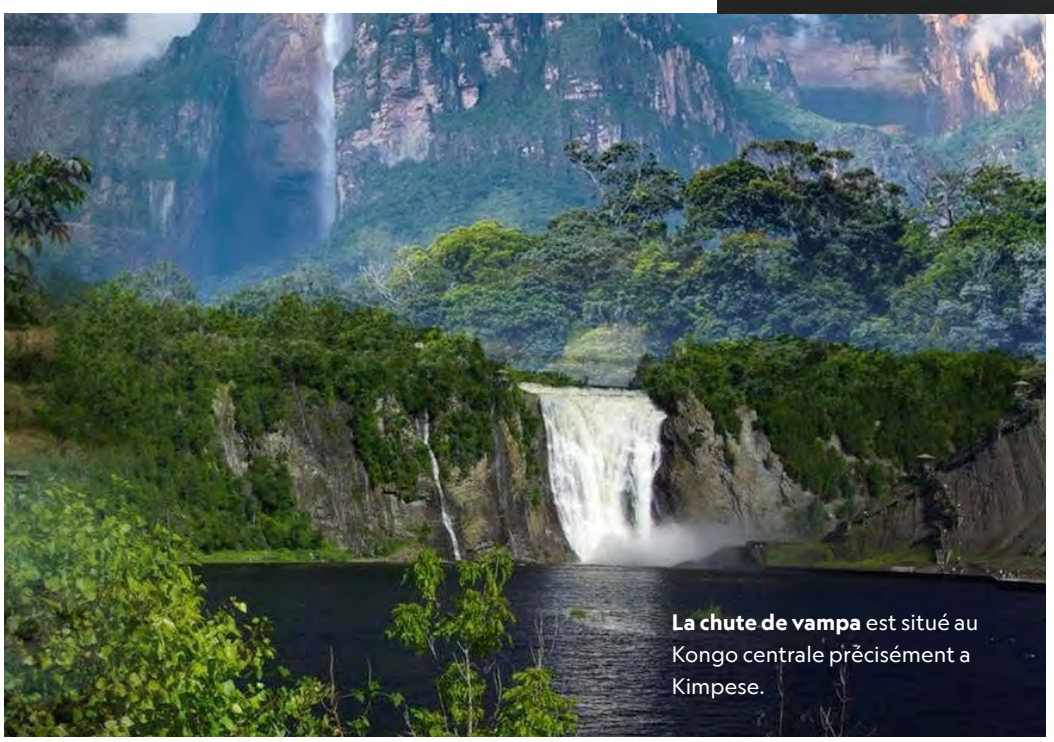
Liés à la nature et présentant des acquis historiques

- Les grottes de Lukatu où l'on trouve des poissons aveugles (à Mbanza-Ngungu)
- Les montagnes, dont Pic Cambier (Kinzau, à Matadi), le Mont Cristal
- Le Mont Bangu, qui longe tout le Kongo Central, avec sa racine remontant vers le Gabon par le plateau des Batakede Sikamatu (à 60 km de Tshela)

Grottes Lukatu
Découvertes à partir de 1915, ces grottes sont situées au sud-est de la cité. De plusieurs grottes existantes, trois seulement ont été valorisées pour protéger un spécimen rare et unique au monde, à savoir le poisson aveugle.



- Les chutes de Zongo, de Nsanga et d'Isangila
- Les chutes de Vampa (Kimpese)
- Les plages de Tonde et de Nsiamfumu (à Muanda)
- Le parc marin des mangroves (à Muanda)



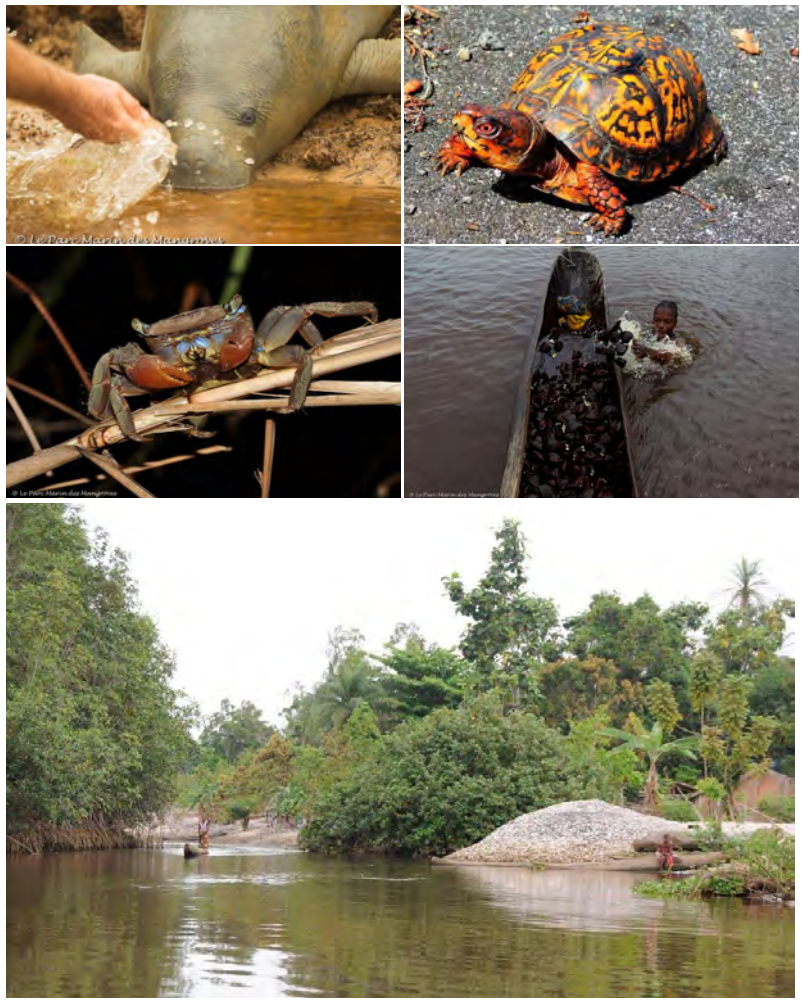
La chute de vampa est situé au Kongo centrale prĕcisément a Kimpese.

- Les sources d'eau thermales de Mbamba Kilenda (secteur de Mfidi Malele) et de Lukunga Mputu
- Le chaudron d'enfer ou Mbengo-Mbengo (sur le fleuve Congo non loin du Pont Maréchal à Matadi)
- L'embouchure du fleuve Congo (à Banana)
- Les grottes de Mbanza-Nsanda (en face de Luozi)
- La plage au bord de l'Océan atlantique.

2. SITES HISTORIQUES ET ARCHÉOLOGIQUES :

Liés à l'histoire et/ou à l'archéologie

- La cathédrale « Notre Dame de sept douleurs » abritant la tombe du 1er évêque congolais (à Kisantu)
- Le monument aux porteurs (Matadi-Mpozo)
- La première cathédrale de la République, inaugurée en 1886 (Boma)
- Les deux premières voitures importées en RDC à l'époque coloniale (épaves exposées à Boma) - La résidence du 1er gouverneur de l'Etat indépendant du Congo (Boma)



- Le Baobab de Stanley (Boma)
- Le 1er camp militaire (Boma)
- Le chalet de Stanley à Vivi, première capitale du Congo (non loin de Matadi)
- L'inscription de Diego Cao à Palabala (en amont de Matadi)
- Le cimetière des 1ers missionnaires suédois (1882 à Mukimbungu, dans Luozi)
- Les grottes de Lovo nà Nkanka II (renfermant des fossiles et outillages préhistoriques Tumba, mission catholique et centre scolaire et d'élevage où l'on retrouve des outillages préhistoriques
- Les écrits de l'explorateur Diego Cao gravés sur des pierres en aval des rapides de Yalala sur le fleuve Congo
- La première station des missionnaires protestants à Pala Bala
- La marmite et la chaîne des esclaves à Muanda.

3. SITES CULTURELS ET D'ATTRACTION :

- Le jardin botanique de Kisantu (site d'intérêt également scientifique)
- Le pont Maréchal à Matadi
- Le site Belvédère à Matadi
- La Cité sainte de Nkamba
- Le nouveau village des Bonobos à Kimwenza.

4. SITES INDUSTRIELS :

- Les barrages hydroélectriques d'Inga, de Zongo et de Nsanga
- La compagnie sucrière de Kwilu-Ngongo
- Les cimenteries de Lukala et Kimpese.

Pour exploiter tout ce potentiel au maximum, voici ce que nous allons mettre en place :

- ✓ Vulgarisation du métier de guide touristique pour augmenter la connaissance du secteur dans le Kongo Central ;
- ✓ Identification des acteurs du secteur touristique du Kongo Central ;
- ✓ Politique provinciale de facilitation pour améliorer les infrastructures hôtelières de la province (formation des gérants et personnels) ;
- ✓ Formation des acteurs du secteur touristique (Normes internationales) ;
- ✓ Collaboration avec les promoteurs du tourisme (Tours Operator, Diaspora du KC) ;
- ✓ Réhabilitation/construction des routes d'accès vers les sites (certains sites,...) ;

NOTRE PLAN

Notre plan pour les consistera à redorer son blason de ce secteur qui a fortement souffert de la pandémie de la COVID 19 et de ses effets collatéraux.

Le Kongo Central a l'avantage d'être au cœur du grand bassin du fleuve Congo, poumon de la vie sur la planète Terre. Ce positionnement unique recouvre de nombreuses richesses, patrimoines naturels et historiques méconnus, qui constituent autant d'atouts majeurs propices à de nombreuses formes et pratiques de tourisme responsable et de loisirs sains.

Dans cette perspective, la mise en tourisme de manière durable et responsable, des zones identifiées et des aires protégées, contribuera aussi à éradiquer les mauvaises pratiques de déforestation et de braconnage des espèces protégées, tout en étant source de création d'entreprises et d'emplois, au bénéfice notamment des classes sociales les plus défavorisées. De manière globale, il s'agira d'une avancée concrète dans la mise en œuvre de l'économie verte.

La stratégie ainsi élaborée offre le cadre concret d'un tourisme basé sur le marketing des territoires dont le point culminant est de partager les différents lieux et cultures de notre province. De par son caractère transversal, le tourisme sera le témoin et la pierre angulaire de la progression des réalisations du gouvernement provincial, en particulier dans le domaine des investissements structurants et dans ceux, déterminants pour notre avenir commun, de la formation des jeunes et de l'épanouissement socio-économique d'un peuple résolument ouvert sur le monde.

L'impact des stratégies mis en place sera ressenti dans tous les 10 territoires de la province.

OBJECTIFS :

Identifier les différentes sortes de tourismes à déployer dans la province et selon les particularités de nos 10 territoires :

Mettre en place des politiques d'attraction des touristes dans la province

Aménager des infrastructures touristiques dans les 3 districts

Baobab de Stanley (Boma)

APPROCHE STRATÉGIQUE :

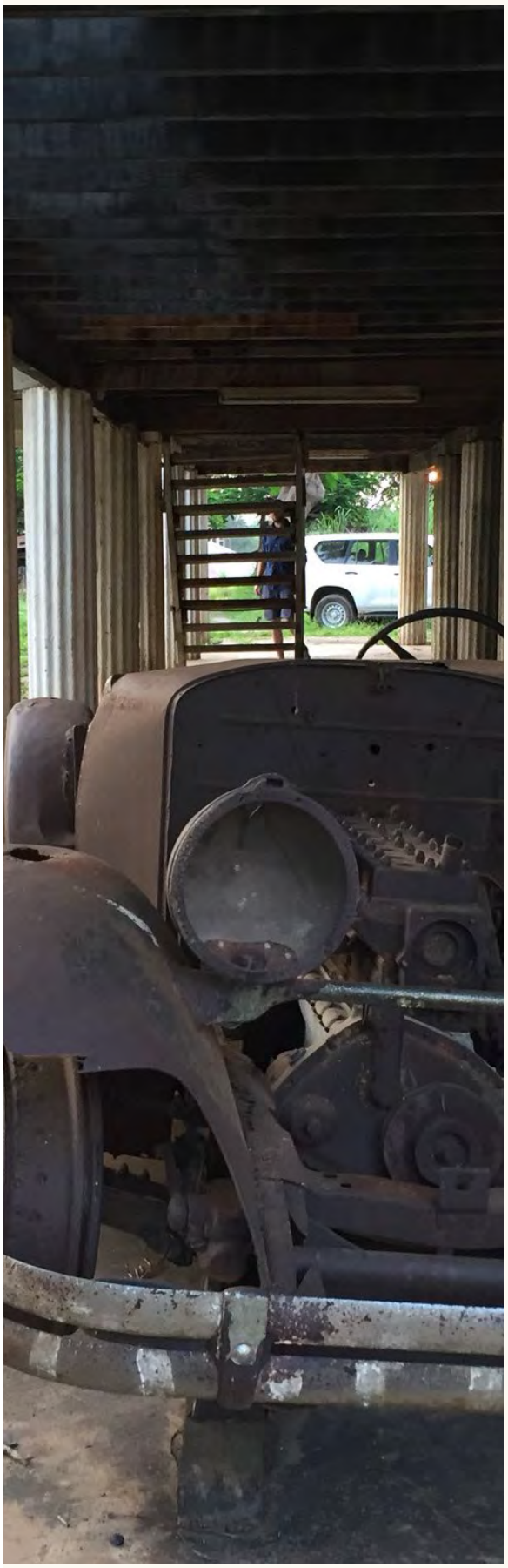
PHASE 1,

PROGRAMME D'URGENCE

(100 -200 JOURS) :

RÉORGANISATION DU SECTEUR TOURISTIQUE PROVINCIAL

- Mise en place d'un plan d'urgence de facilitation de renforcement des capacités touristiques dans les 10 territoires
- Renforcement des capacités en équipement (mobilité, communication, ...) ;
- Renforcement des capacités des acteurs du secteur (Public et privé) ;
- Mise en place d'une politique de baisse de taxes pour faciliter le développement du tourisme local ;
- Mise en place des Politiques d'incitation au marketing de la destination Kongo Central (média et autres supports de publicité, ...) ;
- Prise de contact avec les organismes et entreprises internationales pour signer des contrats gagnant-gagnant pour la modernisation du secteur touristique.



PHASE 2, DÉVELOPPEMENT DE LA TRANSFORMATION TOURISTIQUE MIXÉ AU NUMÉRIQUE

Construire de nouvelles formes de partenariats public-privés entre collectivités locales et startups/entreprises touristiques :

- Transformation du tourisme en alliant le numérique et ainsi économiser ressources
- Transformation du tourisme en alliant le service public (facilitation)
- Innovation-locales : Valoriser les savoir-faire et l'innovation locale

PHASE 3 : PROMOTION ET INNOVATION DES OFFRES TOURISTIQUES: PÉRENNISATION DES ACTIVITÉS DU SECTEUR

Le tourisme est un secteur économique qui doit devenir stratégique pour le Kongo Central. Or les entreprises du tourisme peinent à évoluer dans un contexte où le climat des affaires décourage les investisseurs.

Pour faire de notre province la première destination touristique durable de la RDC d'ici 2030, mon gouvernement présente, le plan « Destination Kongo Central » qui fixe une trajectoire de rebond et de transformation du secteur touristique, touché de plein fouet par la crise économique et la pandémie.

CE PLAN SE CONCENTRE SUR 4 AXES :

1. **Conquête et reconquête des talents : renforcer et pérenniser les emplois et les compétences du secteur afin d'améliorer l'attractivité des métiers ;**
2. **Renforcer la résilience du secteur et accompagner sa montée en qualité avec des aides spécifiques et ciblées de l'État ;**
3. **Engager la transformation durable du secteur avec des investissements dans sa mue écologique et numérique ;**
4. **Préserver et mettre en valeur le patrimoine sur l'ensemble du territoire : par un soutien de l'État aux collectivités.**

RELATIONS INTERNATIONALES

ENCOURAGER LES INVESTISSEMENTS KONGO DE LA DIASPORA : NATIONALE ET INTERNATIONALE.

CONTEXTE SECTORIEL

Selon les statistiques de la Banque mondiale, la diaspora congolaise a transféré au pays 2,1 milliards de dollars en 2019, 1,9 milliard de dollars en 2020, malgré la pandémie de Covid-19. Ce montant représente plus ou moins 4% du PIB de notre pays qui s'élevait à environ 50,4 milliards de dollars américains en 2019 contre 49,87 milliards de dollars américains en 2020".

Si on doit parler de la diaspora Kongo, elle est l'une des plus anciennes du pays et serait l'une des plus influentes si tout son potentiel était canalisé vers le développement de la province.

CONTRAINTES MAJEURES :

- Les Kongo de la diaspora ne sont pas concernés par le développement de la province (apport en industrie, partenariat et technologies) ;
- Manque de coopération régionale avec les pays voisins de l'aire Kongo (Angola-Congo et Gabon) ;
- Mouvement culturel des trois pays (avec des rencontres dans les 3 pays par intervalle) ;
- Manque de facilité pour les Mouvements religieux pour voyager (kimbanguistes, ...) ;
- Manque de relations d'affaire entre le KC et les gouvernements provinciaux de certains pays développés (Formation, technologies,...) ;Manque de Facilité pour l'installation d'investisseurs dans les secteurs décentralisés.
- Potentialités de la force de la diaspora sur la vie socioéconomique du Kongo Central
- Prévoir de mettre les Kongo de la diaspora au cœur des politique de développement de la province (apport en industrie, partenariat et technologies) ;
- Signer un accord au niveau provincial (RC – RDC – Angola- Gabon) :
- Mouvement culturel des trois pays (avec des rencontres dans les 3 pays par intervalle) ;
- Mouvement religieux à

faciliter (kimbanguistes, ...)

- Développer les relations d'affaire entre le KC et les gouvernements provinciaux de certains pays développés (Formation, technologies,...) ;
- Faciliter l'installation d'investisseurs dans les secteurs décentralisés

NOTRE PLAN

Notre plan pour travailler avec la diaspora consistera prioritairement à les rassurer sur le nouveau paradigme que nous allons introduire dans notre province bien aimée.

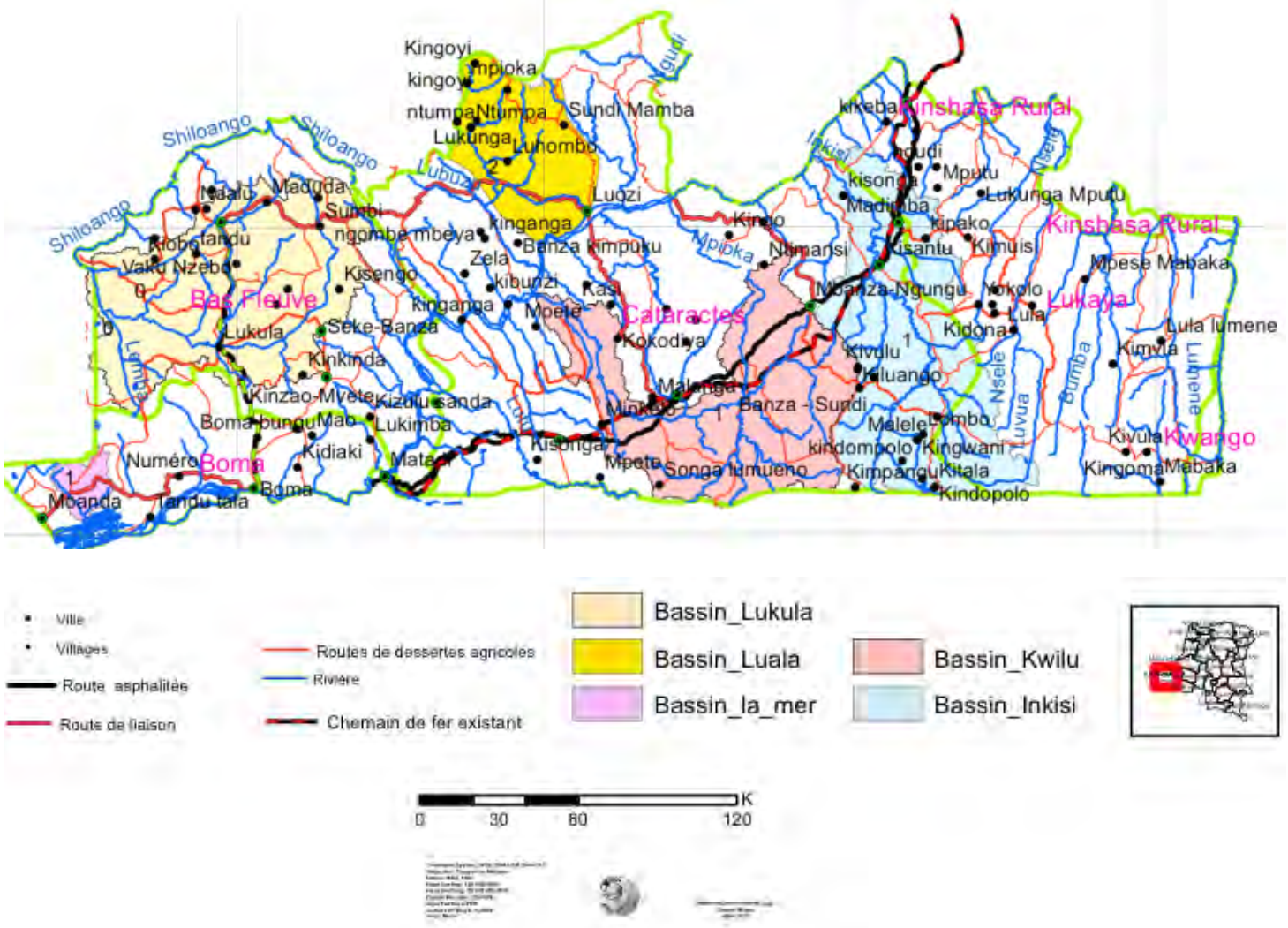
La question est de savoir quels secteurs intéressent la diaspora ?

Ce ne sont pas les opportunités qui manquent dans notre province et nous allons énumérer une petite liste ici pour renseigner notre communauté internationale.

Si nous travaillons selon la logique des 5 zones économiques de la province, nous pourrons bien résumer notre approche des affaires.

OBJECTIFS :

- Créer et Promouvoir durablement les différentes filières génératrices d'opportunités et attirer les investisseurs de la diaspora ;



APPROCHE STRATEGIQUE :

PHASE 1,

PROGRAMME D'URGENCE

(100 -200 JOURS) :

PROMOTION DE LA PROVINCE AUPRÈS DE LA DIASPORA

- Mise en place d'un plan de travail avec les structures de réseautage pour contacter les organisations et les associations des Kongo à travers le pays et le monde ;
- Développement des relations d'affaires avec les provinces et régions économiquement dynamiques des pays développés ;
- Préparation et Redynamisation des cadres de concertation entre institutions, PTF et fédérations des entrepreneurs œuvrant dans le secteur du développement ;

PHASE 2,
DÉVELOPPEMENT DES CHAÎNES DE VALEURS DES SECTEURS À FORT IMPACT ÉCONOMIQUE SUR LA DIASPORA

- Secteur agricole avec l'Agrobusiness ;
- Secteur financier avec les besoins de transactions financières ;
- Secteur énergétique : investir pour booster la petite industrie ;
- Secteur des Infrastructures : les routes, les ponts et autres ouvrages qui doivent être réhabilités ou construites ;
- Secteur de la Technologie (NTIC) : transfert de compétences, de technologies, développement des projets intégrateurs...;
- Secteur médico-social : facilitation pour le développement du Plan de santé pour tous, bien-être pour tous, construction des maisons sociales,...;
- Secteur logistique : développement d'un très large réseau de transport pour évacuer les marchandises par terre, rail, eau et air (réseau local, national et international) ;
- Secteur touristique : développer et améliorer les structures de ce secteur par les possibilités d'ouvrir la province au monde, mieux vendre le Kongo Central ;

PHASE 3 :
PÉRENNISATION DES ACTIVITÉS D'AFFAIRES ENTRE LA PROVINCE ET LA DIASPORA ;

- État des lieux et Table ronde avec des grands groupes organisés dans la diaspora ;
- Améliorer le climat des affaires et monde des investissements ;
- Secteur commerce extérieur : trouver, organiser les débouchés pour les produits du terroir Kongo Central [Elargissement du Réseau d'exportation (diversifications des produits exportés)].
- Secteur éducation : faciliter l'accès au matériel de formation physique et virtuelle, installer des bibliothèques, renforcer les capacités des enseignants dans la province,...;
- Secteur culturel : revaloriser l'intérêt pour la culture Kongo en facilitant les échanges avec les différentes communautés (locales, nationales et internationales).
- Secteur minier : création de coopératives pour l'exploitation artisanale et industrielle ;

GRANDS PROJETS

DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL DU KONGO CENTRAL ;

CONTEXTE SECTORIEL

La thématique des Grands Projets est reprise dans mon programme pour une raison simple.

Il est important d'en faire le suivi car les retombées sont très importantes pour le développement de notre province.

Avec les grands projets, nous serons en mesure de juguler une partie du chômage, de résoudre les problèmes d'accès aux marchés par les agriculteurs, l'accès à l'énergie des villes et du monde rural....

Nous serons aussi en mesure d'augmenter le nombre de personnes scolarisées dans la province, nous allons faciliter l'accès aux soins de santé et autres commodités que le progrès socio-économique peut permettre.

Voici donc les Grands projets avec impact direct sur la province :

1. **Lancement des travaux de construction du Port en eaux profondes de Banana.** Le président de la République a promis que les travaux pourraient commencer avant ou concomitamment avec ceux du Pont-route-rails Kinshasa-Brazzaville.
2. **Lancement des travaux de Inga 3 dans sa version 4800 MW que la Banque africaine de développement a promis de financer.** Le président de la République a promis que les travaux débuteront au premier trimestre 2020. (Quel est l'impact sur la province ?)
3. **Plan National de Développement Agricole** : Mise en place de 6 zones agroindustrielles. Compte tenu de l'urgence de palier au déficit de la production nationale en produit de première nécessité, il est de bon sens de penser que le gouvernement pourra mettre en oeuvre ce projet dès cette année. (+ Nos 5 zones agricoles)
4. **La numérisation de la chaîne de la recette. La démarche résulte de la maximisation des recettes publiques et surtout de l'amélioration de la gestion des finances publiques.** Le gouvernement doit mobiliser cette année 11 milliards USD. Il faut sécuriser les finances publiques et éviter le coulage des recettes par la numérisation de la chaîne de la recette à l'instar de la chaîne de la dépense. (Renforcement des capacités pour être en mesure de récupérer ces opportunités)
5. **Lancement par la Banque centrale du Congo de la carte bancaire nationale.**

La Banque centrale devrait lancer depuis le deuxième semestre la carte bancaire nationale multidevise utilisable partout au monde. Ce projet étant très avancé, il devra être effectif cette année. (Préparer les businessmen, et les sphères de finances du Kongo Central à faire face aux opportunités qui vont se présenter)

6. **Le parachèvement de la Route Nationale Numéro un (RN1).** Le président de la République a promis d'initier une tournée sur la RN1 pour tâter son état de praticabilité. Le chef de l'Etat a encouragé le gouvernement à parachever la construction de cette route qui va du Kongo Central au Haut-Katanga, soit traversant 11 provinces. (La nationale est aujourd'hui la voie d'évacuation principale, elle est aussi une source de financement à ne pas négliger)

7. **Création d'une banque de crédit agricole et d'une banque de développement rural.** Le vœu est du chef de l'Etat afin de booster l'agriculture et le développement des zones rurales. (Un outil très important pour le développement de l'agrobusiness et de l'industrialisation de ce secteur)

8. **Mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle**. Le président de la République tient à son effectivité dès cette année.

    1. Amélioration de l'offre des services de santé de qualité basée sur les Soins de Santé Primaires (SSP) ;
    2. Protection contre le risque financier en mettant en place des mécanismes de partage de risque tel que l'assurance maladie obligatoire et l'assistance médicale pour les indigents et les vulnérables qui sera prise en charge par le gouvernement provincial ;
    3. Action sur les déterminants de la santé pour maitriser la charge de morbidité et rendre le dispositif financièrement viable ;
    4. Prévention et prise en charge des épidémies, les urgences, et les catastrophes

9. **Plan National – 145 Territoires**

    - **Composante 1 :** Améliorer l'accès des populations des territoires ruraux aux infrastructures et services socioéconomiques de base
    - **Composante 2** : Promouvoir le développement des économies rurales et des chaines de valeur locales
    - **Composante 3** : Renforcer les capacités de gestion du développement local
    - **Composante 4** : Développer un système d'information géo référencé de suivi à même de renseigner sur les progrès du programme.

10. **Plan National du Numérique – 2050**

    Avec ce projet, le Kongo Central aura un chantier de 1008 km de fibre optique

CONCLUSION

LE KONGO CENTRAL DE NOS RÊVES EST À NOTRE PORTÉE.

Tout le long de cet ouvrage, nous avons démontré que nous avons la possibilité de transformer cette province au-delà de nos espérances, et nous pouvons commencer tout de suite !

Cela est en même temps facile et difficile. Facile parce que la province est tombée tellement bas, les choses vont tellement mal que la moindre amélioration peut avoir un impact retentissant.

Mais c'est difficile parce qu'il faudra des années de dur travail, de persévérance, de ténacité pour que les choses puissent s'améliorer de manière durable. Le chemin sera parsemé d'obstacles de tout genre, mais si nous sommes déterminés, nous pourrons y arriver.

Cet ouvrage a été présenté pour inspirer et redonner espoir. Loin d'être un amas de promesses creuses, il est un véritable mode d'emploi pour toute personne qui veut redonner à la Province du Kongo Central sa place de fleuron de l'économie congolaise, au-delà même de ce qu'elle a été dans un glorieux passé, pas si lointain.

Mais ce document n'est pas le premier du genre à proposer des pistes de solutions pour le développement de la Province de Tata Kasa-Vubu. D'autres ont dans le passé élaboré de nombreuses stratégies et certaines idées qui sont reprises ici se trouvaient déjà sur les tables de beaucoup de décideurs. Ce qui fait que toutes ces réflexions ne soient jamais ou peu appliquées tient principalement au facteur impondérable de la volonté humaine.

Le 14ème thème

Ce texte n'est qu'une introduction au changement. Le vrai travail va commencer à l'investiture du nouveau gouverneur du Kongo Central le docteur **Guy BANDU NDUNGIDI.**

Le premier élément sera donc la volonté et la détermination de son porteur à l'appliquer avec soin et abnégation durant chaque journée qu'il passera à la tête de cette province.

Le second sera l'appropriation de ce canevas par la population du Kongo Central à tous les niveaux. Cette appropriation se manifestera par les caractéristiques suivantes :

- Toute la population du Kongo Central se levant comme un seul homme, résolument tourné vers le développement. L'appartenance à un clan ou à un territoire particulier, les opinions politiques divergentes et toutes formes de différences et de querelles intestines laissées de côté pour le bien suprême de toute la province.

- La continuité de l'exécution de ce programme, même après le passage de son initiateur. Ce plan est plus large qu'un, voire deux mandats de Gouverneur. Il aura des effets multiplicateurs si les fils de la Province se l'approprient et en garantissent l'exécution même après celui qui sera élu le 6 Mai 2022.

- La recherche de l'intérêt suprême de la Province comme seul motivateur de toutes les actions de tous ses fils et de toutes ses filles. Il n'y a dans ce programme, pas une seule ligne consacrée aux intérêts personnels de chacun. Cela a été fait pour une seule raison : l'égoïsme et tout ce qu'elle implique n'est pas un ingrédient propice au développement. L'intérêt de la province doit devenir le seul baromètre pour mesurer les actions de tous les acteurs politiques, sociaux économiques et culturels qui auront le pouvoir de décision, d'exécution ou de contrôle.

- Le bannissement de toute forme de xénophobie : des populations autres que le peuple Kongo ont choisi notre province pour y vivre ou pour y faire des affaires : elles contribuent et ont une place de choix dans la production dans l'économie de la province. Ces personnes doivent être traitées comme des frères et ne subir aucune discrimination tant que leur motivation vise l'intérêt supérieur de la province et du pays.

- L'esprit de travail et d'abnégation. Nous avons besoin à tous les niveaux de décision ou d'exécution de personnes qui ont une vision de grandeur, d'excellence, qui ne reculeront devant aucun sacrifice pour matérialiser les promesses qui se retrouvent dans cet ouvrage.

- L'ambition. Nous ne pouvons avancer avec les défaitistes, les prophètes de malheur, les oiseaux de mauvaise augure qui cherchent tous les moyens possibles et imaginables pour décourager ceux qui ont l'intention de tenter tout ce qui est à leur pouvoir pour faire avancer les choses. Cette province ne pourra se développer au-delà de la vision que nous en aurons. Alors voyons grand !

- La province du Kongo Central a donné son nom au pays. Elle a donc la vocation permanente d'en être la vitrine principalement par la qualité de ses hommes, mais aussi par le travail que ses hommes vont produire. Si nous nous mettons en œuvre les recommandations de ce programme ; si nous unissons tous derrière son initiateur et apportons chacun sa contribution, nul doute que cette Province se retrouvera comme dans le passé, au centre de la République Démocratique du Congo.

COHÉSION PROVINCIALE - DÉCENTRALISATION RÉUSSIE ET
RÉ-INDUSTRIALISATION DU KONGO CENTRAL